

Rapport annuel d'activités 2017

Table des matières

PREMIERE PARTIE : ACTIVITES DE L'INSTITUTION

I-	PRESENTATION DE L'INSTITUTION	6
II -	SERVICES OFFERTS.....	7
III-	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE.....	10
IV-	ANALYSE DU PORTEFEUILLE	33
V-	ACTIVITES DE LA DIRECTION ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES.....	46
VI-	ACTIVITES DE LA DIRECTION INFORMATIQUE	52
VII-	ACTIVITES DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET CONTENTIEUX	54
VIII-	ACTIVITES DE LA DIRECTION AUDIT ET CONTROLE INTERNE	56
IX-	ACTIVITES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE	66
	DEXIEME PARTIE : ETATS FINANCIERS EXERCICE 2017.....	67



Mot du Directeur Général

« WAGES est une structure de microfinances solide résolument engagée à apporter des services financiers et non financiers de qualité adaptés aux besoins de sa clientèle et à se rapprocher davantage d'elle pour une gestion efficiente de la relation client en vue d'un bonheur partagé »

WAGES est convaincue que seul le professionnalisme dans la gestion est gage de sa pérennité. C'est ainsi que l'année 2017 a encore été marquée par la poursuite du renforcement du professionnalisme dans la gestion du crédit et l'amélioration de la gestion de la relation client en vue d'une maîtrise soutenue dans la durée de la rentabilité. L'année 2017 a encore confirmé cet élan positif de l'institution.

Elle est une année exceptionnelle marquée par un environnement économique et socio-politique mouvementé avec des impacts négatifs sur nos activités (difficultés réelles pour certains clients à honorer convenablement leurs engagements) dans une situation de forte concurrence. Ce qui nécessite de réelles adaptations basées sur la nécessité voire l'obligation de mettre le client au centre de toutes les préoccupations.

C'est pour nous le lieu de rendre grâce à l'Eternel, Dieu qui a toujours été aux côtés de WAGES pour la vie des membres, des clients, des partenaires et du personnel que nous remercions pour la confiance permanente renouvelée.

WAGES est une structure de microfinances solide résolument engagée à apporter des services financiers et non financiers de qualité adaptés aux besoins de sa clientèle et à se rapprocher davantage d'elle pour une gestion efficiente de la relation client en vue d'un bonheur partagé

En effet, la gestion de la relation client constitue un nouveau paradigme dans le secteur de la microfinance et WAGES se donnera les moyens de répondre aux aspirations profondes de sa clientèle pour créer une relation mutuellement bénéfique en mettant l'accent sur la fidélité du client à travers :

- La qualité du service
- La satisfaction des clients
- L'adaptabilité des besoins
- L'accroissement ou le renforcement des actions de mobilisation de l'épargne
- Le développement de la finance digitale (Agency banking, SMS banking, etc.)
- L'amélioration des produits (épargne tontine, crédit, etc.)
- la poursuite de l'extension des activités dans les zones péri-urbaines à forte potentialité pour être plus proche des clients

Le tableau suivant retrace l'évolution des grands agrégats de l'institution durant les trois dernières années :

Tableau d'évolution des grands agrégats au 31/12/2017

Eléments	2015	2016	2017	Variation (2016- 2017)
Résultat	-306 237 886	228 482 703	340 445 868	49,00%
Encours Epargne	7 337 331 296	6 971 431 923	7 197 968 296	3,20%
Encours de crédit	9 070 732 646	8 923 141 968	9 194 487 714	3,04%
Total Actif	11 547 869 617	10 816 654 269	11 939 867 815	10,38%
Total des fonds propres	2 454 151 069	2 536 786 630	2 806 711 876	10,64%
Total crédits sortis au cours de l'année	9 466 706 100	11 670 582 041	12 887 671 914	10,42%
Nombre de prêts en cours	16 322	14 733	12 627	-14,29%
Nombre d'agences et guichets	19	20	21	5%

NOS PESPECTIVES POUR 2018

Pour reprendre sa croissance et fournir des services de qualité aux communautés à la base et aux micros entrepreneurs, WAGES continuera ses grands chantiers dont les plus importants sont:

- ✓ la fidélisation des clients
- ✓ L'amélioration de la qualité du portefeuille de crédit
- ✓ La création de nouvelles agences et points de services ou de guichets
- ✓ La mobilisation de l'épargne
- ✓ Le développement de produits et services innovants (agencybanking, mobile money...)
- ✓ Le renforcement du système de contrôle interne et de la sécurité
- ✓ L'amélioration du système de Gestion de la Performance Sociale

PREMIERE PARTIE

ACTIVITES DE L'INSTITUTION

I - PRESENTATION DE L'INSTITUTION

Sous forme de projet sur l'initiative de CARE International Togo avec pour objectif de départ, la satisfaction des besoins socio-économiques de 3 900 femmes à Lomé sur une période de trois ans renouvelable une fois, WAGES (Women and Associations for Gain bothEconomic and Social) a démarré ses activités en 1994.

En moins de trois ans, l'objectif de départ a été atteint et dépassé grâce à l'engagement du personnel. Eu égard aux résultats remarquables obtenus, le projet WAGES a été transformé en une IMF (Institution de Microfinance).

- En 1998, WAGES est devenue un SFD sous forme associative
- Elle est officiellement reconnue par le Ministère de l'Economie et des Finances sous la Convention n°002/MEF/SG/CAS-IMEC
- le Ministère de la Planification en tant que ONG et le Ministère de l'intérieur en tant qu'association
- En 2014, WAGES a obtenu son agrément sous le numéro 208/MEF/SG/CAS-IMEC et est enregistrée sous le numéro T/1/GFLM/2014/215A

La mission de WAGES est de « Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, en majorité les femmes, menant des activités économiques en zones urbaines et rurales du Togo en leur offrant des services financiers et non financiers »

Sa vision est de : « Devenir une institution de Microfinance pérenne et modèle au Togo », et participer de manière active au développement socio - économique de la communauté de base.

WAGES intervient dans les zones urbaines, périurbaines et rurales du Togo de par ses agences et contribue surtout à l'amélioration des conditions de vie de la communauté de base.

Au 31 décembre 2017, WAGES dispose d'un siège social en plus de sept agences Lomé (Aguiarkomé, Akodéssewa, Baguida, Hédzranawoé, Adidogomé, Agoè, et Avédji) et trois guichets Assivito; Zossimé ; Adakpamé dans la capitale; sept agences dans les villes de l'intérieur du pays (Agbodrafo, Tsévié, Sokodé, Atakpamé, Aného, Anié et Kpalimé). WAGES dispose aussi de cinq points de service, pour les crédits ruraux, à Sotouboua, à Kaboli, à Pagala-Gare, et à Hahotoé.

Le capital social de WAGES est constitué essentiellement de fonds de dotation initialement obtenus de CARE sous forme de lignes de crédits non remboursables et du cumul des résultats enregistrés.

Les valeurs que véhicule WAGES sont : l'honnêteté, l'équité, l'efficacité, et l'efficience, dans le but de mieux servir sa clientèle.

II - SERVICES OFFERTS

2-1- Les services financiers :

2-1-1- Les services d'Epargne

✳ Epargne HOLA (Healthy Opportunity for Life Assured)

C'est le dépôt à vue. Le compte est ouvert à vue à la demande de toute personne, sur remplissage d'un formulaire de demande d'ouverture du compte épargne individuelle. C'est un compte de dépôt sur lequel l'on peut faire des retraits à tout moment.

✳ DAT (Dépôt à Terme)

C'est une épargne faite par le client sur un compte bloqué suivant un contrat à durée déterminée d'une durée minimum de six mois (durée au cours de laquelle l'épargne ne peut être retirée sous peine de pénalité) avec un taux de rémunération compétitif.

✳ Epargne tontine

C'est une collecte de proximité ; les agents de collecte vont chez les clients, sur leurs lieux d'activité et font la collecte quotidienne suivant une mise du client fixée de commun accord à partir de 200 FCFA.

✳ Domiciliation Salaire

C'est un compte qui permet à un salarié (employé, ouvrier, quel que soit son secteur d'activités) de bénéficier d'un virement périodique (par mois ou par quinzaine) de son salaire.

✳ Epargne vieux jours

C'est une épargne que son souscripteur constitue mensuellement, régulièrement et pour une période de cinq ans auprès de WAGES en vue de s'assurer une couverture sociale dans les cas de force majeure ou lorsque sa force diminuera d'intensité.

2-1-2- Les produits de crédit

✳ Le crédit ordinaire

Ce crédit est octroyé aux associations ou groupes de solidarité et aux membres individuels. Le taux d'intérêt est de 1,5% dégressif le mois.

✳ Le crédit spécial

C'est un crédit d'opportunité que WAGES offre à ses clients. Il est destiné aux individus, aux associations et groupes de solidarité, ayant respecté les échéances des remboursements, pour des activités ponctuelles. Il est d'une courte durée (3 à 5 mois).

Le crédit à épargne déductible

C'est un crédit sans épargne préalable pour lequel le bénéficiaire s'engage à déposer un fonds de garantie correspondant à 20% du montant du crédit sollicité.

Le crédit direct

Ce produit est plus développé dans les zones périurbaines et rurales réputées pour leur misère sociale. Il est destiné aux plus démunis regroupés au sein des groupes de solidarité et sans épargne préalable qui est constituée au cours du remboursement.

Le crédit tontine

C'est un crédit de court terme (de 3 à 12 mois) associé à l'épargne tontine afin de faciliter aux clients, quel que soit leur niveau d'activité, l'ouverture d'un compte épargne et l'accès au crédit pour le développement de leurs activités.

Le Crédit Rural

C'est un crédit destiné au monde rural organisé en groupements et en entreprises agricoles.

Le Crédit Domiciliation Salaire

C'est un crédit lié au compte de domiciliation salaire qui permet aux salariés ayant domicilié leur salaire de pouvoir solliciter un prêt.

Le Crédit aux IMF

C'est un crédit destiné aux institutions de Microfinance, bien installées et reconnues comme ayant des potentialités de développement.

Le Crédit Privilège

C'est un crédit destiné aux bons clients disposant d'une ancienneté d'au moins dix ans ou ayant atteint cinq cycles de crédit. Le bon client est celui qui a bien remboursé ses échéances.

Le Crédit WACA

C'est un crédit destiné aux professionnels du transport public, membre d'une organisation régulièrement constituée pour leur permettre de payer l'assurance de leurs véhicules chez les compagnies d'assurance.

Le Crédit aux Organisations Sociales

C'est un crédit destiné aux Organisations Sociales normalement enregistrées pour leur permettre de répondre à leur besoin de financement en immobilisation et en équipement.

Le Crédit tontine prépayée

C'est un crédit sur un mois destiné aux clients qui font déjà l'épargne tontine pour leur permettre de répondre à des besoins ponctuels de leur activité.

Crédit fêtes

C'est un crédit sur 10 mois avec un taux de 12% adressé aux clients épargnants faisant mouvementer régulièrement leur compte, les clients ayant domicilié leurs salaires à WAGES, aux clients pouvant faire des virements permanents de leurs salaires pour remboursement du crédit et aux bons clients individuels.

2-1-3- Le transfert d'argent

En partenariat avec ECOBANK TOGO, WAGES offre aussi un service de transfert d'argent (Western Union) permettant à ses clients d'envoyer et de recevoir de l'argent de par le monde.

En partenariat avec WARIFI, WAGES offre un service de transfert d'argent et de paiement de facture WARIFI

En partenariat avec la banque atlantique, WAGES offre le service de transfert d'argent MONEY GRAM et RIA.

2-2-Les services non financiers :

La formation : WAGES forme dans les domaines économique et social. Les modules développés sont :

-  La gestion de l'épargne / crédit
-  La gestion financière
-  Le marketing
-  La tenue des documents comptables
-  L'alphabétisation fonctionnelle
-  La sensibilisation sur le SIDA et le paludisme
-  Les techniques de transformation et de production
-  La gestion des exploitations agricoles
-  Etc.

L'appui institutionnel: Cet appui concerne essentiellement le renforcement de bases juridiques des groupes, groupements et associations.

Les textes juridiques mis à la disposition des groupes de solidarité et des associations leur permettent d'asseoir une base juridique saine. Afin de faciliter la rédaction de ces textes dans les groupes, il leur est proposé des projets de statuts et de règlement intérieur qu'ils adaptent aux réalités de leurs groupes respectifs.

III- ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE

III-1- ANALYSE DES SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION

L'année 2017 fut particulière pour WAGES. Elle fut marquée par un travail plus ardu qu'en 2016 à tous les niveaux de l'institution afin de reprendre la rentabilité dans la durée. Les résultats sont louables. Néanmoins, et afin d'atteindre une performance meilleure pour les exercices suivants, la réalisation d'une analyse financière est nécessaire. Elle permettra de connaître la performance et la rentabilité dudit exercice et ainsi de prendre des décisions de gestion pour l'exercice à venir afin d'améliorer les performances de l'institution.

Ainsi, afin d'opérer une bonne analyse financière, le reclassement des comptes par catégories est une étape importante. Pour cette année 2017, le reclassement ci-après est réalisé :

Tableau n° 1 : Données d'exploitation

	RUBRIQUES	2015	2016	2017
1	Produits des Capitaux Prêtés	1 541 668 639	1 271 359 092	1 438 038 061
2	Coûts des Capitaux Empruntés	204 339 804	167 962 484	166 064 355
3	MARGE FINANCIERE (1-2)	1 337 328 835	1 103 396 608	1 271 973 706
4	Autres Commissions Reçus	383 379 313	319 337 609	346 145 827
5	Autres Commissions Versées	44 411 469	7 699 917	2 727 291
6	MARGE SUR COMMISSIONS (4-5)	338 967 844	311 637 692	343 418 536
7	+ Autres Produits (Hors Subv&Quotes Parts)	113 630 185	115 071 900	119 471 402
8	PRODUIT NET BANCAIRE	1 789 926 864	1 530 106 200	1 734 863 644
9	- Frais de Personnel	968 866 414	824 988 911	869 360 374
10	- Autres Frais d'Exploitation	468 213 700	383 003 120	375 992 712
12	TOTAL FRAIS GENERAUX	1 437 080 114	1 207 992 031	1 245 353 086
11	- Dotations & provisions sur immobilisations	509 182 871	234 989 251	688 837 723
19	Autres reprises de provisions	325 422 706	113 975 324	520 171 055
13	RESULTAT D'EXPLOITATION	169 086 585	201 100 242	320 843 890
14	Resultat d'Exploitation Avant Impôt (13)	169 086 585	201 100 242	320 843 890

	RUBRIQUES	2015	2016	2017
15	Produits Exceptionnels (Hors Quotes Parts)	36 235 522	22 722 446	9 722 116
16	Charges Exceptionnelles	8 270 731	18 023 415	69 346 872
17	RESULTAT EXCEPTIONNEL (15-16)	27 964 791	4 699 031	- 59 624 756
18	Impôt	-	-	-
20	Reprise Provisions sur créances en souffrance et recap. créances amorties	1 351 242 912	1 519 281 823	942 545 008
21	Prov./Pertes sur crédits en souffrances	1 872 367 516	1 571 904 141	957 216 341
22	RESULTAT NET HORS SUBVENTIONS ET QUOTES PARTS	- 324 073 228	153 176 955	246 547 801
23	Subventions reçues	3 216 109	15 675 902	24 270 147
24	Quotes Parts	14 619 233	59 629 846	69 627 920
25	RESULTAT NET AVEC SUBVENTIONS ET QUOTES PARTS	- 306 237 886	228 482 703	340 445 868

Un rapprochement des soldes intermédiaires de gestion de cet exercice avec les deux précédents permettra de mieux examiner ces différents agrégats et ainsi, aboutir à une excellente analyse.

Avant toute chose, il faut préciser au début de cette analyse que WAGES a traversé une période difficile due aux sanctions de la commission bancaire et à la dégradation importante de son portefeuille de crédit sur les exercices 2013 à 2015. Cela a impacté les performances et la rentabilité de l'institution. Depuis 2016 des efforts incommensurables ont été faits et la rentabilité a été retrouvée. Pour cet exercice 2017, des efforts encore plus colossaux ont été mis en œuvre par les dirigeants ainsi que le personnel afin de faire revivre l'institution.

De l'analyse des données d'exploitation, le premier élément qui ressort est la hausse de 13,11% des produits des capitaux prêtés qui sont passés de 1,271 milliards en 2016 à 1,438 milliards en 2017 soit un montant en valeur absolue de 166 678 969 FCFA. Cette hausse par rapport à la baisse de 17,53% pour l'exercice précédent, dénote des efforts réalisés au cours de cet exercice. Cette légère croissance s'explique par les éléments suivants :

- La légère croissance de l'encours de crédit. Sur cet exercice l'encours a connu une légère croissance de 3,41% soit une augmentation en valeur absolue de 303 583 431 FCFA.
- Les efforts de recouvrement effectués sur l'exercice 2017 ce qui a permis de diminuer le PAR 30J de 4,7 points qui est passé de 13,90% en 2016 à 9,20% en 2017.

Contrairement, les coûts des capitaux empruntés ont connu une légère baisse de 1,13% soit un montant 36 377 320 FCFA. Ceci s'explique par les deux éléments suivants le choix de WAGES de ne plus avoir essentiellement recours aux emprunts mais à l'épargne à travers une stratégie de mobilisation de l'épargne.

Il devient évident que la hausse des produits des capitaux prêtés et la légère baisse du coût des capitaux empruntés impactent directement une hausse du produit net bancaire. Ce dernier a ainsi augmenté de 204 757 444 FCFA par rapport à une baisse de 233 932 227 FCFA pour l'exercice 2016. Le graphique suivant retrace l'évolution du PNB sur les 3 derniers exercices.

Graphique N° 1 :



Afin de déterminer la rentabilité de l'institution, l'évolution du Produit Net Bancaire seul ne suffit pas, il faut également apprécier l'évolution des frais généraux qui impacte les PNB pour la détermination du résultat d'exploitation.

Une légère hausse de 3,09% est enregistrée sur le total des frais généraux pour cette année 2017, soit en valeur absolue un montant de 37 361 055 FCFA. Cette hausse par rapport à la baisse de 25,86% sur l'exercice précédent démontre les efforts de réduction et de maîtrise des charges en vigueur au sein de l'institution. Cette légère hausse s'explique par les éléments suivant :

- Les frais de personnel ont connu une hausse de 5,38%, et sont passés de 824,988 millions en 2016 à 869,360 millions en 2017. Cette légère hausse s'explique par la relance des activités pour engranger de nouveaux produits, ce qui a nécessité certains recrutements.
- Une baisse des charges d'exploitation de 1,83%. Cette baisse s'explique par plusieurs actions comme de réduction et de maîtrise des charges telles que, la gestion des charges d'électricité, la limitation des appels téléphoniques au Siège, Le plafonnement du montant des frais de réparation moto, la révision à la baisse des montants des prestations de services périodiques, etc.
- Une très forte hausse de 193,14% et de 356,39% est constatée respectivement sur les dotations aux amortissements et provisions, et les reprises d'amortissement et provision. Ces fortes hausses s'expliquent par le changement des taux d'amortissement des immobilisations qui a impliqué certaines reprises d'amortissement mais qui ont été annulés par des dotations aux provisions. En définitive, une croissance de 39,38% est quand même enregistrée sur les dotations et provisions nettes par rapport à l'exercice précédent.

L'augmentation de ces dotations est due par l'acquisition de nouvelle immobilisation pour faire face à l'activité.

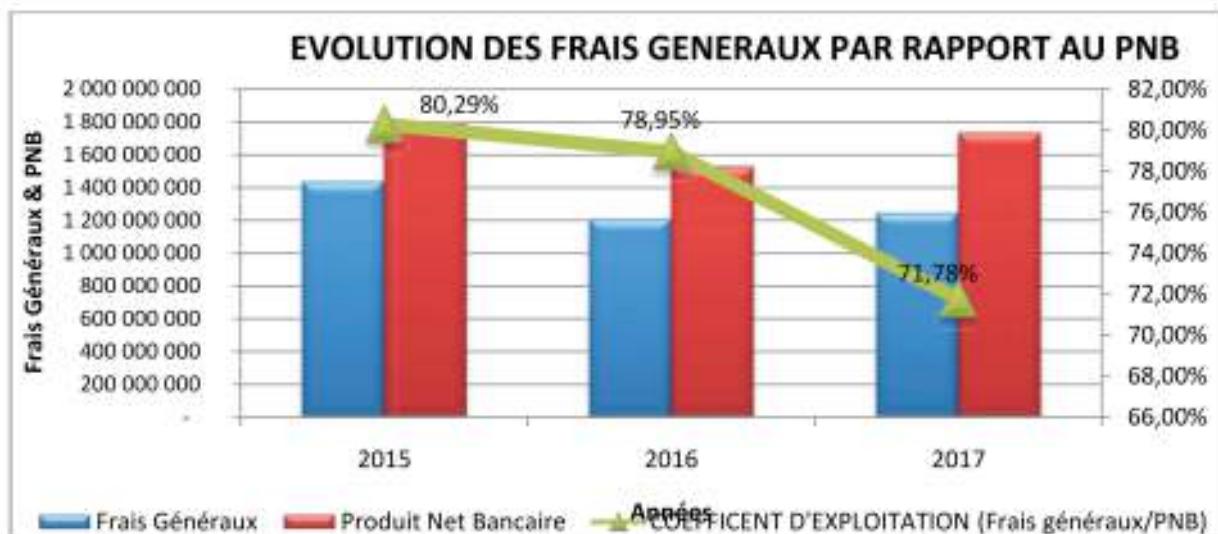
Afin de pousser l'analyse et de mesurer cette maîtrise des charges constatée sur cet exercice, le coefficient d'exploitation constitue un bon élément car il est le rapport des frais généraux (ou charges d'exploitation, soit les salaires, loyers, autres services...) sur le PNB. Il permet de mesurer le poids de ces charges dans la richesse créée par le SFD. Plus ce ratio est élevé, plus la richesse est perdue dans des dépenses de fonctionnement.

Tableau N° 2 : Calcul du coefficient d'exploitation

RUBRIQUES	2015	2016	2017
Frais Généraux	1 437 080 114	1 207 992 031	1 245 353 086
Produit Net Bancaire	1 789 926 864	1 530 106 200	1 734 863 644
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (Frais généraux/PNB)	80,29%	78,95%	71,78%
Résultat Net	- 306 237 886	228 482 703	340 445 868
Résultat Net / PNB	-17,11%	14,93%	19,62%

Les graphiques ci-dessous illustrent l'évolution des frais généraux, du Produit Net Bancaire, du coefficient d'exploitation ainsi que celle des résultats de WAGES.

Graphique N° 2 :



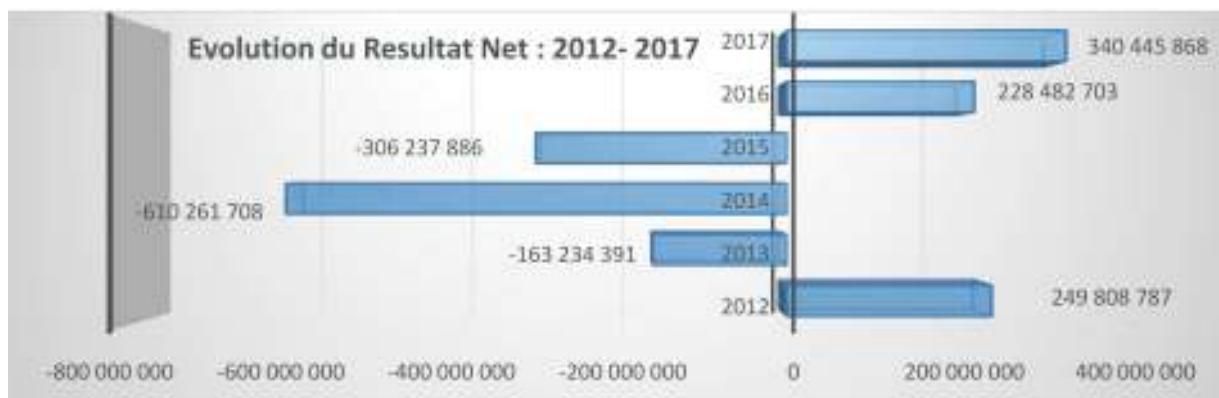
Sur le graphique, nous constatons une diminution du coefficient d'exploitation plus grande sur l'exercice 2016 à 2017 que sur l'exercice 2015 à 2016. Le coefficient d'exploitation est en 2016 sous la barre des 100%. Sur les trois dernières années, le coefficient d'exploitation est en baisse et la baisse de 2016 à 2017 est plus importante que celle de 2015 à 2016. Cela démontre l'amélioration de la gestion des charges afin de pouvoir dégager un meilleur résultat d'exploitation. La preuve est dans l'évolution du résultat d'exploitation 59,54% par rapport à l'exercice précédent qui atteint un montant de 320 843 890 FCFA.

Un résultat exceptionnel déficitaire de 59 624 756 FCFA est enregistré sur l'exercice 2017 comparativement aux autres exercices. Cela s'explique par la condamnation de WAGES pour un montant très important suite à une décision de la cours suprême dans un procès l'opposant à un ex employé.

De cet impact négatif sur le résultat vient s'ajouter également un déficit de 14 671 333 découlant de la gestion des crédits. Ce déficit est en forte diminution comparativement aux exercices précédents où on enregistre un déficit de 521 124 604 pour 2015 et 52 622 318 pour 2016. Cela démontre l'amélioration de la gestion du portefeuille sur l'exercice 2017.

De ces autres résultats viennent s'ajouter les subventions d'exploitation et les quotes parts de subvention d'un montant de 93 898 067 FCFA. Tout cela permet à WAGES de dégager un résultat net de 340 445 868 FCFA pour cet exercice 2017. Ce résultat a eu une croissance de 49,00% par rapport à 2016 soit une évolution en valeur absolue de 111 963 165 FCFA.

Graphique N° 3 :



II-1- SITUATION PATRIMONIALE

Pour une analyse plus complète de l'évolution de WAGES, un examen des grandes masses de la situation patrimoniale sur les trois dernières années est fondamental.

Reflétant l'image complète de la structure financière de WAGES, le bilan condensé sur les exercices 2015 à 2017, nous permettra de voir l'évolution des grandes masses.

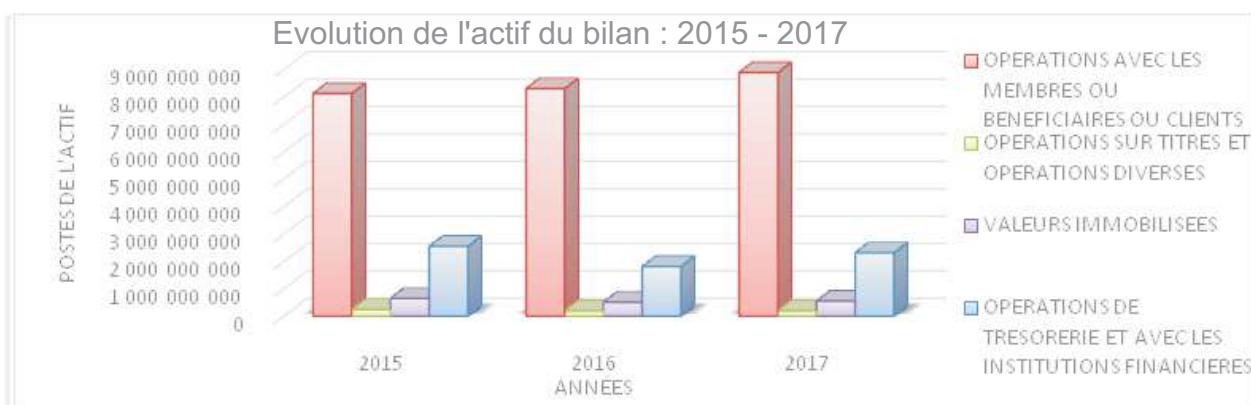
Tableau n°4 : Bilan condensé

ACTIF	2015	2016	2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 545 741 076	1 808 697 179	2 309 338 669
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	8 121 947 315	8 304 963 924	8 887 299 798
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	236 198 073	193 556 922	195 733 158
VALEURS IMMOBILISEES	643 983 153	509 436 244	547 496 190
TOTAL ACTIF	11 547 869 617	10 816 654 269	11 939 867 815
PASSIF	2015	2016	2017
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 289 905 605	1 106 123 947	1 771 502 873
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	7 497 161 866	6 971 431 923	7 202 466 916
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	306 651 077	202 311 769	159 186 150
PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	2 454 151 069	2 536 786 630	2 806 711 876
TOTAL PASSIF (1)	11 547 869 617	10 816 654 269	11 939 867 815

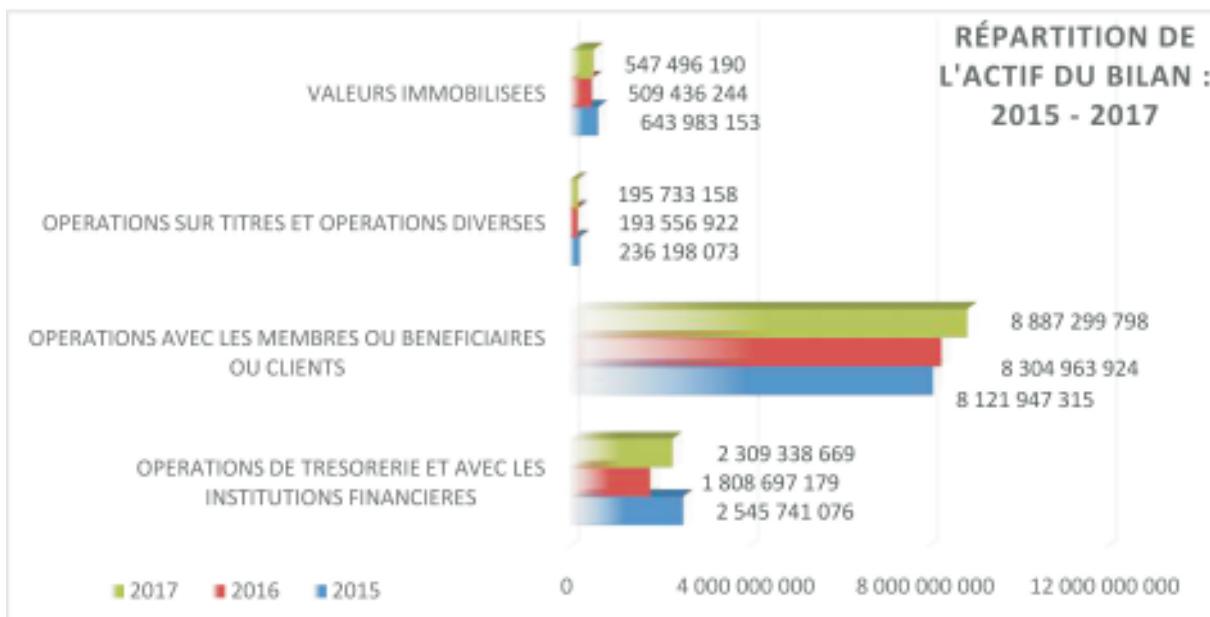
Analyse des éléments d'Actif

De l'analyse du bilan condensé ci-dessus, nous enregistrons pour l'exercice 2017 une hausse du patrimoine de WAGES de 10,38% comparativement à une baisse de 6,33% pour 2016. Les deux graphiques suivant vous présentent l'évolution des agrégats de l'actif du bilan de WAGES au cours des trois derniers exercices, en fonction des années puis en fonction des grands postes de l'actif.

Graphique 4 :



Graphique 5 :



Une analyse succincte de l'actif du bilan et des deux graphiques précédents nous amène aux constats suivants :

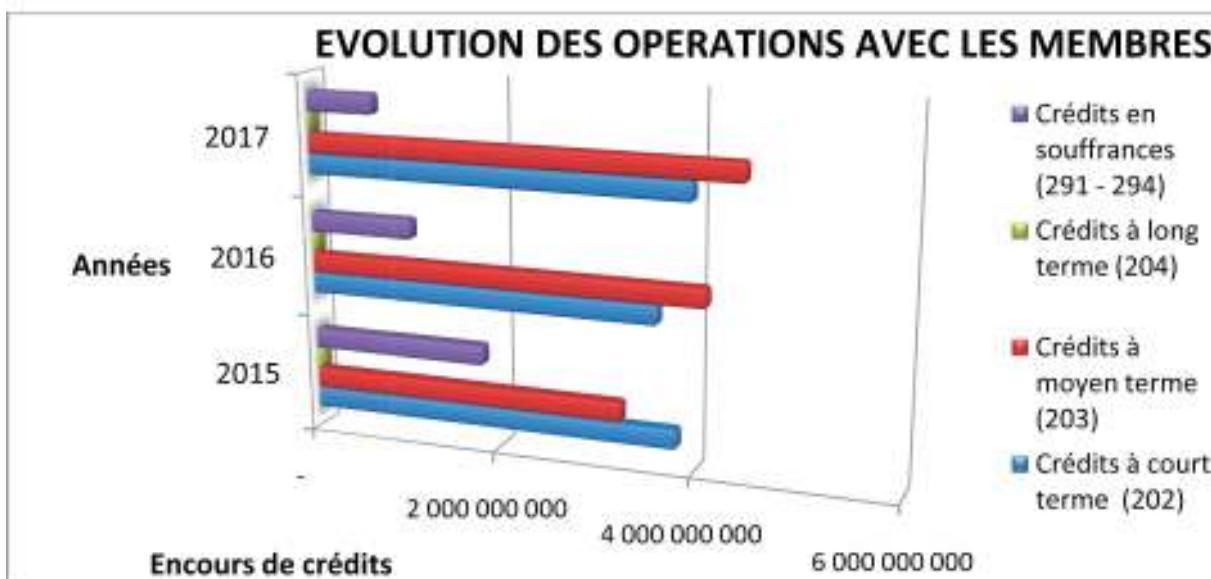
La hausse du total actif constaté sur cet exercice, dénote des efforts mis en œuvre pour la relance de l'activité, à travers des sorties de crédit bien étudiés et les efforts de recouvrement en vue d'améliorer la qualité du portefeuille de crédit.

L'analyse individuelle de chaque poste d'actif nous permettra d'explorer plus en détail l'évolution du patrimoine sur l'exercice 2017.

Les opérations avec les membres bénéficiaires et clients

Constituant 74,4% du total actif, Cette masse de l'actif est la plus importante et constitue le moteur de production. De 2016 à 2017, les « **opérations avec les membres bénéficiaires et clients** » ont connu une hausse en net de 7,01% soit 582,335 millions. Cette hausse s'explique en premier lieu par la croissance de l'encours brut de crédit d'un montant de 303 583 431 FCFA et en second lieu, par la diminution du portefeuille à risque (PAR) qui a impacté le montant des provisions à la baisse et augmentant ainsi l'encours net. Le graphique ci-dessous illustre clairement cette explication.

Graphique N°6 :



Ainsi, comme on le constate sur ce graphique, les crédits en souffrances en violet sont à la baisse de 2015 à 2017.

Pour cet exercice 2017, ce poste se compose de, crédits à Court Terme (44,74%), de crédits à Moyen Terme (50,39%), de Crédit à Long Terme au personnel de WAGES (0,38%), des crédits en souffrance (3,87%) et des créances rattachées (0,62%).

Nous constatons que la part des créances en souffrance a considérablement diminué par rapport à l'exercice précédent où il était de 12,14%. Cela s'explique les efforts mis en œuvre pour l'amélioration de la qualité du portefeuille à travers plusieurs actions à savoir :

- Le renforcement du comité de crédit par l'ajout de la Direction Finances Comptabilité.
- La séparation du portefeuille en deux parties : les crédits en souffrance et les crédits sains pour un meilleur suivi des deux portefeuilles.
- L'identification de tous les clients dans le portefeuille, surtout les anciens crédits
- L'audit systématique des crédits entrant dans un retard de plus de 60 jours par la Direction Audit et Contrôle Interne
- Etc.

L'amélioration de la qualité du portefeuille à risque se traduit par la baisse des créances en souffrance comme illustré dans le graphique n°7 ci-dessous.

Graphique N° 7 :



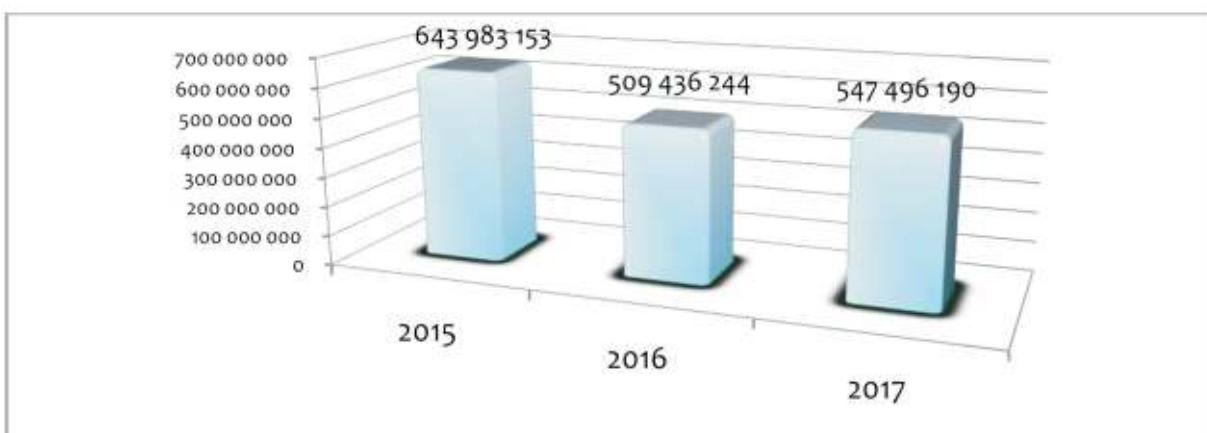
En dehors du poste phare ci-dessus analysé, des commentaires portent sur les postes suivants de la surface financière de l'actif :

Les Immobilisations :

Une légère hausse de 7,47% est constatée sur les immobilisations au cours de l'exercice 2017. Le total net des immobilisations est passé de 509,436 millions en 2015 à 547,496 millions en 2016 soit une hausse de 38,059 946 millions. Cette hausse légère s'explique par l'achat de certain terrain pour les agences de WAGES, les actions de maîtrise des acquisitions dans le but de diminuer les dépenses de l'institution. Le graphique suivant expose l'évolution de ce poste sur les 3 dernières années.

Graphique N° 8 :

Evolution des Immobilisations nettes



Les Opérations de trésorerie et avec les Institutions financières

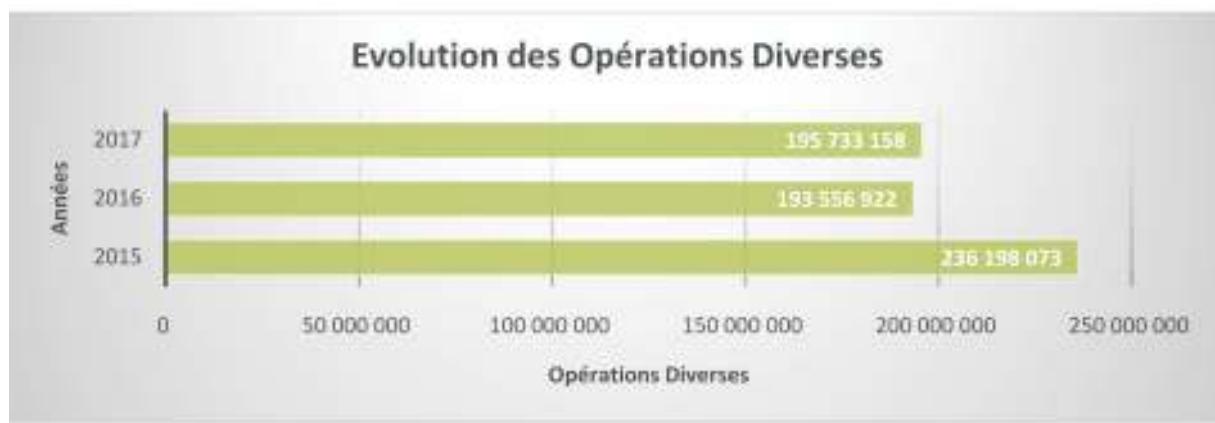
Se chiffrant à un total de 2,309 milliards de francs CFA, ce poste a connu une croissance de 27,68% suite aux efforts pour le respect de la norme prudentielle de Liquidité. Il est composé essentiellement de quatre rubriques à savoir :

- Les valeurs en caisse : 162 692 851 FCFA soit 7,04% du total du poste ;
- Les Comptes ordinaires chez les institutions financières : 969 568 563 FCFA soit 41,98% du total ;
- Les dépôts de garantie et dépôts à terme chez les institutions financières : 1 158 327 255 FCFA soit 50,16% du total ;
- Les prêts aux institutions financières : 18 750 000 FCFA soit 0,81% du total.

Les Opérations Diverses

Ce poste a connu une hausse de 1,12% par rapport à l'année 2016 en passant de 193,556 millions à 195,733 millions comme l'illustre le graphique ci-dessous.

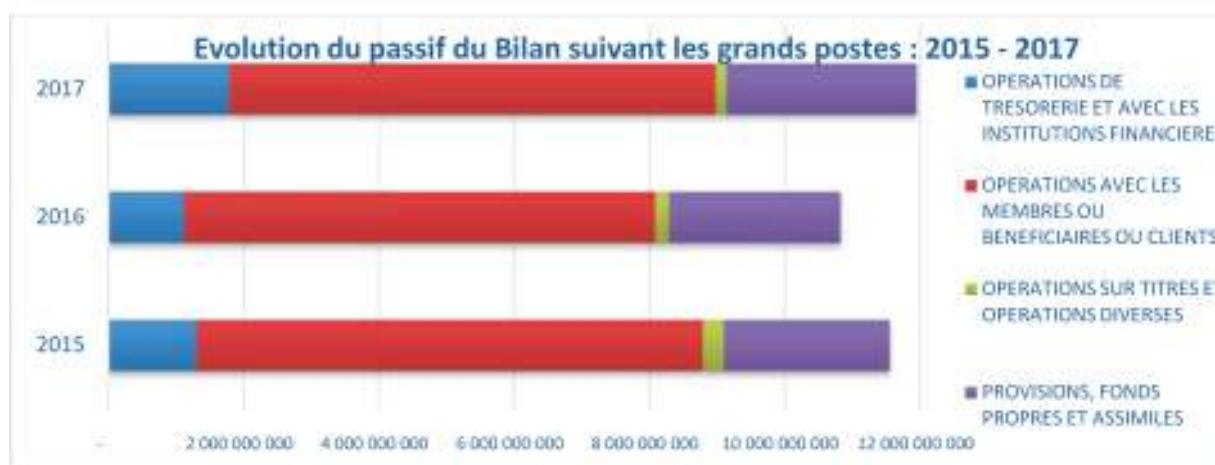
Graphique N°9



Analyse des éléments du Passif

Comme pour les postes de l'actif, les postes du Passif sont reclassés en quatre grandes masses pour faciliter l'analyse.

Graphique N°10



Les Opérations avec les institutions financières

Etant un poste du passif et comme le dit son nom, ce poste est composé des dettes de WAGES envers les autres institutions financières que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Sa structure est la suivante : 1,06% de dépôts des institutions financières, 97,49% d'emprunts auprès des institutions financières, 1,21%,85% de ressources affectées et 0,24% de dettes rattachées. Les dépôts des institutions financières sont les dépôts de caution d'autres SFD qui ont obtenus des prêts auprès de WAGES.

Ce poste a enregistré globalement pour 2017, une croissance de 60,15% s'expliquant par l'obtention de financements auprès de nos partenaires pour le refinancement de notre portefeuille de crédit et le respect de la norme de liquidité.

Graphique N°11



Les opérations avec les membres ou bénéficiaires ou clients

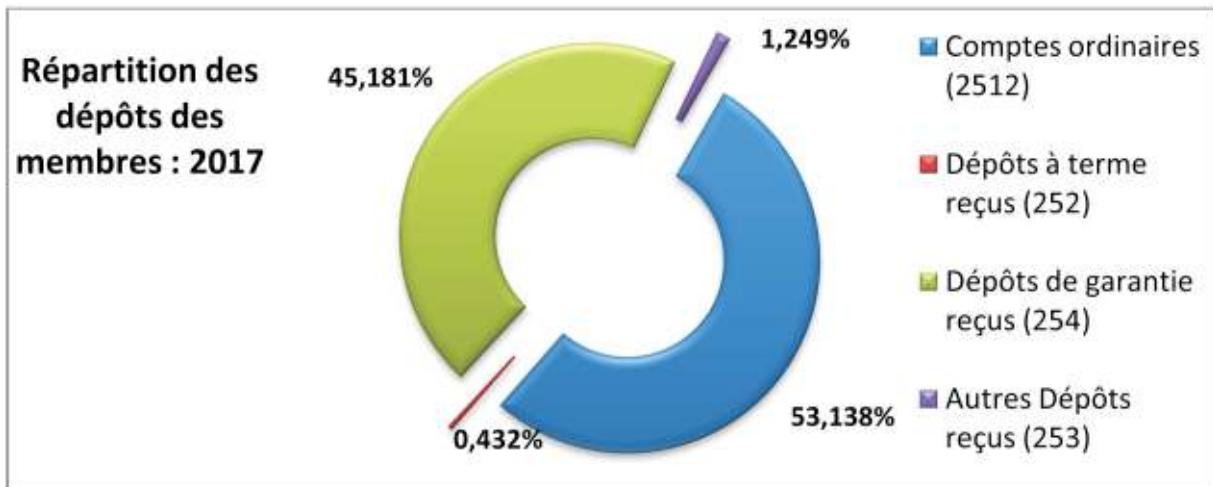
Représentant 64,47% du passif et se chiffrant à un montant total de **7 202 466 916 FCFA**, ce poste est la plus importante ressource, autre que les fonds propres sur lequel WAGES finance son activité. Il a connu au cours de 2017 une hausse de 3,31% et se décompose en cinq grands éléments :

- ⚠ **Les Comptes ordinaires** : Composés des épargnes volontaires des clients(Epargnes libres), les comptes ordinaires se décomposent comme suit au 31 décembre 2017 :
- Comptes ordinaires des Membres Associations : **181 108 746** soit **4,73%**
 - Comptes ordinaires des membres EPI : **3 337 014 301 FCFA** soit **87,19%**
 - Comptes ordinaires des membres TONTINE : **245 396 463 FCFA** soit **6,41%**
 - Comptes ordinaires des membres : Zone Rurale : **30 993 959 FCFA** soit **0,81%**
 - Comptes ordinaires des membres PSAEG : **25 020 052 FCFA** soit **0,65%**
 - Comptes ordinaires des membres : Domiciliation salaire : **7 724 579 FCFA** soit **0,20%**

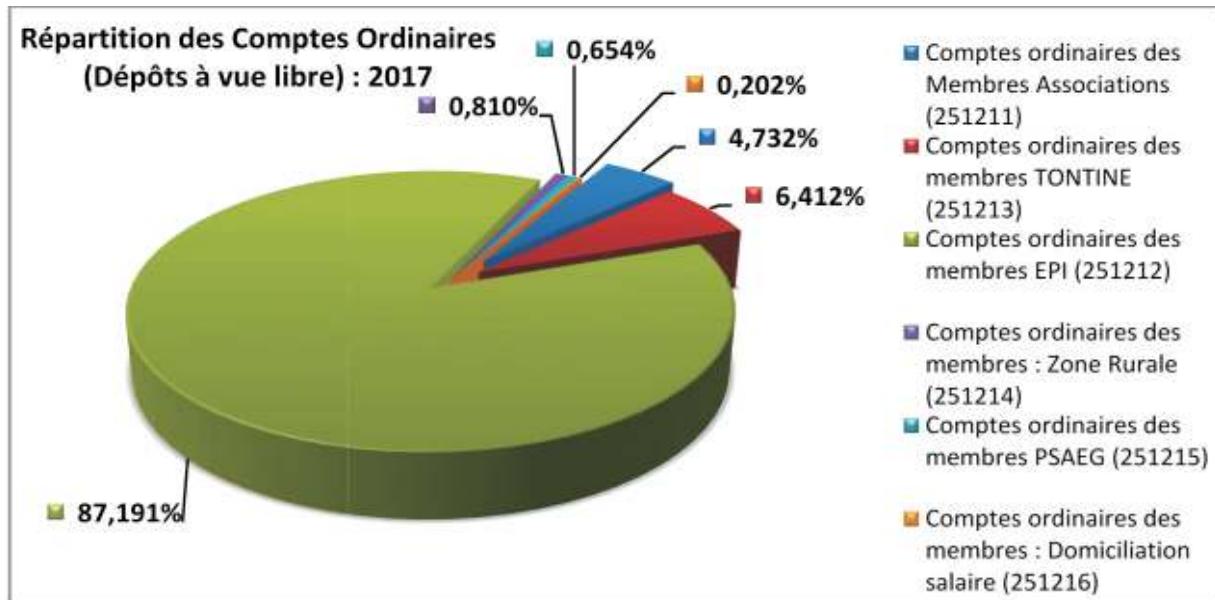
- ✿ **Les Dépôts à terme reçus** : les dépôts à terme ont connu une hausse importante de **95,26%** sur l'exercice 2017 et se chiffrent à **31 144 000 FCFA**.
- ✿ **Les Dépôts de garantie reçus** : Constitués des cautions des clients dans le but de bénéficier des produits de crédit de WAGES, et représentant le quart (1/4) du montant du crédit demandé, les dépôts de garanties représentant 43,93% de ce poste, ont connu une hausse de 6,26% en 2017 comparativement à une baisse de 2,27% de 2016.
- ✿ **Autres Dépôts reçus** : Ils sont constitués des comptes épargne vieux jours, produit vedette de WAGES lancé en janvier de cette année 2017 dans le cadre de la politique de mobilisation de l'épargne. En une année ils ont atteint un montant de 89 930 425 FCFA et représente 1,25% des dépôts des membres.

Les deux graphiques suivants illustrent parfaitement les commentaires réalisés ci-dessus.

Graphique N°12

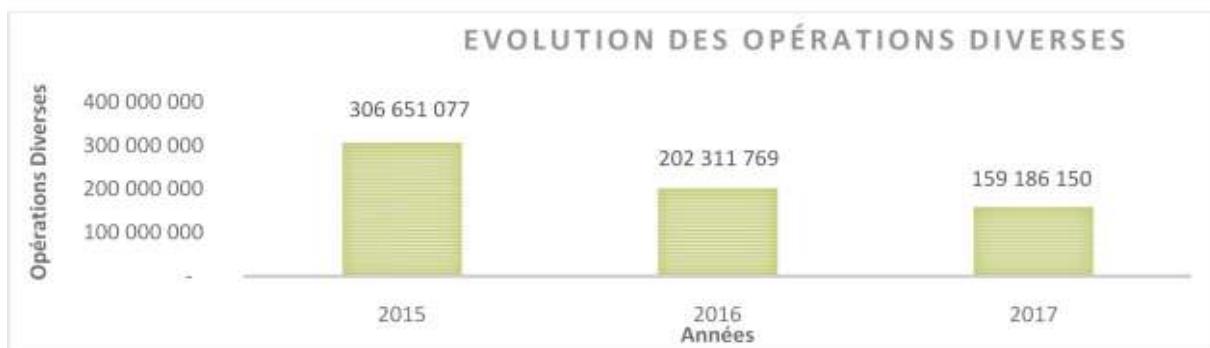


Graphique N°13



Le poste « **Opérations Diverses** » qui est constitué par les mouvements des crééditeurs divers et des sous postes de régularisation du passif, a, au cours de l'exercice 2017, connu une baisse de 21,32% en passant de 202,311 millions à 159,186 millions de francs CFA.

Graphique N°14



Provisions fonds propres et assimilés :

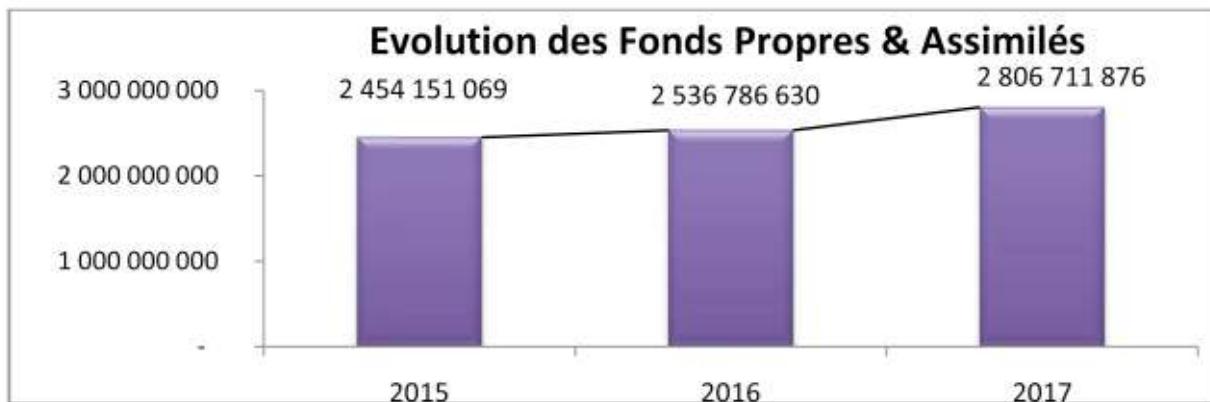
Constituant la ressource de base de toute institution, le poste « **Provisions fonds propres et assimilés** » a connu une croissance de 10,64% au cours de l'exercice 2017 comparativement à 3,37% en 2016. Il se décompose comme suit :

- **Les Subventions d'investissement** : d'un montant de 33,954 millions contre 103,034 millions l'exercice précédent, ce poste a connu une baisse de -67,05% s'expliquant essentiellement par le fait que WAGES n'a pas reçu de subvention d'investissement pour

les années 2016 et 2017 et que ce sont celles des exercices précédents qui s'amortissent progressivement.

- **Les fonds affectés** : d'un montant total de 107,968 millions, il est composé des fonds de garanties des partenaires (Etat Togolais et INADES Formations) en couverture des risques (**risques de non-paiement**) sur les crédits octroyés dans le cadre des projets pilotés de commun accord avec lesdits partenaires.
- **Les fonds de crédit** : Composés de fonds mis à la disposition de WAGES par l'Etat et des institutions comme le PRADEB, le FAIEJ, dans le cadre de projets et dans le but d'octroyer des crédits à des populations cible bien spécifique selon les termes des projets. Les fonds de crédits se chiffrent à 265 937 581 FCFA au 31 décembre 2017.
- **Les Provisions pour Risques et Charges** : ils sont essentiellement constituées des provisions licenciement et décès des membres du personnel de WAGES, mais aussi des autres provisions pour litiges. Ils se chiffrent au 31 décembre 2017 à un montant total de 348 285 751 FCFA.
- **Les Réserves** : Ce poste est composé des réserves obligatoires de 15% du résultat que WAGES dote chaque année. Il s'élève à 1 255 881 635 FCFA au 31 décembre 2017.
- **Les Ecart de réévaluation des immobilisations** : il est composé du montant supplémentaire suite à l'évaluation de l'immeuble abritant l'agence d'Akodessewa acquis pour une valeur de 70 millions de francs CFA et réévalué à 96,427 millions de francs CFA. Il s'élève à 26 427 472 FCFA au 31 décembre 2017.
- **Les Fonds de Dotation** : Il est composé principalement de ligne de crédit non remboursable de CARE international et se chiffre donc au 31 décembre 2017, à 132 116 518 FCFA.
- **Le Report à Nouveau** : Composé de la dotation de 85% du résultat de chaque exercice (Résultat après dotation de 15% de la réserve obligatoire) et des résultats déficitaires, il se chiffre à 183 175 903 au 31 décembre 2017. Il a connu une forte augmentation car il était négatif l'année précédente dû aux résultats déficitaires des trois exercices précédents l'année 2016. Les reports à nouveau devenus positifs démontrent la reprise de la rentabilité à laquelle est revenu WAGES.
- **Le résultat de l'exercice** : Un résultat net de 340 445 868 FCFA est enregistré sur cet exercice 2017. Cela démontre tous les efforts et action mise en œuvre depuis juillet 2015 et qui ont porté leur fruit comme nous l'avons expliqué au cours de cette analyse financière. La rentabilité s'accroît ce qui dénote une évolution du résultat de 49,00% sur cet exercice.

Graphique N°15



II-2- GESTION BUDGETAIRE EN 2017

État prévisionnel et limitatif des recettes et dépenses d'une période donnée, le budget de WAGES se subdivise en trois grandes parties à savoir : les investissements, les charges et les produits. Il convient en dernier lieu à la fin de l'exercice de faire le suivi définitif du budget afin de dégager les différents points de dépassements et de sous activités par rapport aux prévisions.

Une analyse plus approfondie de la réalisation du budget, à travers les postes budgétaires nous permettra de faire le bilan des réalisations budgétaires au cours de cet exercice 2017.

Tableau N°6 : Réalisation du Budget de WAGES – Exercice 2017

REALISATION DU BUDGET 2017 : WAGES

I. INVESTISSEMENTS

N° de Compte	Intitulés	BUDGET 2017	REALISATION AU 31 DECEMBRE 2017	% REALISATION
42	Dépôts et cautionnements		0	
44	Immobilisation d'Exploitation	450 853 257	161 788 255	36%
TOTAL INVESTISSEMENTS		450 853 257	161 788 255	36%

II. FONCTIONNEMENTS

N° de Compte	Intitulés	BUDGET 2017	REALISATION AU 31 DECEMBRE 2017	% REALISATION
60	Charges d'exploitation financière	238 888 264	168 791 646	71%
61	Achats et variations de stocks	176 374 442	124 827 760	71%
62	Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	419 052 828	247 526 207	59%
63	Impôts, taxes et versements assimilés	11 641 000	3 638 745	31%
64	Charges de personnel	996 637 611	869 360 374	87%
66	Dotation amort. & prov	1 475 445 245	1 646 054 064	112%
67	Charges exceptionnelles et pertes sur exercices antérieurs	11 200 000	69 346 872	619%
TOTAL CHARGES		3 117 939 390	3 129 545 668	94%

III. RECETTES

N° de Compte	Intitulés	BUDGET 2017	REALISATION AU 31 DECEMBRE 2017	% REALISATION
70	Produits d'exploitation financière	2 221 904 333	1 882 862 238	85%
72	Produits divers d'exploitation	25 125 000	20 793 052	83%
74	Subventions d'exploitation	14 400 000	24 270 147	169%
76	Reprises d'amortissements, de provisions et récupérations sur créances irrécouvrables	1 225 270 000	1 462 716 063	119%
77	Produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs	10 016 569	79 350 036	792%
TOTAL RECETTES		3 496 715 902	3 469 991 536	99%

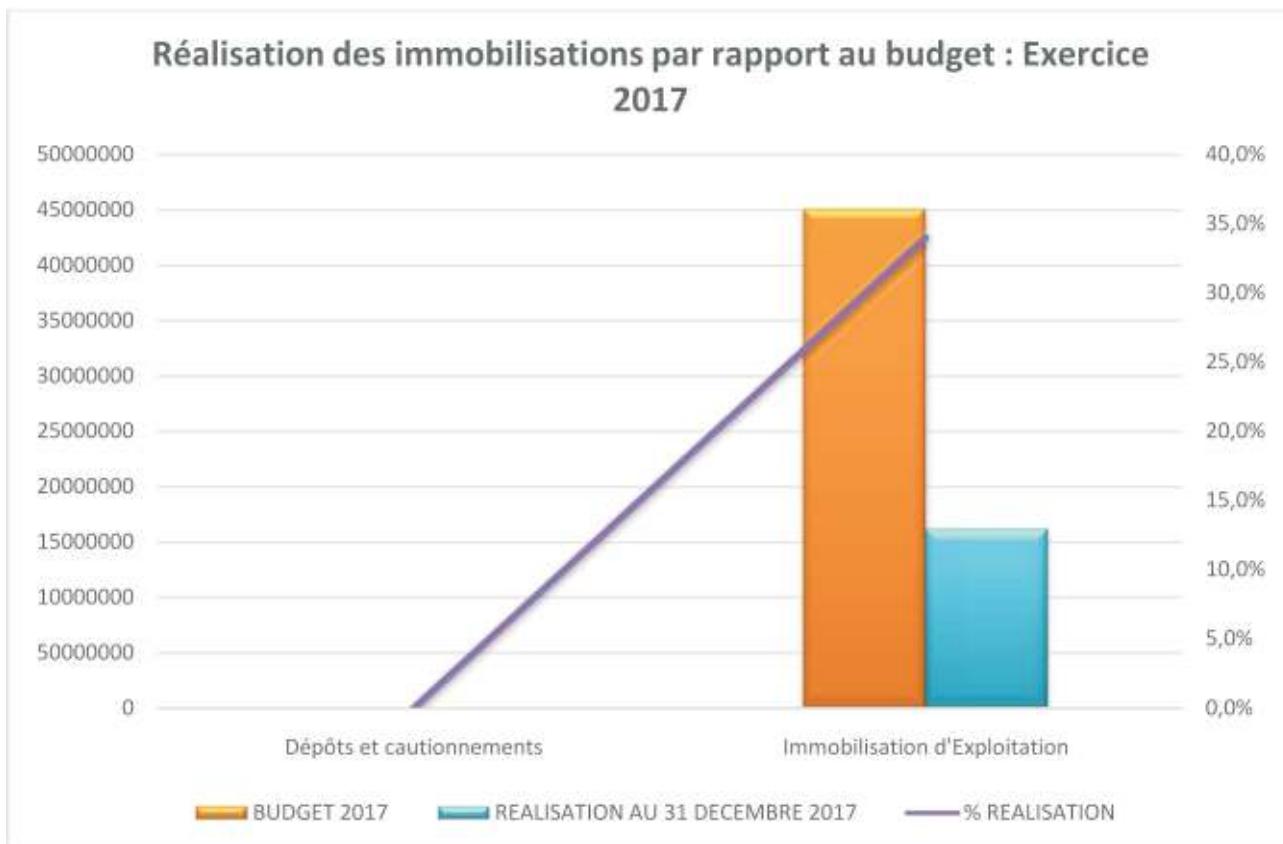
RESULTAT D'EXPLOITATION	167 476 512	340 445 868	203%
--------------------------------	--------------------	--------------------	-------------

LES INVESTISSEMENTS

WAGES n'a pas réalisé de grandes acquisitions au cours de l'exercice 2017 ; il a concentré ses actions sur la gestion des immobilisations acquises les exercices précédents et à l'acquisition des matériels et mobilier nécessaires pour cet exercice. Ce qui fait que, sur une prévision de **450,853** millions d'investissement, seulement **161,788** millions ont été réalisés soit un taux de réalisation de **34%**.

Le graphique suivant illustre le degré de réalisation du budget d'investissement.

Graphique N°16

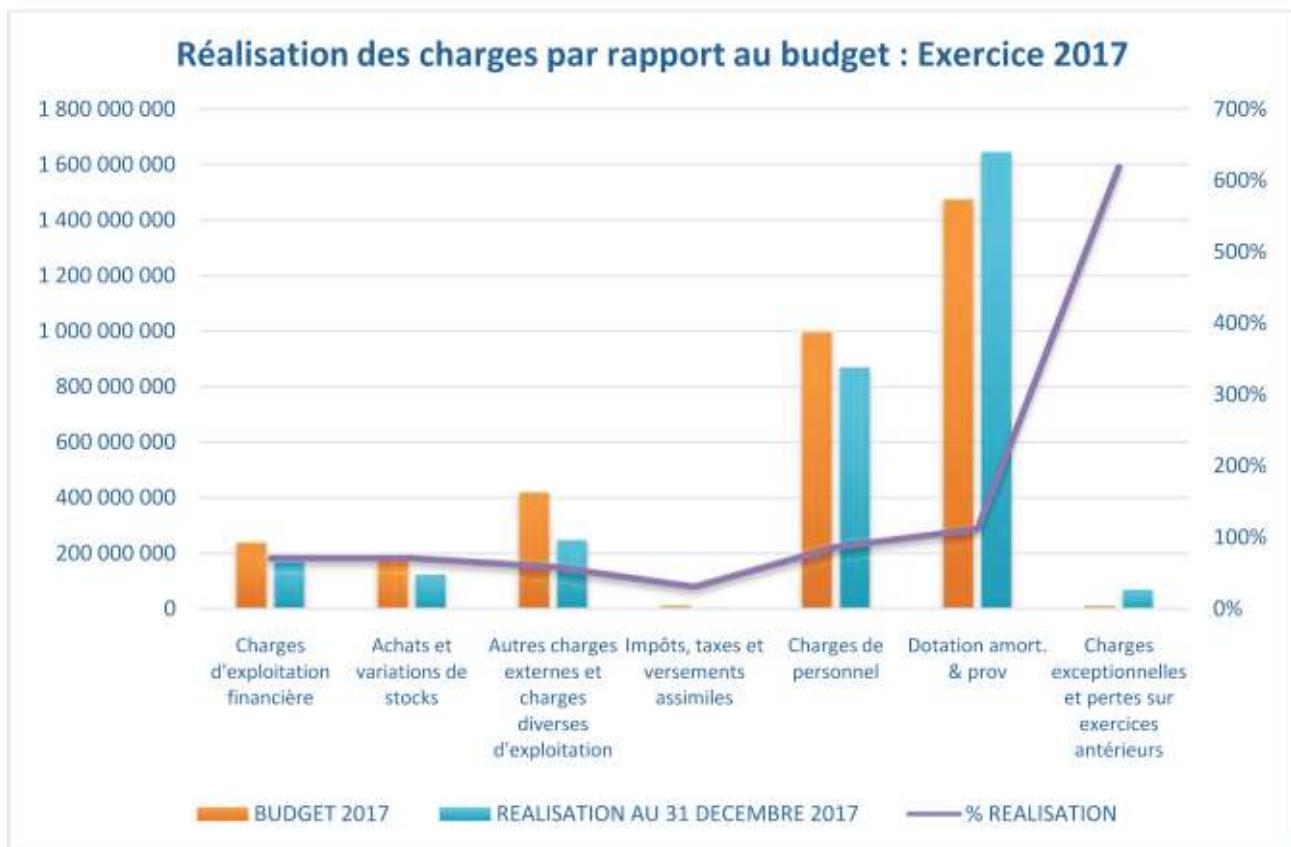


LES CHARGES

Nous constatons en général dans le tableau de réalisation budgétaire que nous avons mis l'accent sur la maîtrise des charges si bien que c'est deux postes qui ont enregistré de dépassement au cours de l'exercice 2017. Il s'agit des postes :

- « **Dotation aux amortissements et aux provisions** » enregistrant un taux de 112%
- « **Charges exceptionnelles et pertes sur exercices antérieurs** » pour un taux de réalisation de 619% dû essentiellement aux pertes sur les contentieux de WAGES auprès des tribunaux.

Graphique N°17



LES PRODUITS

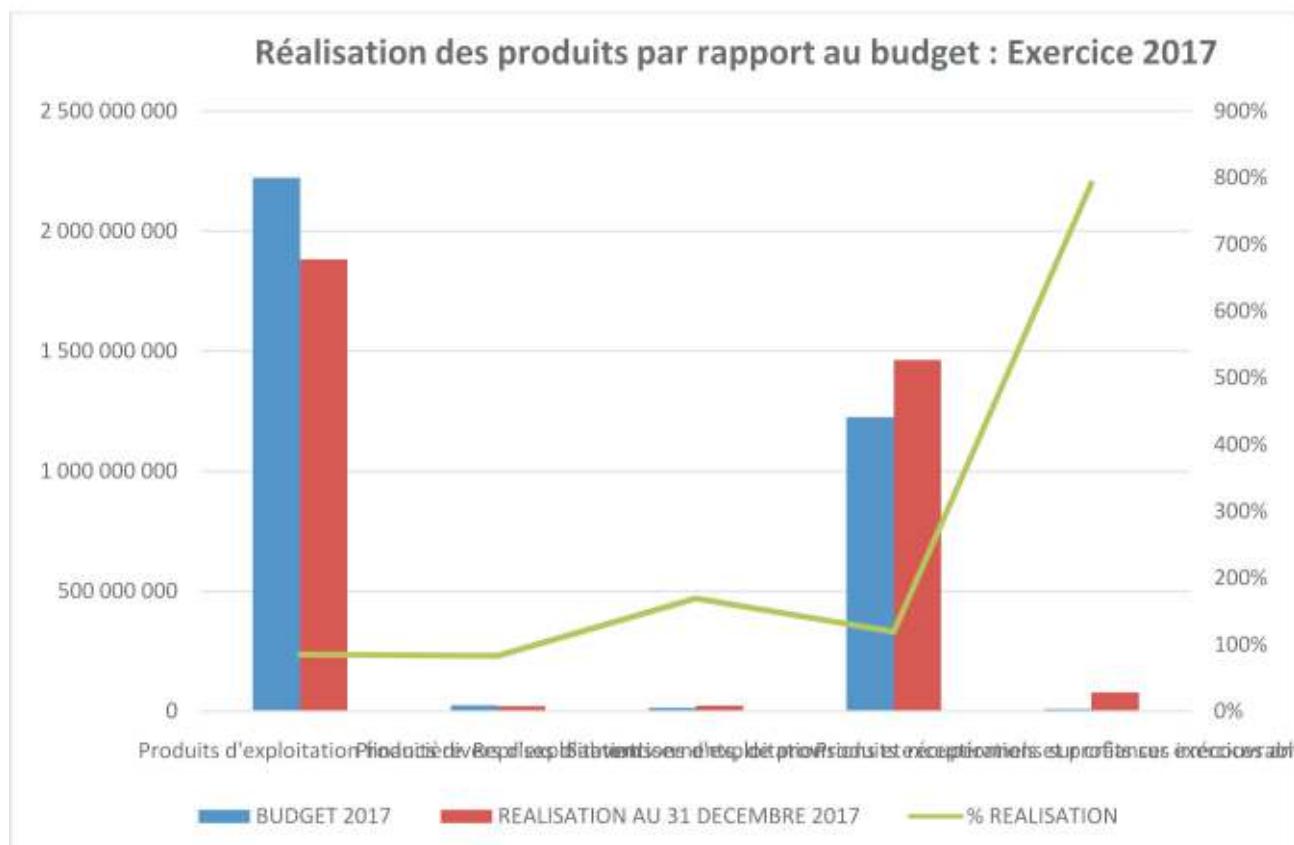
Un taux de réalisation de 99% est enregistré pour l'ensemble des recettes. L'élément important dans la réalisation des produits est celui des produits d'exploitation financière qui a atteint un taux faible de réalisation de 85%. Ce taux de réalisation s'explique par les commentaires plus haut au sujet de la baisse des activités. Néanmoins, certains postes ont enregistrés des dépassements. Il s'agit des postes suivants :

- « **Subventions d'exploitation** » enregistrant un taux de 169% dû essentiellement aux frais de gestion bénéficiés par WAGES auprès de notre partenaire WSM/UE sur la mise en œuvre des activités dans les localités de Hahotoe.
- « **Reprises d'amortissements, de provisions et récupérations sur créances irrécouvrables** » enregistrant de 119% dû aux reprises de provisions réalisées lors du déclassement des crédits par rapport à l'intervalle de retard ou lors du transfert des crédits en perte.

- « **Produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs**» enregistrant un taux de 619% dû aux reprises de produits et profits des années antérieures et dont l'encaissement est intervenu au cours de l'exercice 2017.

Tout ceci démontre que durant l'activité 2017 de WAGES, les charges de fonctionnement ont été supérieures aux produits. De cela découle le résultat déficitaire budgétaire de **340 445 868 FCFA**.

Graphique N°18



RAPPORT AVEC LES PARTENAIRES FINANCIERS ET D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Pour maintenir sa croissance et avoir des ressources disponibles pour satisfaire les demandes des crédits de ses membres, WAGES sollicite auprès des partenaires locaux et étrangers des financements pour atteindre ses objectifs. Aussi, détient-il des parts sociales auprès de certains autres partenaires.

- **Les partenaires locaux**

AFD

Le 10 août 2010, en vue d'accroître son portefeuille de crédit, et aussi pour interconnecter ses agences, WAGES a sollicité auprès de l'Agence Française de Développement (AFD), un financement. AFD après avoir analysé le fonctionnement de WAGES, a accepté et nous a signé le 19 avril 2011 une convention de crédit de 277.374.041 (Deux Cent Soixante Dix Sept Mille Trois Cent Soixante Quatorze Mille Quarante et Un) francs CFA soit l'équivalent de 422.854 (Quatre Cent Vingt Deux Mille Huit Cent Cinquante Quatre) Euros pour une durée de (08) huit ans et une convention de financement de 378.582.959 577.146 Euros pour l'interconnexion des agences de WAGES et pour une étude de nouveaux produits. Rappelons que la convention de financement est arrivée à terme le 31 décembre 2014.

L'engagement de WAGES auprès de l'AFD se chiffre à 104 015261 (Cent Quatre Millions Quinze Mille Deux Cent Soixante Un) Francs CFA au 31 décembre 2017.

Les reportings périodiques sur l'utilisation des financements reçus par WAGES sont transmis à date à l'AFD.

BANQUE ATLANTIQUE

Le partenariat entre WAGES la BAT s'est poursuivi en 2017 avec un accord de financement de 500 millions que nous avons obtenu en août 2017 sur vingt-quatre mois. Au 31 décembre 2017 l'encours d'engagement auprès de la BAT est de 422.385.065 F CFA.

BIA

Comme par le passé, le fructueux partenariat entre WAGES et la BIA s'est passé bien en 2017 par l'alimentation régulière de notre compte ouvert auprès de la BIA.

BPEC

WAGES alimente son compte à la BPEC par des opérations de dépôts et procède à des retraits en vue de satisfaire ses clients.

BTCI

Le partenariat avec la BTCI (Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie) se porte bien. Au 31 décembre 2016, malgré un encours d'engagement de 333,965 millions de F CFA auprès de la BTCI, WAGES a sollicité et obtenu en octobre 2017, un financement de 450 millions de francs CFA ce qui dénote la volonté de la BTCI à accompagner l'évolution de WAGES. L'encours d'engagement de WAGES envers BTCI est de 397.595.340 F CFA au 31 décembre 2017.

CORIS BANK

Le partenariat entre WAGES la CORISBANK s'est poursuivi en 2017 avec un accord de financement de 500 millions que nous avons obtenu en novembre 2017 sur vingt-quatre mois. Au 31 décembre 2017 l'encours d'engagement auprès de la CORISBANK est de 480.856.291 F CFA.

DIAMOND BANK

WAGES a toujours maintenu de bonnes collaborations avec Diamond Bank et au cours de 2017, nous avons négocié et obtenu des rémunérations sur notre compte courant.

ECOBANK

Comme par le passé, les relations entre WAGES et Ecobank se sont poursuivies au cours de l'exercice 2017. Il s'agit essentiellement des opérations de retrait et dépôt sur compte et des opérations de Western Union. Il faut signaler que nous avons un compte de dépôt à terme (DAT). WAGES n'a pas d'engagement auprès d'Ecobank au 31 décembre 2017.

ORABANK

Ce partenariat s'est poursuivi avec l'extension d'ouverture de comptes pour nos différentes agences afin d'être plus proche de nos populations cibles en leur facilitant l'accès rapide pour toucher leur chèque de crédit. Au 31 décembre 2017, WAGES n'a pas d'engagement auprès de l'ORABANK.

UTB

Au cours de l'exercice 2017, seulement les virements permanents des clients ont mouvementé notre compte dans les de l'UTB.

FNFI

Comme en 2016, les opérations entre WAGES et FNFI se sont poursuivies en 2017 et l'encours des engagements auprès de FNFI dans les livres de WAGES au 31 décembre 2017 se chiffrent à **268.868.336 F CFA**.

Les partenaires étrangers.

A l'instar des partenaires locaux, WAGES a des partenaires étrangers entre autres :

ALTERFIN

Société coopérative à responsabilité limitée dont le siège est à Bruxelles, qui a pour mission de contribuer au financement sous forme de crédit aux réseaux de financement du sud qui orientent leurs services vers les plus pauvres. WAGES a une part sociale auprès d'ALTERFIN.

FEFISOL

FEFISOL qui est un regroupement de trois investisseurs ALTERFIN, ETIMOS et SIDI qui sont tous des partenaires de WAGES.

Le 21 mai 2014 un contrat d'emprunt a été signé entre WAGES et FEFISOL et le décaissement de 265 millions de F CFA est intervenu le 5 juin 2014. Au cours de 2017, nous avons remboursé la totalité de l'encours et au 31 décembre 2017 WAGES n'a plus d'engagement auprès de FEFISOL.

FIG

Fonds International de Garantie) dont le siège est à Genève en Suisse, est une coopérative de cautionnement au profit d'organisations de développement dans le but de lutter contre la pauvreté. WAGES est entrée en relation avec ce dernier en tant que membre sociétaire depuis septembre 2002 et détient des parts sociales. En aout 2014 une convention de partenariat a été signée entre WAGES et FIG pour la mise en place de garantie pour les IMF.

OIKOCREDIT

OIKOCREDIT est une Société coopérative œcuménique de développement dont le siège est à Tesselschadelaan 4, 3818 WD Amersfoort au PAYS-BAS. En 2017, compte tenu du non-respect des covenants dans le contrat de financement, OIKOCREDIT s'est vu dans l'obligation d'annuler le

deuxième décaissement. Il est intervenu alors un avenant au contrat au lieu d'un emprunt de 500 millions de F CFA, il n'est que de 250 millions de F CFA. Au 31 décembre 2017, WAGES n'a plus d'engagement auprès de OIKOCREDIT.

SIDI

Société d'Investissement et de Développement International (SIDI), Institution française dont le siège se trouve à Paris.

En septembre 2014, WAGES afin de respecter la norme de capitalisation, a obtenu auprès de la SIDDI pour un montant de 165 millions de F CFA sur remboursable sur une période de cinq ans. Au 31 décembre 2017 l'encours est de 110 millions de F CFA. L'échéance finale est au 22 septembre 2019

En guise de synthèse sur les rapports avec les partenaires financiers, l'analyse des engagements de WAGES au 31 décembre 2017 se résume dans le tableau ci-après :

IV- ANALYSE DU PORTEFEUILLE

IV-1 ACTIVITE DE CREDIT

Tableau n°1 : Evolution de la clientèle de 2013 à 2017

EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS: 2013 à Décembre 2017						
Années	2013	2014	2015	2016	2017	VARIATION (2013 à 2017)
Nombre total de clients	224 036	254 481	270 924	281 393	297 267	32,7%
Nombre de clients actifs	185 406	122 603	58 439	51 286	53 067	-71,4%
Nombre de clients en impayé	4 057	6 670	10 303	5 836	2 882	-29,0%

Graphique n°1 :

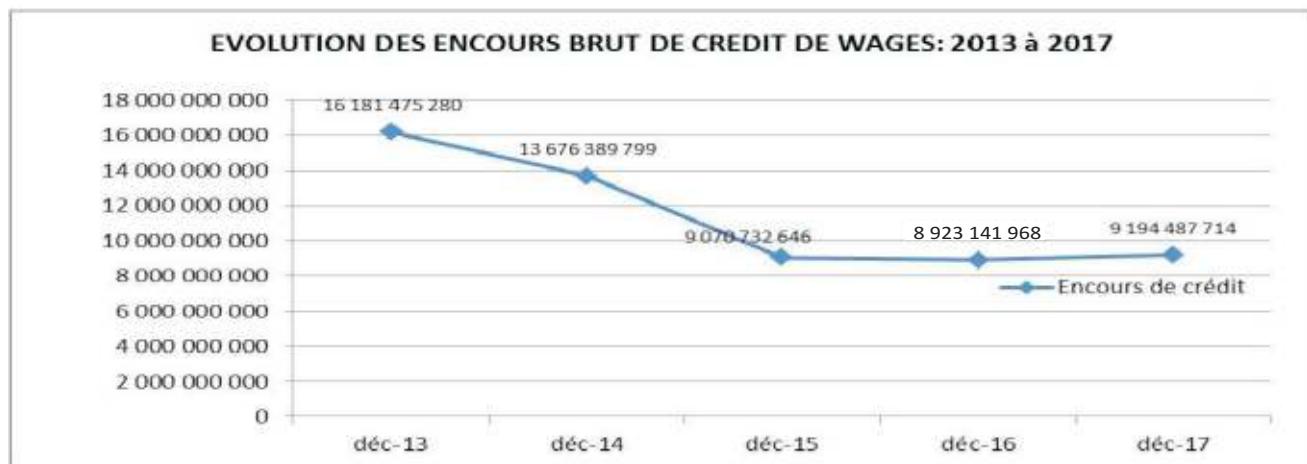


IV-1 -1- Analyse du portefeuille brut de crédit

Tableau n°2: Evolution de l'encours brut de crédit de 2013 à 2017

EVOLUTION DES ENCOURS BRUT DE CREDIT DE WAGES: 2013 à 2017						
AGENCES	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	VARIATION (2013 à 2017)
Encours de crédit	16 181 475 280	13 676 389 799	9 070 732 646	8 923 141 968	9 194 487 714	-43,2%

Graphique n°2 :

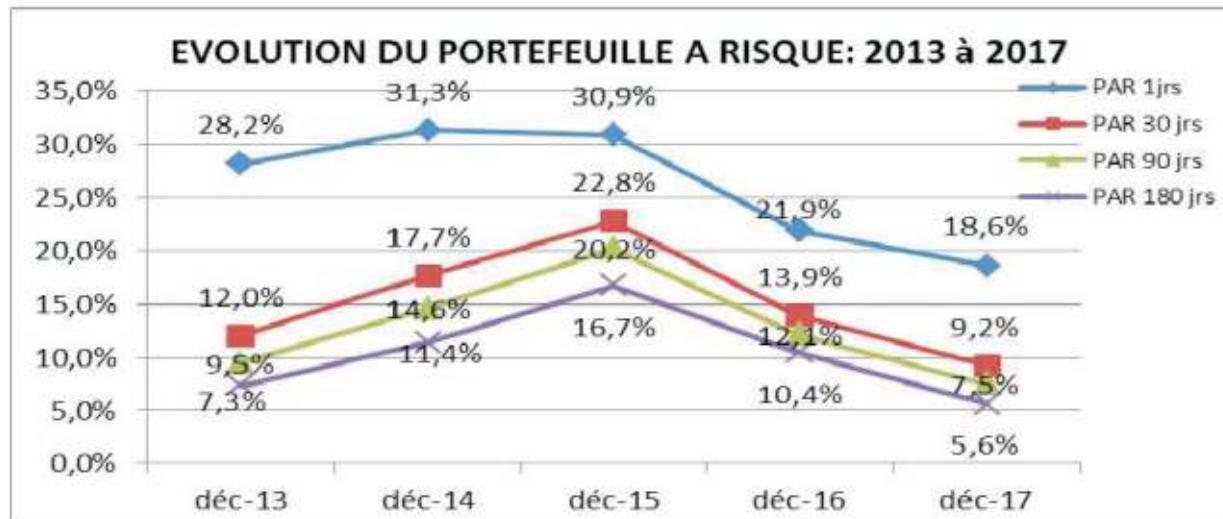


IV-1 -2- Analyse du portefeuille à risque

Tableau n°3: Evolution du portefeuille à risque de 2013 à 2017

EVOLUTION DU PORTEFEUILLE A RISQUE: 2013 à 2017					
Ages de retard	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17
PAR 1jrs	28,2%	31,3%	30,9%	21,9%	18,6%
PAR 30 jrs	12,0%	17,7%	22,8%	13,9%	9,2%
PAR 90 jrs	9,5%	14,6%	20,2%	12,1%	7,5%
PAR 180 jrs	7,3%	11,4%	16,7%	10,4%	5,6%

Graphique n°3 :

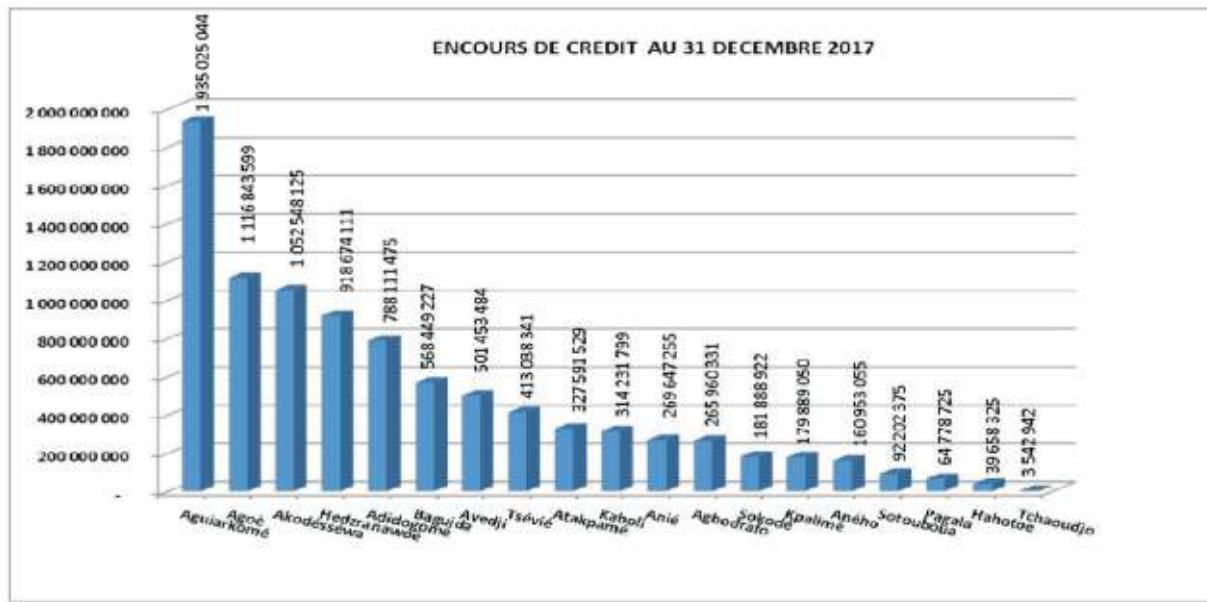


IV-1 -3-Analyse du poids de chaque Agence dans l'encours de crédit et le portefeuille à risque de WAGES

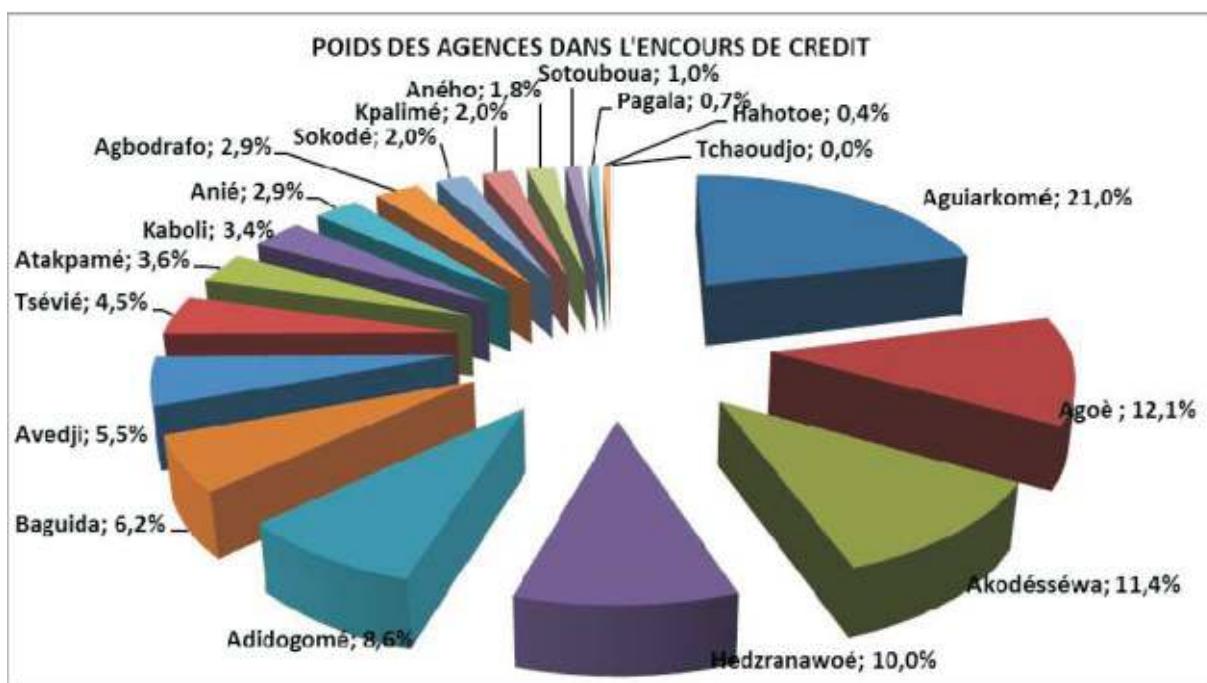
Tableau n°4 : Evolution du portefeuille à risque et de l'encours de crédit par agence

ENCOURS DE CREDIT ET PORTEFEUILLE A RISQUE AU 31 Decembre 2017														
Agence	Encours de crédit	Poids dans l'encours	Encours en retard de plus de 1 jour	PAR > 1 jour	Poids dans le PAR 1 jour	Encours en retard de plus de 30 jours	PAR > 30 jours	Poids dans le PAR 30	Encours en retard de plus de 90 jours	PAR > 90 jours	Poids dans le PAR 90	Encours en retard de plus de 180 jours	PAR > 180 jours	Poids dans le PAR 180
Aguiaerkomé	1 935 025 044	21,0%	377 017 796	19,5%	4,1%	157 963 418	8,2%	1,7%	122 885 773	6,4%	1,3%	67 092 334	3,5%	0,7%
Agoè	1 116 843 599	12,1%	45 433 615	4,1%	0,5%	9 357 690	0,8%	0,1%	7 768 435	0,7%	0,1%	7 009 475	0,6%	0,1%
Akodesséwa	1 052 548 125	11,4%	77 207 770	7,3%	0,8%	39 245 660	3,7%	0,4%	32 246 900	3,1%	0,4%	9 497 415	0,9%	0,1%
Hedzranawoé	918 674 111	10,0%	147 150 065	16,0%	1,6%	33 882 331	3,7%	0,4%	28 101 341	3,1%	0,3%	11 654 995	1,3%	0,1%
Adidogomé	788 111 475	8,6%	148 561 308	18,9%	1,6%	89 501 178	11,4%	1,0%	55 933 978	7,1%	0,6%	45 966 061	5,8%	0,5%
Baguida	568 449 227	6,2%	117 391 402	20,7%	1,3%	26 524 737	4,7%	0,3%	25 585 747	4,5%	0,3%	17 837 382	3,1%	0,2%
Avedji	501 453 484	5,5%	127 475 265	25,4%	1,4%	37 508 445	7,5%	0,4%	33 160 775	6,6%	0,4%	31 119 690	6,2%	0,3%
Tsévié	413 038 341	4,5%	110 889 120	26,8%	1,2%	99 005 595	24,0%	1,1%	88 763 525	21,5%	1,0%	82 139 148	19,9%	0,9%
Atakpamé	327 591 529	3,6%	114 662 754	35,0%	1,2%	50 521 230	15,4%	0,5%	41 627 480	12,7%	0,5%	38 655 025	11,8%	0,4%
Kaboli	314 231 799	3,4%	51 432 884	16,4%	0,6%	42 822 294	13,6%	0,5%	42 822 294	13,6%	0,5%	40 739 185	13,0%	0,4%
Anié	269 647 255	2,9%	101 936 885	37,8%	1,1%	66 369 975	24,6%	0,7%	53 697 805	19,9%	0,6%	27 048 175	10,0%	0,3%
Agbodrafo	265 960 331	2,9%	87 755 365	33,0%	1,0%	59 100 664	22,2%	0,6%	43 995 344	16,5%	0,5%	33 780 291	12,7%	0,4%
Sokodé	181 888 922	2,0%	28 196 047	15,5%	0,3%	7 596 087	4,2%	0,1%	4 913 012	2,7%	0,1%	3 201 447	1,8%	0,0%
Kpalimé	179 889 050	2,0%	66 530 715	37,0%	0,7%	44 840 120	24,9%	0,5%	38 188 260	21,2%	0,4%	32 416 630	18,0%	0,4%
Aného	160 953 055	1,8%	52 261 655	32,5%	0,6%	35 257 890	21,9%	0,4%	32 222 625	20,0%	0,4%	27 563 460	17,1%	0,3%
Setougoua	92 202 375	1,0%	29 833 155	32,4%	0,3%	26 826 530	29,1%	0,3%	23 037 815	25,0%	0,3%	22 180 245	24,1%	0,2%
Pagala	64 778 725	0,7%	14 496 345	22,4%	0,2%	10 277 745	15,9%	0,1%	9 225 470	14,2%	0,1%	8 224 285	12,7%	0,1%
Hahotoe	39 658 325	0,4%	10 909 795	27,5%	0,1%	4 800 815	12,1%	0,1%	2 863 940	7,2%	0,0%	1 114 485	2,8%	0,0%
Tchaoudjo	3 542 942	0,0%	3 542 942	100,0%	0,0%	3 542 942	100,0%	0,0%	3 542 942	100,0%	0,0%	3 542 942	100,0%	0,0%
	9 194 487 714	100,0%	1 712 684 883	18,6%	18,6%	844 945 346	9,2%	9,2%	690 583 461	7,5%	7,5%	510 782 670	5,6%	5,6%

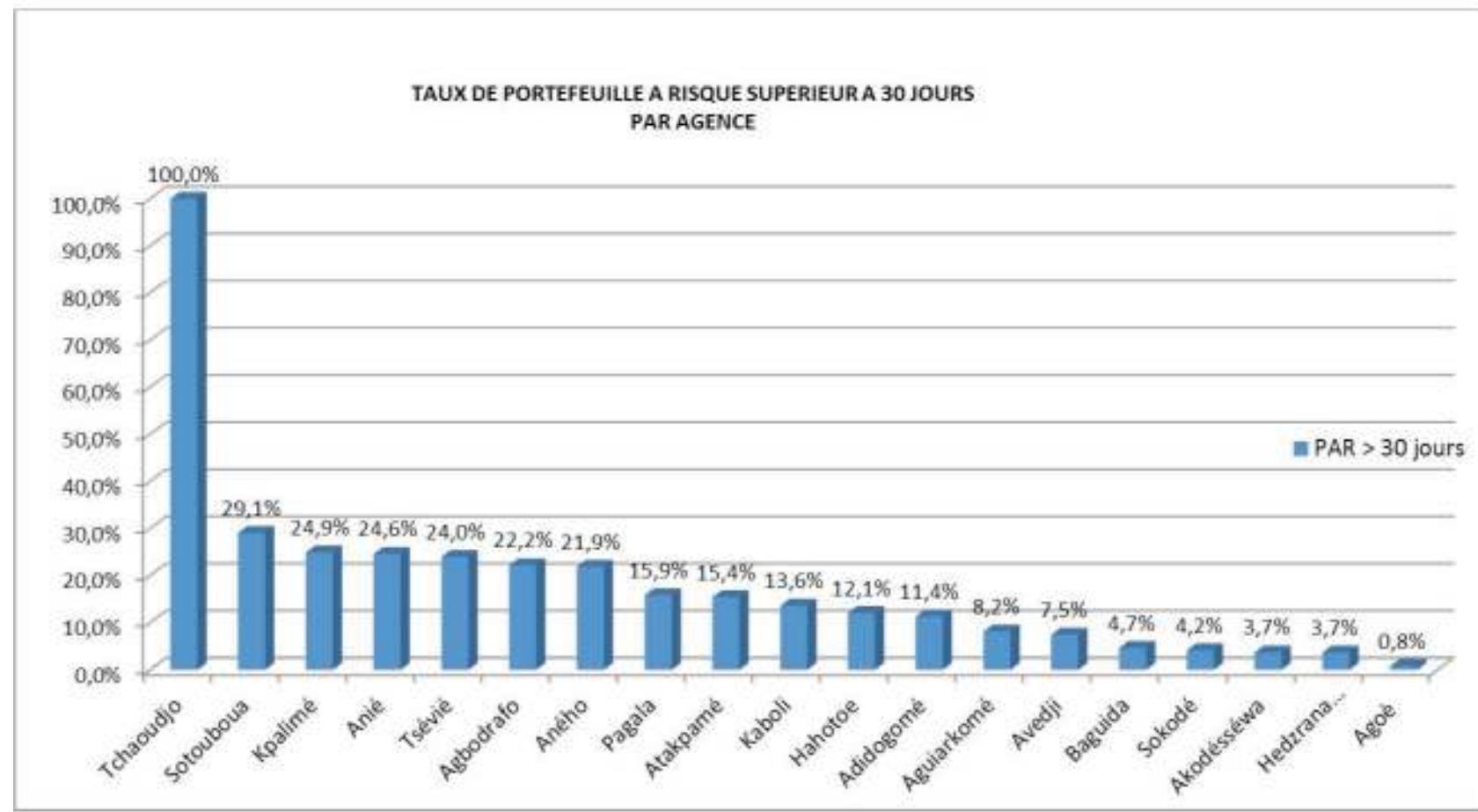
Graphique n°4



Graphique n°5



Graphique n°6:



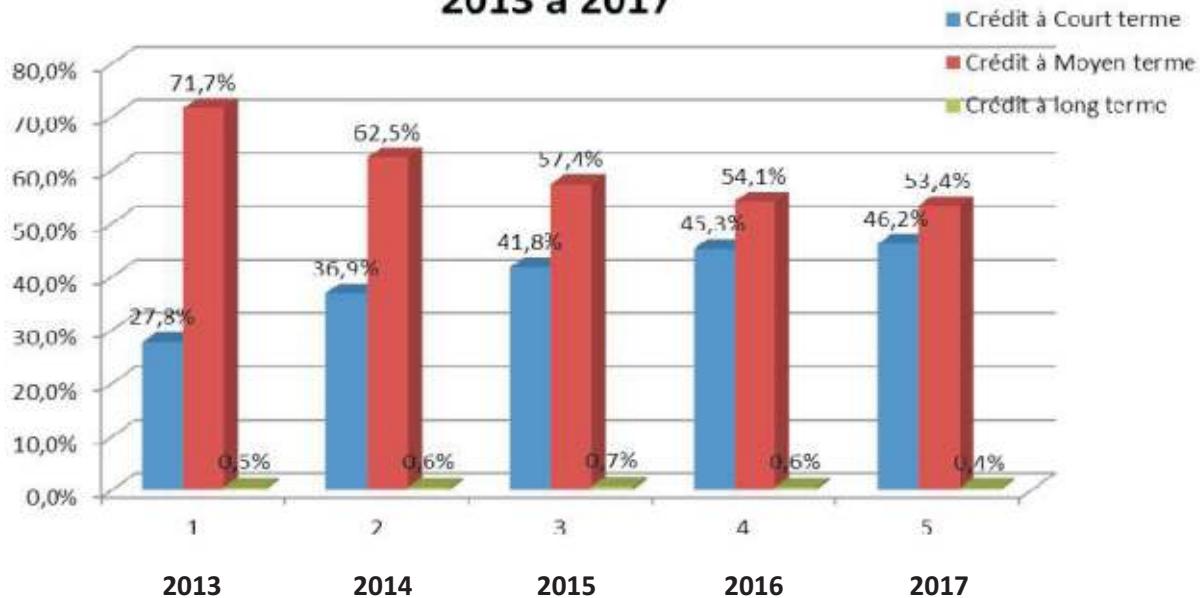
IV-1 -4-Analyse de l'évolution des encours par terme

Tableau n°5 :

Crédit par terme	EVOLUTION DE L'ENCOURS DE CREDIT PAR TERME : 2013 à 2017																			
	2013				2014				2015				2016				2017			
Crédit par terme	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant
Credit à Court terme	4 499 056 715	27,8%	468 265 926	24,1%	5 062 100 522	36,9%	669 829 748	27,7%	3 793 951 858	41,8%	616 863 826	29,8%	4 041 202 488	45,3%	402 876 784	37,1%	4 249 882 019	46,2%	287 220 713	40,7%
Credit à Moyen terme	11 596 598 408	71,7%	1 475 632 568	75,9%	8 547 027 563	62,5%	1 745 620 917	72,3%	5 209 277 658	57,4%	1 449 532 607	70,0%	4 829 523 574	54,1%	677 847 335	62,5%	4 905 272 386	53,4%	412 903 043	58,4%
Credit à long terme	85 780 157	0,5%	223 068	0,0%	77 251 714	0,6%	223 068	0,0%	67 502 930	0,7%	4 536 830	0,2%	52 785 336	0,6%	4 536 830	0,4%	39 333 309	0,4%	6 301 427	0,9%
Total	16 181 475 280	100,0%	1 944 021 562	100,0%	13 676 389 799	100,0%	2 415 673 733	100,0%	9 070 732 646	100,0%	2 070 933 263	100,0%	8 923 141 968	100,0%	1 085 260 949	100,0%	9 194 487 714	100,0%	706 425 183	100,0%

Graphique n°7 :

**EVOLUTION DE L'ENCOURS DE CRDEDIT PAR TERME:
2013 à 2017**



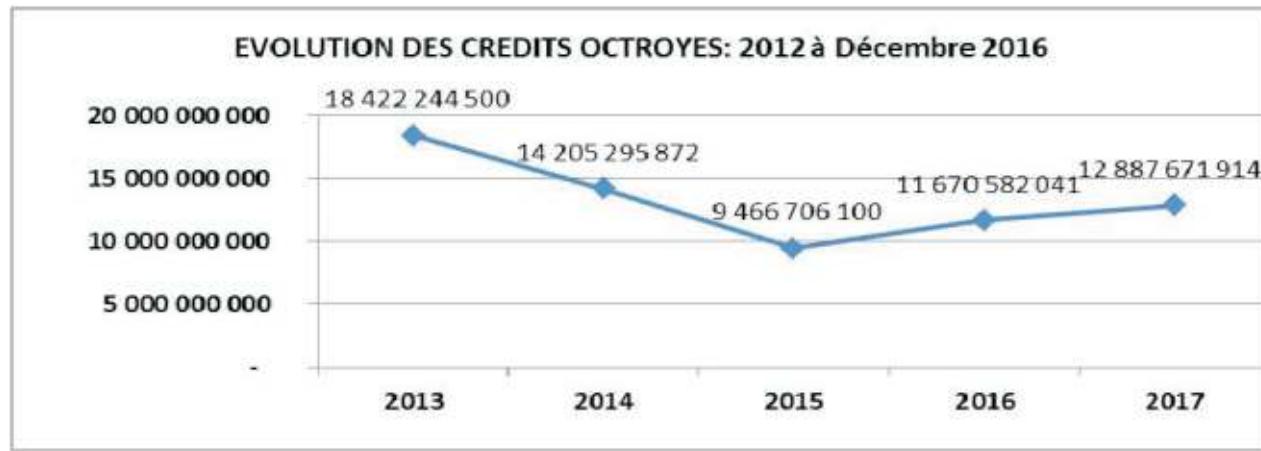
IV-1 -5 Analyse de l'évolution des crédits sortis

Tableau n° 6 : Evolution des crédits octroyés de 2013 à 2017

EVOLUTION DES CREDITS OCTROYES: 2013 A 2017

Années	2013	2014	2015	2016	2017
Crédits accordés	18 422 244 500	14 205 295 872	9 466 706 100	11 670 582 041	12 887 671 914

Graphique n° 8 :

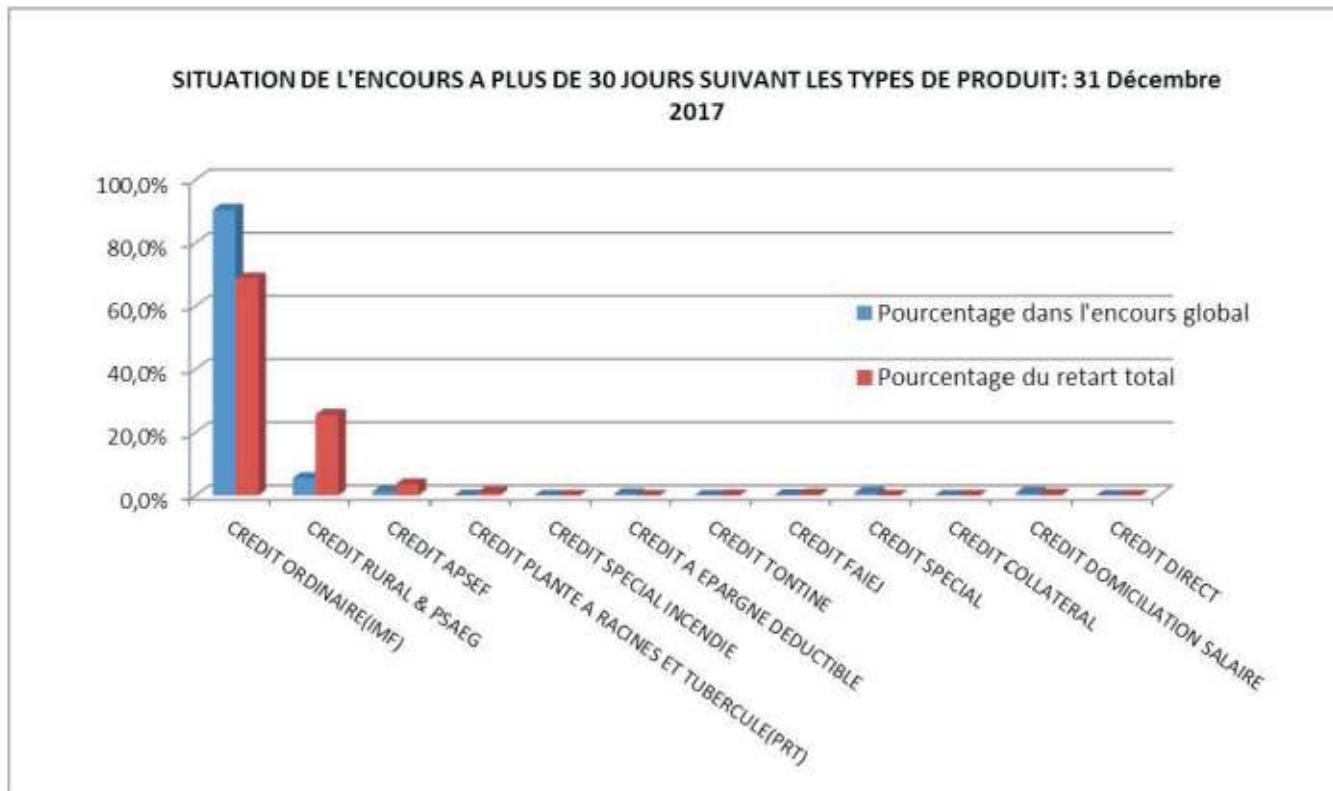


IV-1 -6 Analyse du poids de chaque type de crédit dans l'encours global de crédit

Tableau n° 7 : Situation du portefeuille de crédit par type de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE DE CREDIT PAR TYPE DE PRODUIT: 31 Décembre 2017					
Produits de crédit	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours global	Encours en retard de plus de 30 jours	Pourcentage du retard total	Poids dans le PAR 30 Jours
CREDIT ORDINAIRE(IMF)	8 331 037 995	90,6%	581 622 385	68,8%	6,3%
CREDIT RURAL & PSAEG	511 940 115	5,6%	216 753 194	25,7%	2,4%
CREDIT APSEF	122 379 055	1,3%	30 612 005	3,6%	0,3%
CREDIT PLANTE A RACINES ET TUBERCULE(PRT)	8 324 702	0,1%	8 324 702	1,0%	0,1%
CREDIT SPECIAL INCENDIE	82 250	0,0%	82 250	0,0%	0,0%
CREDIT A EPARGNE DEDUCTIBLE	46 492 685	0,5%	-	0,0%	0,0%
CREDIT TONTINE	1 555 855	0,0%	398 555	0,0%	0,0%
CREDIT FAIEJ	11 945 006	0,1%	3 520 795	0,4%	0,0%
CREDIT SPECIAL	82 662 535	0,9%	-	0,0%	0,0%
CREDIT COLLATERAL	-	0,0%	-	0,0%	0,0%
CREDIT DOMICILIATION SALAIRE	77 513 336	0,8%	3 547 080	0,4%	0,0%
CREDIT DIRECT	554 180	0,0%	84 380	0,0%	0,0%
TOTAL	9 194 487 714	100,0%	844 945 346	100,0%	9,2%

Graphique n° 9 :

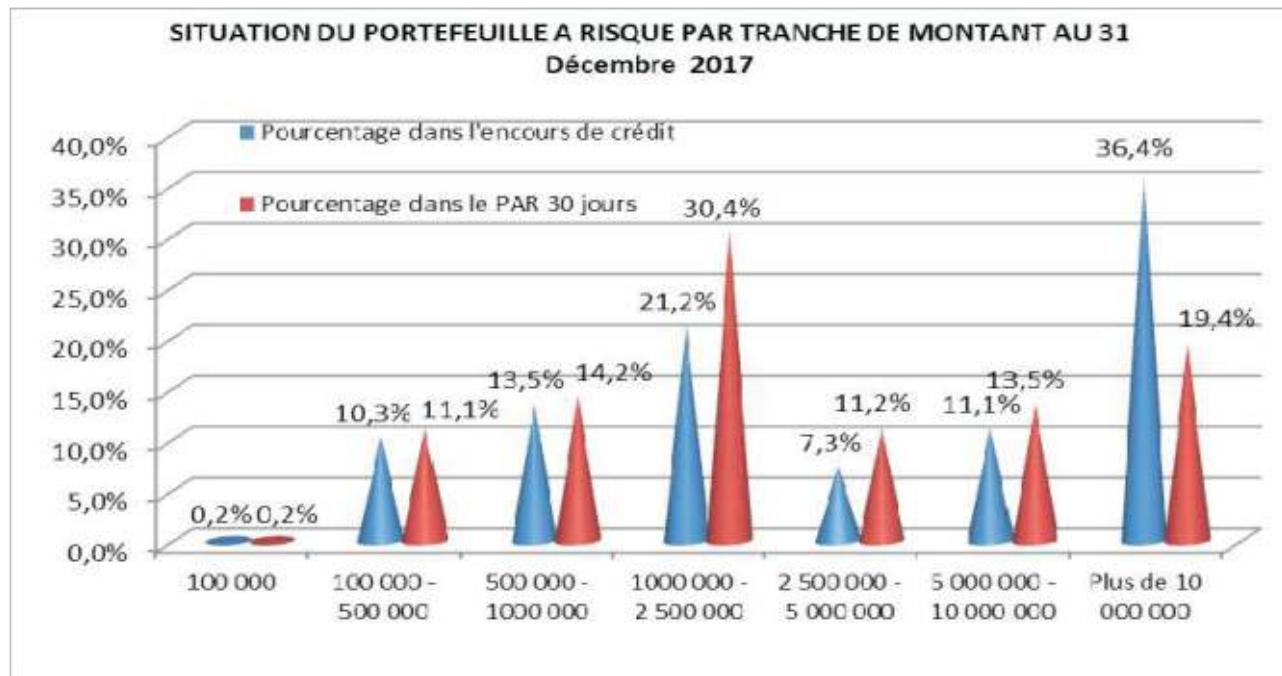


IV-1 -7 Analyse du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

Tableau n° 8: Situation du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR TRANCHE DE MONTANT AU 31 decembre 2017					
Tranches de montant	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
100 000	17 226 185	0,2%	1 349 900	0,0%	0,2%
100 000 - 500 000	942 584 676	10,3%	93 703 938	1,0%	11,1%
500 000 - 1 000 000	1 237 757 251	13,5%	120 330 580	1,3%	14,2%
1 000 000 - 2 500 000	1 953 309 578	21,2%	257 155 214	2,8%	30,4%
2 500 000 - 5 000 000	674 755 037	7,3%	95 051 113	1,0%	11,2%
5 000 000 - 10 000 000	1 019 520 474	11,1%	113 793 755	1,2%	13,5%
Plus de 10 000 000	3 349 334 513	36,4%	163 560 846	1,8%	19,4%
Total	9 194 487 714	100,0%	844 945 346	9,2%	100,0%

Graphique n° 10:

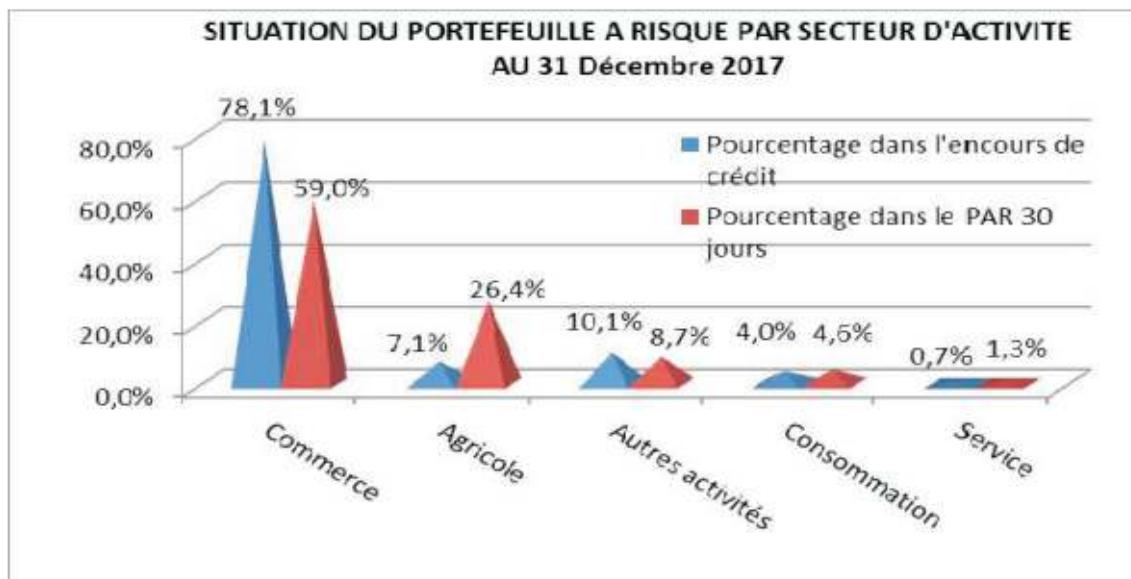


IV-1 -8 Analyse du poids par secteur d'activité dans l'encours de crédit

Tableau n° 9:

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR SECTEUR D'ACTIVITE AU 31 Décembre 2017					
Secteur d'activité	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
Commerce	7 179 793 857	78,1%	498 684 499	5,4%	59,0%
Agricole	650 992 114	7,1%	223 185 822	2,4%	26,4%
Autres activités	930 919 235	10,1%	73 099 421	0,8%	8,7%
Consommation	363 883 917	4,0%	38 986 088	0,4%	4,6%
Service	68 898 591	0,7%	10 989 516	0,1%	1,3%
Total	9 194 487 714	100,0%	844 945 346	9,2%	100,0%

Graphique n° 11 :

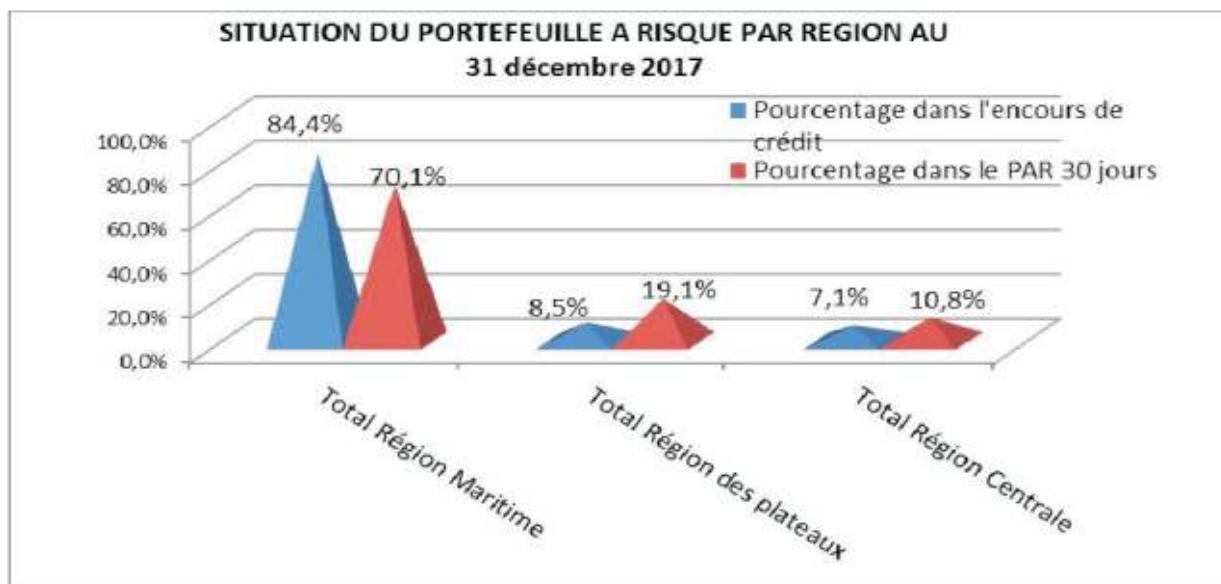


IV-1 -9 Analyse du poids par région administrative dans l'encours de crédit

Tableau n°10: situation du portefeuille à risque par région

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR REGION AU 31 décembre 2017					
Secteur d'activité	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
Total Région Maritime	7 760 715 117	84,4%	592 148 423	6,4%	70,1%
Total Région des plateaux	777 127 834	8,5%	161 731 325	1,8%	19,1%
Total Région Centrale	656 644 763	7,1%	91 065 598	1,0%	10,8%
Total	9 194 487 714	100,0%	844 945 346	9,2%	100,0%

Graphique n°12 :



IV-2-ACTIVITE D'EPARGNE

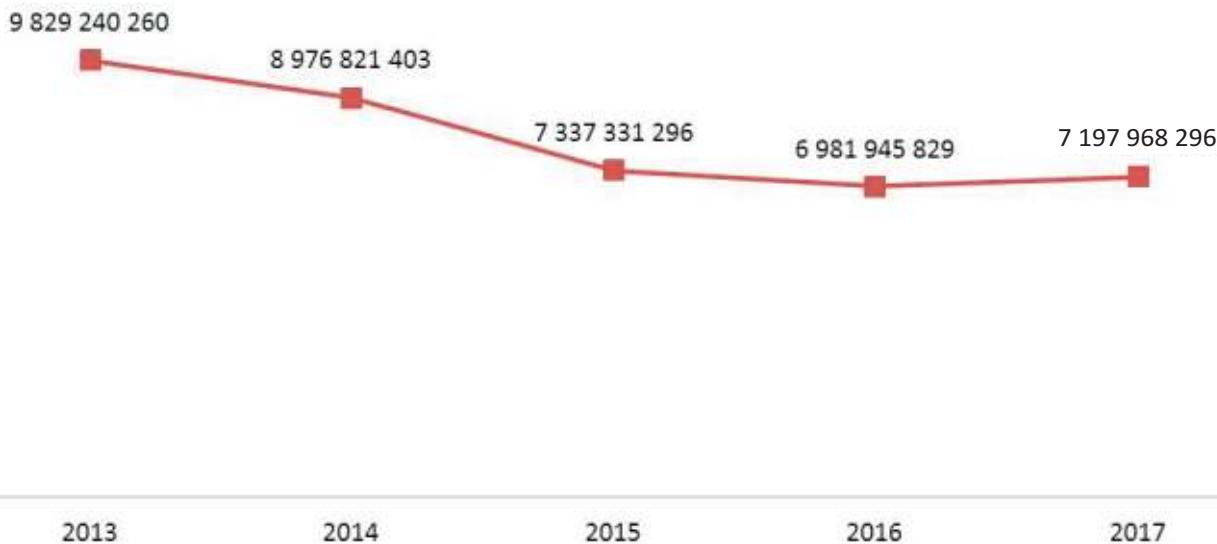
Tableau n°11: Evolution de l'encours d'épargne

EVOLUTION DE L'ENCOURS EPARGNE: 2013 à Décembre 2017						
Années	2013	2014	2015	2016	2017	VARIATION (2013 à 2017)
Montants	9 829 240 260	8 976 821 403	7 337 331 296	6 981 945 829	7 197 968 296	-26,8%

Graphique n°13

EVOLUTION DE L'ENCOURS EPARGNE: 2013 à Décembre 2017

—■— Montants



IV-3- GESTION DU SERVICE CLIENTELE :

Au cours de l'année 2017 les activités menées par le service clientèle tournent autour des points suivants :

- Suivi des Agents de la clientèle
- Suivi des anciens clients
- Contribution au développement des services financiers

- Suivi de la journée d'efficacité et des rapports du comité technique des AGENCES
- Suivi des boîtes à suggestions
- Visites de sensibilisation et d'informations des AGENCES
- Organisation des formations aux clients
- Organisation de la formation de recyclage aux Agents de la clientèle/formation des gestionnaires tontine
- Formation des Agents stagiaires de l'épargne et crédit et des Agents de Tontine
- Promotion de l'épargne et prospection sur les nouveaux produits : épargne vieux jours
- Suivi et analyses des boîtes à suggestions
- Suivi des fermetures de compte dans les AGENCES et Proposition des stratégies pour décourager les fermetures
- Participation à l'Etude (collecte des informations) dans la zone d'AgoèLogopé et ses environs dans le but d'une implantation d'un point de service
- Participation aux formations et Ateliers

V- ACTIVITES DE LA DIRECTION ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES

Comme toute organisation, la gestion des ressources humaines constitue l'un des enjeux majeurs. En effet au cours de ces dernières années elle occupe une place prépondérante dans l'évolution du management surtout dans le secteur de la micro finance qui est un secteur évoluant dans un environnement complexe et confronté à des défis de taille: une concurrence accrue, des réglementations plus strictes imposées par les pouvoirs publics, des clients de plus en plus exigeants qui demandent des produits plus diversifiés et davantage de services, et une pression accrue en faveur de la réduction des taux d'intérêt.

Cette évolution de la société oblige les Systèmes Financiers et décentralisés telles que WAGES à mettre en place une politique de gestion des ressources humaines, modernes, efficaces et source de satisfaction tant pour son personnel que pour les clients. Cette politique conduit à la performance de WAGES qui dépend étroitement de la confiance dont elle bénéficie au quotidien de la part des clients. Cette confiance constitue un indicateur de performance dans la mesure où elle vient récompenser la qualité des services offerts par WAGES. Pour préserver cet avantage concurrentiel et suivre voire anticiper sur l'évolution du marché de la microfinance, WAGES a au cours de cette année 2017 poursuivi des efforts de renforcement des capacités de son personnel à tous les niveaux de l'organisation.

Au cours de l'année 2017, l'effectif du personnel a augmenté à cause du recrutement de personnel (agent de tontine, assistant chargé d'épargne et de crédit) pour les nouveaux guichets de Zossimé et Adakpamé d'une part et le renforcement de l'effectif dans les autres agences.

En fin d'exercice 2017, les statistiques concernant la gestion des ressources humaines se présentent comme suit :

- ➡ L'effectif total est de 295 employés contre 281 employés pour l'année 2016.
- ➡ Le nombre d'employés sous contrat à durée indéterminée est passé à 239 contre 256 en 2016.
- ➡ On note 56 employés sous contrat à durée déterminée contre 25 en 2016 et 46 stagiaires en 2017 contre 40 en 2016.

WAGES, restant toujours fidèle à sa politique de participation au développement et d'assistance à la jeunesse et aux populations démunies, au cours de cette année 2017 a accordé des stages à des jeunes

sortis des écoles ou universités afin de leur permettre de rédiger leurs mémoires ou de leur offrir la possibilité de comprendre les réalités du monde professionnel.

La situation de l'effectif du personnel au 31-12-2017 se récapitule comme suit :

Tableau N°1 : EFFECTIF TOTAL DE WAGES

Employés	Total
Permanents	239
Contrat à durée déterminée	56
TOTAL	295

Tableau N°2 : EFFECTIF TOTAL PAR AGENCIE ET PAR SEXE

AGENCES	Hommes	Femmes	Total
LOME-SIEGE	38	11	49
AGUIAR-KOME	12	19	31
HEDJRANAWOE	13	10	23
AKODESSEWA	11	11	22
BAGUIDA	08	05	13
ADIDOGOME	06	12	18
AGOÉ	12	12	24
TSEVIE	13	04	17
SOKODE	09	06	15
AGBODRAFO	09	03	12
ATAKPAME	09	03	12
ANEHO	05	05	10
AVEDJI	06	08	14
ANIE	03	04	07
SOTOUBOUA	04	02	06

PAGALA-GARE	02	00	02
KABOLI	07	01	08
HAHOTOE	04	00	04
KPALIME	07	02	09
TOTAL	188	107	295

Le niveau d'effectif de WAGES démontre sa participation dans la lutte contre le chômage et au développement du TOGO.

Sur ces cinq dernières années, l'évolution de l'effectif du personnel de WAGES se présente comme suit :

Tableau N°3 : EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL SUR 5 ANS

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre total de salariés	401	402	426	364	281	295
Personnel de direction générale (cadres dirigeants)	1	1	1	1	1	1
Directeurs	6	4	7	7	5	5
Chef d'agence	12	14	13	17	15	15
Responsable guichet	0	0	0	0	1	3
Chargés d'Epargne et de crédit	131	126	123	107	85	78
Personnel administratif (secrétaires, comptables)	136	137	146	132	114	128

Personnel de soutien (gardien, coursier, chauffeurs)	16	18	18	16	15	15
Agents de Tontine	97	96	107	84	45	50
Stagiaires	02	06	11	-	-	-
TOTAL	401	402	426	364	281	295

Tableau N°4 : EVOLUTION DU PERSONNEL PAR SEXE SUR 5 ANS

Nombre total de salariés	2012	2013	2014	2015	2016	2017
TOTAL	401	402	426	364	281	295
HOMMES	234	236	253	209	172	188
FEMMES	167	166	173	155	109	107

L'effectif de 295 employés obtenus au 31-12-2017 est le résultat d'un mouvement d'employés constaté au cours de l'année 2017 par rapport à l'année 2016.

Stagiaires

Au cours de l'exercice 2017, WAGES a accordé 54 stages aux jeunes sans emploi. Outre ces stagiaires, on note 08 agents dans le cadre du PROVONAT et 04 au niveau du ministère du développement à la base. Les autres sont des étudiants en fin de cycle de formation des Centres de formation professionnelle et ont écrit leur mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention de leur diplôme ou pour l'acquisition de l'expérience professionnelle.

Départs

Durant l'exercice 2017, vingt-six (26) employés ont quitté WAGES soit par démission (10), fin de contrat (02), licenciement à la suite des malversations (05), abandon de poste (07), maladie (01) et par retraite (01).

Formation du personnel :

Afin de permettre aux employés d'être performants et de répondre efficacement aux exigences du marché de la microfinance, WAGES dans sa politique de redressement a mis plus l'accent sur la formation en interne pour l'année 2017 avec une implication intégrale de toutes les directions et pôles.

Particulièrement pour année 2017, l'accent mis sur la formation du personnel en interne par les directeurs et les chefs d'agence s'est poursuivi.

Certains membres du Conseil d'Administration, du Comité de direction et du personnel ont eu à participer à certaines formations et ateliers. Les statistiques obtenues pour cette année 2017 sont les suivantes :

TABLEAU DE FORMATION SUIVIE EN 2017

THEMES	Nombre de jours	Nombre de participants	Type de participants	Type de prestataire
Accueil professionnel et gestion de la clientèle	03 jours	51	Membre du personnel	CEPsy - HL
Diplômes professionnels agent de tontine et responsable d'agence	03 jours	04	Membre du personnel	APSFD-TOGO en partenariat avec CFPB-Paris
Diplôme de conseiller commercial de microfinance (DCCM)	01 jour	04	Membre du personnel	CFBT
Sollicitation de poste de stage	01 jour	04	Membre du personnel	WAGES
Formation en RH et renforcement de compétence	01 jour	01	Membre du personnel	CCAЕ-Partner (ZANTOU Elom)
Atelier de convention sociale.	03 jours	01	Membre du codir	APIM-TOGO
Contribution de la finance digitale à la viabilité et à la pérennité des SFD	01 Jour	02	Membre du codir	MAIN

Droits et devoirs de l'employé	01 jour	102	Membre du personnel	NYADJO Komlan
Formation du DG relative à la semaine de la microfinance (édition 3) à ADDIS-ABEBA	01 jour	01	DG	ADA
Formation des clients	05 jours	36	Clients (membres) de WAGES Hahotoe	MISSIHOUN Yaovi (Consultant)
Formation des clients	02 jours	54	Clients (membres) de WAGES Hahotoe	MISSIHOUN Yaovi (Consultant)
Formation membre d'organe	05 jours	01	Membre du conseil de sécurité	MAIN
Formation des clients	03 jours	209	Clients (membres) de WAGES Hahotoe	MISSIHOUN Yaovi (Consultant)
Formation PCA et PDT des délégués akpalimé	02 jours	02	Membre du personnel et du CA	APSFD
Education financière épargne-crédit	01 jour	101	Les Clients (membres) de WAGES	H et C Business TOGO
Sensibilisation sur l'épargne endogène, sur la protection de l'environnement	04 jours	07	Les clients (membres) de WAGES Hahotoè	
Accueil professionnel et gestion de la clientèle	1 jour	08	Personnel de WAGES Agoè	
TOTAL		588		

Au cours de l'année 2017, Cent quarante-quatre (181) personnes y compris les membres du personnel, Conseil d'administration, Conseil de Sécurité et de l'Assemblée générale ont été formés.

En outre 407 clients ont été formé au cours de l'année 2017 sur la gestion de l'épargne et du crédit, la gestion financière individuelle au profit des membres et autres modules.

Aussi certains employés ont également été inscrits pour d'autres formations proposées par des partenaires et dont les thèmes ont été jugés opportuns.

Relations avec la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

Déclaration de travailleur

Conformément aux dispositions en vigueur, tous les employés de WAGES sont systématiquement déclarés à la CNSS.

Cotisation à la CNSS

Les provisions pour cotisation à la CNSS ont été constituées et régulièrement versées à la CNSS à la fin du mois d'imposition.

Par ailleurs, les déclarations nominatives trimestrielles de salaire ont été convenablement préparées et transmises à la CNSS dans les délais requis.

Relations avec l'administration des impôts :

A l'instar des Institutions mutualistes et sous le couvert des dispositions de l'article 30 et suivant la loi No. 95-014, WAGES est exonéré de l'impôt fiscal patronal et de l'impôt sur le résultat des activités d'épargne.

Par contre tous les employés de WAGES se sont régulièrement acquittés du paiement de l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (IRPP), de la taxe complémentaire sur salaire (TCS) et de la Taxe sur salaire (TS).

De même WAGES s'est régulièrement acquittée de toutes les autres taxes, les taxes sur valeurs locatives, etc.

Relations avec les fournisseurs et prestataires

Dans sa politique de réduction des charges de l'institution, la direction générale a poursuivi les réductions de prix au cours de l'exercice 2017 auprès des prestataires et fournisseurs de l'institution permettant ainsi à l'institution de réduire ses coûts de fonctionnement.

VI- ACTIVITES DE LA DIRECTION INFORMATIQUE

Réseau et télécommunication

Dans sa politique d'expansion à Lomé et pour être toujours plus proche de sa clientèle, WAGES, au cours de l'année 2017, a ouvert deux guichets dans les zones AgoèZossimé et Adakpamé.

Il a été adopté d'interconnecter également ces nouveaux guichets afin de permettre aux clients de ces dites localités de bénéficier de tous les services offerts par l'institution et pouvoir faire les opérations dans toutes les agences interconnectées. Ces deux guichets ont été donc interconnectés avec des liaisons BLR (Boucle Local Radio) au réseau WAN de l'Institution. Les antennes Radio de type Ubiquiti installées sur des pylônes de la liaison d'Adakpamé et celle de la liaison de Zossimé passent respectivement par les liaisons des agences Akodéssewa et Avédji avant d'arriver au Siège à travers des liaisons point-à-point.

Infrastructures informatiques de WAGES

A fin décembre 2017, la situation réseau et du parc informatique en exploitation dans toutes les agences de WAGES se présente comme suit :

Réseaux / Agences de WAGES	Nombres
Agences et Guichets Interconnectés avec le Siège	13 (10 Agences ; 03 Guichets) par BLR
Agences en mode Décentralisées	8

Descriptions des équipements	Nombres
Système Rack	2
Serveurs	10
Onduleurs Rackables pour serveur	2
Firewalls (Logiciel + Matériel)	3
Routeurs Cisco	22
Switch Cisco	29
Ordinateurs (Desktop et Laptop)	162
Imprimantes	104

Démarrage du Bureau d'Informations pour le Crédit (BIC) dans les agences interconnectées

Bien que le projet relatif au BIC n'ait pas été finalisé, WAGES au cours de l'année 2017 a procédé à son démarrage dans ces agences interconnectées avec la gestion des consentements clients.

Le concepteur Cagecfi a été sollicité pour le développement d'un module à installer pour la gestion du BIC dans l'institution.

Pour permettre aux utilisateurs de bien comprendre le projet BIC et de maîtriser le module de Gestion des consentements développé par le Concepteur, des dispositifs et guides pratiques ont été élaborés et mise en place pour la gestion des consentements des clients et la gestion du module BIC suivie du déploiement du module sur les ordinateurs des utilisateurs concernés.

Un atelier de formation à l'endroit des utilisateurs a été organisé pour permettre aux intervenants d'assimiler le module BIC et tous les dispositifs mise en place.

Ce projet va se poursuivre sur l'année 2018 avec les mises à jour du module et une fois les extractions et consultations des rapports de solvabilité de Crédit Info Volo enclenché, une programmation sera faite pour que le processus du BIC soit alors déployé dans les autres agences de l'intérieur.

Statistique de la Formation effectuée :

Thème	Nombre de Participants	Type de participant
Atelier de formation sur : - Dispositif de gestion du BIC - Guide pratique pour l'utilisation du module BIC	36	<ul style="list-style-type: none"> ■ Agents de la clientèle ■ Gestionnaires de Risque ■ Contrôleurs Interne

1- Visite d'échanges d'expériences auprès de MICROCRED Côte d'Ivoire.

Dans le cadre des activités de WAGES, et vue que l'institution souhaite, durant les années à venir, innover à travers de nouveaux produits tout en utilisant les nouvelles technologies de l'information, une visite d'échanges d'expériences a été initié et conduite par la Direction Générale avec l'appui du partenaire MAIN auprès de MICROCRED en Côte d'Ivoire.

Cette mission avait pour objectif non seulement d'apprendre sur le fonctionnement et le mode opératoire de cette institution mais, du point de vue informatique, d'Echanger sur les différentes étapes dans la mise en place et le fonctionnement de la finance Digitale, les difficultés rencontrées et les approches de solutions utilisées à MICROCRED.

A la fin de la visite, bien que Agency Banking n'est encore opérationnel en Côte d'ivoire, les diverses discussions ont permis de retenir certaines étapes dans la mise en place et du fonctionnement de ce projet à MICROCRED. Ces informations recueillies ont permis à l'équipe de WAGES de mieux comprendre le projet et de voir dans quelles mesures l'institution pourra mettre en place ce système au Togo.

VII- ACTIVITES DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

Les activités de cette direction au cours de l'exercice 2017 ont été menées au niveau juridique, judiciaire et du recouvrement.

1-Les activités juridiques

Durant l'année 2017 et comme à l'accoutumée, la direction juridique et contentieux s'est à tout point de vue rendue disponible à tous les départements.

En effet, les différents départements ont souvent eu recours aux conseils d'orientation des services juridiques dans leur prise de décision et surtout lorsqu'il s'était agi de la rédaction des actes juridiques ou de la prise de certaines décisions à caractère juridique devant s'appliquer soit au personnel soit aux clients ou aux tiers. Cette collaboration a été beaucoup plus étroite dans le domaine de la gestion des dossiers du personnel.

Au niveau opérationnel, certains outils de travail comme les fiches de contrat d'emprunt, de cautionnement, les mesures de sureté adossées aux crédits et autres ont été renforcés sur le plan juridique.

Depuis la crise institutionnelle du premier semestre 2015 et l'amélioration des instruments organiques tels que les statuts et règlement intérieur qui en ont découlé, la direction juridique et contentieux veille au respect des textes organiques que l'institution s'était donnés. Ainsi que ce soit dans le cadre des réunions de l'assemblée générale organisée en juin 2017, des réunions du conseil d'administration et celles du conseil de surveillance, le devoir du Juridique a été de s'assurer que le cadre gouvernance se déroule normalement et conformément aux textes organiques.

Le souci permanent de la Direction juridique est de veiller à la bonne application des textes statutaires, réglementaires, procéduraux et législatifs afin d'éviter dans la mesure du possible les contentieux qui, quoiqu'on dise, sont des sources de dépenses folles pour l'institution. Néanmoins, il est à reconnaître que c'est une vue d'esprit d'avoir une entreprise sans le moindre contentieux surtout que cette entreprise emploie du personnel, est en partenariat avec d'autres entreprises et de surcroit fonde sa survie sur une clientèle aussi large que variée.

2 – Les actes judiciaires

Les actes judiciaires sont ceux relatifs aux litiges nés entre soit WAGES et ses clients, soit entre WAGES et les tiers ou entre elle et son personnel dont l'appréciation est soumise aux autorités judiciaires compétentes. WAGES a été souvent représentée à ces procès par le biais de sa direction juridique et contentieux.

Elle n'a pas non plus manqué de l'assistance des auxiliaires de justice que sont les avocats et huissiers avec qui elle travaille.

Au cours de l'exercice 2017, l'institution a enregistré treize affaires en contentieux de recouvrement devant le tribunal de Lomé portant sur un montant total de soixante-seize millions huit cent soixante-dix-sept mille trois cent quatorze francs CFA. Il est à signalé que la totalité de cet encours est provisionnée et radiée du portefeuille.

Au cours de la même période, l'institution a enregistré un dossier social relatif à la rupture du contrat de travail d'un membre du personnel portant ainsi à cinq tous les dossiers pendents devant les juridictions sociales pour une demande d'un montant total en dommages et intérêts de cent millions cinq cent quarante-deux mille cinq cent quarante-six francs CFA.

Par ailleurs, au cours de la même période, l'institution a enregistré des cas de malversation de ses agents indélicats pour un montant total de vingt un millions trois cent soixante-dix-neuf mille sept cent cinq francs CFA. Des efforts de récupération en cours ont donné pour le moment un résultat de cinq millions trois cent quatre-vingt-cinq mille deux cent francs CFA.

Tous ces contentieux sont suivis par la direction juridique et contentieuse.

3- Recouvrement

Après l'étape des crédits aux membres, suit la période de remboursement qui, loin de s'effectuer volontairement et régulièrement, pose souvent le problème énorme de recouvrement.

Les activités du département ont été consacrées, dans ce volet, au recouvrement des crédits radiés, c'est-à-dire les crédits que l'institution passe en perte et déclasse du portefeuille, puis aux crédits en souffrance dont les clients sont en retard dans le paiement.

S'agissant des crédits radiés, la direction a recouvré au titre de l'année 2017 un montant total de cent dix millions neuf cent vingt-deux mille trois cent quatre-vingt-six francs CFA sur un portefeuille total de crédits radiés de un milliard cinq cent quatre-vingt-seize millions huit cent quarante-huit mille quatre cent soixante-seize francs CFA.

S'agissant du recouvrement des crédits en souffrance, la Direction Juridique a recouvré un total de quatre-vingt-treize millions sept cent quarante mille huit cent vingt-sept francs CFA.

4- Difficultés rencontrées et les mesures de redressement

Deux difficultés principales ont ralenti les activités de la direction Juridique. Il s'agit de la gestion des dossiers contentieux pendents devant les instances judiciaires et le recouvrement des crédits déclassés et ceux en souffrance.

Les dossiers contentieux connaissent une certaine lenteur dans leur règlement ; ce qui est souvent due à la nature même des procédures judiciaires ou des fois au dilatoire auquel se livre le conseil de la partie adverse. Il est à noter également que les conseils de l'institution manquent quelques fois à leur devoir de suivi des dossiers pendant devant les cours et tribunaux.

Cette situation pousse bien souvent le département juridique à prendre des initiatives allant dans le sens de la défense de certains dossiers par le directeur juridique et son collaborateur.

Le recouvrement des crédits déclassés est souvent heurté à l'insolvabilité et à la mobilité délibérée des débiteurs et de leurs cautions.

VIII- GESTION DES PROJETS

1-Relation avec Solidarité Mondiale (WSM)

Fidèle à sa mission qui est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, en majorité des femmes, menant des activités économiques en zones urbaines et rurales du Togo, WAGES a initié depuis 2006, en partenariat avec Solidarité Mondiale (WSM), dans les zones d'Abobo et Hahotoé le programme d'appui-accompagnement des communautés dans leurs activités de production et de transformation.

A la suite des résultats enregistrés de 2006 à 2013, et dans la perspective de pérenniser les acquis du programme, le partenariat avec WSM s'est renforcé avec l'appui financier de la DGD (la coopération belge au développement) sur une période de trois (03) ans. Ce qui a permis de mener des actions au bénéfice des populations des cantons d'Abobo et de Djagblé dans la préfecture de Zio, de Hahotoé, Akoumapé, Vogan dans la préfecture de Vo.

Les activités réalisées en 2017, ont permis d'avoir les résultats suivants
105 réunions de mise en place des GS et groupements
55 GS (24 nouveaux) et 25 groupements (9 nouveaux) sont constitués de 505 personnes dont 420 femmes et 65 jeunes.
650 participants dont 550 femmes, et 65 jeunes sont sensibilisés sur la notion de groupement et l'accès des femmes aux facteurs de production
05 groupements ont été accompagnés dont 4 ont obtenu leur attestation de reconnaissance de suivi par ICAT.
Au total 510 personnes dont 450 femmes et 55 jeunes sont sensibilisés
356 personnes dont 255 femmes et 25 jeunes ont été sensibilisées sur la mobilisation de l'épargne endogène et épargne vieux jours
146 personnes dont 120 femmes et 10 jeunes ont été mobilisées pour les séances de sensibilisation sur la protection de l'environnement

Ces séances de sensibilisation devront permettre aux bénéficiaires la mise en place d'un mécanisme de la gestion des infrastructures à énergie solaire pour son bon usage.

500 exemplaires de prospectus sur l'épargne et en particulier « Epargne Vieux Jours » ont été produits et utilisés au cours des séances de sensibilisation. Ils ont été distribués à plus de 250 personnes dont 150 femmes et 20 jeunes.

869 personnes dont 685 femmes et 165 jeunes sont formés sur les différentes thématiques

371 personnes (dont 325 femmes et 100 jeunes) issus de 31 Gs et 27 groupements ont été formés sur la gestion de crédit-épargne

78 participants dont 65 femmes et 10 jeunes formés en entreprenariat coopératif et associatif

200 personnes dont 120 femmes et 20 jeunes sont formés / accompagnées en techniques culturelles

120 participants dont 100 femmes et 20 jeunes ont été formés en stratégie de commercialisation. Les réunions de suivi du fonctionnement du cadre de concertation ont permis de toucher **100 autres personnes**. Ce qui donne un total de **220 personnes dont 175 femmes et 35 jeunes** accompagnés en stratégie de commercialisation.

-
07 moniteurs endogènes dont 03 femmes et 02 jeunes sont formés en alphabétisation fonctionnelle

42 apprenants dont 30 femmes et 10 jeunes suivent les cours d'alphabétisation fonctionnelle

Aucune visite de suivi et de supervision n'est réalisée par la Direction régionale de ENFA toutefois le Chargé de programme a effectué 3 visites de suivi pour apprécier l'évolution des cours d'alphabétisation

Cette formation est en lien avec la mise en place des ouvrages

103 personnes dont 85 femmes et 15 jeunes

Au total 180 dont 150 femmes et 35 jeunes ont été accompagnées pour la réalisation de leur économie sociale

05 groupements ont été accompagnés pour l'élaboration de leurs documents statutaires

135 missions de supervision et de suivi-accompagnement par l'équipe de coordination et l'équipe du projet

254 dossiers de crédit ont été étudiés et analysés puis envoyés au comité de crédit pour avis.

731 personnes dont 510 femmes et 70 jeunes ont bénéficié de microcrédit.

Les documents de gestion de crédit (500 bordereaux de versement) sont acquis pour le recouvrement des microcrédits auprès des clients sur le terrain.

11 missions de contrôle et de suivi des crédits ont été réalisées par l'auditeur interne

04 réunions / missions de suivi-évaluation ont été réalisées pour faire le point sur la mise en œuvre du programme, 27/07/2017 pour la réappropriation du projet après le lancement officiel, 27/10/17 pour l'état d'avancement du programme et les dispositions de réorientation du programme en période de crise socio politique, 03/11/2017 pour la préparation de la mission de monitoring de WSM et 18/12 pour la mission de monitoring de WSM

2- Partenariat avec l’Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Centre Africain de Formation (INADES FORMATION)

L’objet du protocole d’accord entre l’Institut Africain pour le Développement Economique et Social – Centre Africain de Formation en abrégé **INADES-Formation**, l’ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (**AVSF – CICDA**) et la Centrale des Producteurs de Céréales du Togo (**CPC Togo**) en mai 2010, et WAGES est de favoriser l'accès au crédit des agriculteurs membres de la CPC dans le cadre de l'appui au développement de la filière céréalière au TOGO. Ainsi, l'évolution des activités de 2014 à 2017 se résume comme suit :

INTITULE		Année 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Total
Nombre de crédits octroyés		4	2	3	0	9
Nombre de bénéficiaires		40	65	40	0	145
Montant total de financement accordé		9 370 000	4 360 000	5 787 000	0	19 517 000
Montant total des encours de crédit		9 370 000	4 360 000	5 787 000	997 670	-
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	0	0	0	997 670	-
	Taux	0%	0%	0%	100%	-

3- Partenariat avec le Ministère du Développement à la Base, de l’Artisanat, de la Jeunesse et de l’Emploi des Jeunes

La vision du **Women and Associations for Gain bothEconomic and Social (WAGES)** pour la réduction de la pauvreté au TOGO se concrétise à travers la réalisation de différents projets et la signature de nouveaux accords.

Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG)

Dans le but de promouvoir les activités génératrices de revenus (**AGR**) des populations à la base sur toute l'étendue du territoire togolais, le Ministère du développement à la Base, de l’Artisanat, de la Jeunesse et de l’Emploi des Jeunes à mise en œuvre le Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (**PSAEG**). Déterminer à contribuer à la réduction de la pauvreté également, WAGES adhère au projet PSAEG du ministère et consent à utiliser son mécanisme de garantie pour octroyer le crédit nécessaire à la réalisation du projet. Le tableau ci-dessous résume les grandes lignes du projet PSAEG de 2014 à 2017.

INTITULE		Années 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Total
Nombre de crédits octroyés		130	31	0	0	161
Nombre de bénéficiaires		614	264	0	0	878
Montant total de financement accordé		282 529 500	62 125 000	0	0	344 654 500
Montant total des encours de crédit		482 481 927	267 227 743	74 886 453	21 637 709	-

Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	158 061 079	156 853 428	67 983 968	21 637 709	-
	Taux	32,76%	58,7%	90,78%	100%	-

Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ)

Le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (**FAIEJ**), institution sous tutelle du Ministère du développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, s'inscrit dans une vision de promotion de la culture entrepreneuriale au Togo pour la réduction du taux de chômage des jeunes. Soucieux d'atteindre ses objectifs sociaux, WAGES accompagne le FAIEJ dans l'octroi de financement aux jeunes primo entrepreneurs. L'essentiel des activités de WAGES par rapport au FAIEJ est résumé dans le tableau suivant :

INTITULE		Année 2015	Année 2016	Année 2017	Total
Nombre de crédits octroyés		23	14	2	39
Nombre de bénéficiaires		23	14	2	39
Montant total de financement accordé		33 879 700	18 923 200	1 745 000	54 547 900
Montant total des encours de crédit		154 677 843	57 876 382	11 945 006	-
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	19 068 416	16 665 546	3 520 795	-
	Taux	12,33%	28,80%	29,48%	-

Projet Plante à Racine et Tubercules

Le projet Plante à Racine et Tubercule (**PRT**) est également une initiative de Ministère du développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes. C'est un projet qui vise la production, la transformation et la commercialisation de plantes à racines et tubercules principalement le manioc. Sont éligibles à ce projet, principalement les jeunes hommes et femmes vivant en milieu rural dont l'âge est compris entre 18 et 35 ans et constitués en groupement de dix (10) membres. La politique sociale de WAGES étant en adéquation avec celle du Ministère, l'octroi des crédits au groupement pour la réalisation du projet PRT lui est confié. Ainsi les rapports du projet PRT de 2014 à 2017 sont présentés dans le tableau ci-après:

INTITULE		Année 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Total
Nombre de crédits octroyés		141	7	0	0	148
Nombre de bénéficiaires		1021	21	0	0	1 042
Montant total de financement accordé		139 550 000	8 080 000	0	0	147 630 000
Montant total des encours de crédit		217 422 345	132 703 875	61 106 550	8 324 702	-
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	17 382 645	78 868 020	61 106 550	8 324 702	-
	Taux	7,99%	59,43%	100%	100%	-

Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI)

Dans le cadre du programme Accès des Pauvres aux Services Financiers (**APSEF**), WAGES a signé avec le Fond National pour la Finance Inclusive (**FNFI**) une convention de partenariat le 25 Avril 2014. Les principaux bénéficiaires du programme APSEF sont les femmes et hommes pauvres des zones d'intervention dudit programme. Les activités éligibles aux programmes APSEF sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, la pêche, la transformation et la fabrication, le commerce, la restauration, la réparation et l'artisanat, les services. La situation au terme des trois années d'activités est la suivante:

INTITULE		Année 2015	Année 2016	Année 2017	Total
Nombre de crédits octroyés		2 650	2 994	1 849	7 493
Nombre de bénéficiaires		12 350	13 172	7 848	33 370
Montant total de financement accordé		390 000 000	466 743 000	285 415 000	1 142 158 000
Montant total des encours de crédit		304 438 825	286 710 080	122 412 405	-
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	245 864 710	151 269 710	30 645 355	-
	Taux	80,76%	52,76%	25,0%	-

Programme d'appui au Développement à la Base (PRADEB)

La convention de partenariat entre la CGP/PRADEB et WAGES a pour objet la mise en place d'un mécanisme de facilitation d'accès au crédit (FAC) au taux bonifié par le PRADEB aux micros et petites entreprises et aux activités génératrices de revenus par le guichet de WAGES.

Il consiste à mettre à la disposition des porteurs de projets à travers WAGES, un fonds de microcrédits. La situation au terme des deux années d'activité est la suivante:

INTITULE		Année 2015	Année 2016	Année 2017	Total
Nombre de crédits octroyés		115	41	0	156
Nombre de bénéficiaires		213	100	0	313
Montant total de financement accordé		182 280 400	44 929 010	0	227 209 410
Montant total des encours de crédit		174 283 310	186 607 415	120 810 193	-
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	6 133 920	74 343 060	102 014 467	-
	Taux	3,52%	39,84%	84,44%	-

VIII- ACTIVITES DE LA DIRECTION AUDIT ET CONTROLE INTERNE

La direction audit et contrôle interne a poursuivi ses activités durant l'année 2017 conformément au planning annuel élaboré et validé par le Conseil de surveillance. Ces activités ont été réalisées dans toutes les agences de l'institution et ont porté sur les contrôles permanents réalisés mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement selon les cas et en plus des contrôles touchants les aspects comptables et opérations de guichet, crédits, épargne, administratif, informatique et lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme, budgétaire, gouvernance, approvisionnement, des stocks. Des vérifications régulières ont été opérées au niveau des activations des comptes pour imputation, d'ajout des membres sur les comptes épargnes associations, des duplicates, le traitement des demandes de changements des signatures, de nom ou de photo dans les carnets dans le but de s'assurer de leur régularité et de leur fiabilité en amont avant les opérations.

Aspect Contrôle permanent

Il s'agit des vérifications portant sur les imputations sur épargne, le respect de la procédure LAB/CFT et s'assurer des conditions de conservations et d'accès aux formulaires d'ouvertures de comptes, la régularité des dossiers de crédits débloqués et du dispositif de conservation des dossiers de garanties, confirmation du crédit par le client par visite ou appel sur la base du N° de tel figurant sur le formulaire d'ouverture, suivi du délai séparant le solde d'un ancien crédit et le renouvellement, délai suivant la procédure d'étude du dossier de crédit, s'assurer du délai séparant la date d'introduction de la demande et la date de décaissement du crédit, vérification des enregistrements des pièces comptables conformément aux procédures, vérifier dans la piste d'audit les comptes, l'augmentation des comptes de dépôts des clients par écritures comptables, vérification des formulaires des opérations suspectes ou inhabituelles (dépôts supérieurs à 5 000 000), d'ouverture de la boîte à suggestions, contrôle par échantillonnage du suivi après déblocage et vérification de la satisfaction des clients, suivi de l'utilisation chronologique et de la saisie des bordereaux de reçus manuels, vérification des sauvegardes de bases et de leur envoi, vérification des opérations supprimées par habilitation, contrôle des crédits entrés en souffrance (retard 90>60jrs), vérification de la réactivation des comptes inactifs/gelés : S'assurer des opérations qui sont passés sur les comptes activés, rapprochement des comptes auxiliaires de dépôt, rapprochement des comptes auxiliaires de crédit, situation des crédits installés par erreur et non corrigés, situation des crédits passés en perte.

- Vérification des imputations sur épargne.**

Ce contrôle a permis de s'assurer de la fiabilité des informations contenues sur la fiche de d'imputation sur épargne pour solder un crédit ou rembourser quelques échéances. Ce contrôle a été effectué dans toutes les agences et aucune anomalie particulière n'est relevée si ce n'est que des erreurs de calculs qui sont corrigées par la suite.

- Respect de la procédure LAB/CFT et des conditions de conservations et d'accès aux formulaires d'ouvertures de comptes.**

Ce contrôle a pour but de s'assurer que les ouvertures de comptes respectent les normes en matière de lutte Anti Blanchiment Contre le financement du terrorisme et conformément aux procédures. En effet lors de ce contrôle, il est vérifié les identités, les cotations, les adresses géographiques, la consultation du fichier des personnes à haut risque, l'identification des personnes politiquement exposées. Aucune anomalie n'est relevée sur l'exposition de l'institution à un risque de financement du terrorisme.

- Vérification des activations de comptes inactifs/gelés**

Elle a consisté à s'assurer du respect des procédures en matière de gestion de comptes inactifs/ gelés après un an d'inactivité. Il a été relevé que les comptes sont généralement activés conformément aux procédures.

- **Régularité des dossiers de crédits débloqués et du dispositif de conservation des dossiers de garantie.**

Ce contrôle a été effectué systématiquement dans toutes les agences de WAGES sauf KPALIME et les PSEC et a touché 9568 dossiers de crédit pour un encours de 10 752 052 000fcfa et a permis de s'assurer de la fiabilité des éléments constitutifs des dossiers de crédits. Il ressort entre autre, des insuffisances portant sur le taux de graduation des crédits d'un cycle à un autre, l'absence de légalisation des fiches de cautionnement solidaire ou portant des montants non conformes à celui décaissé, durées de crédit installées non conformes à celui autorisée par le comité, long délai observé dans l'étude de dossier au niveau des comités de crédit, omissions de signatures par les acteurs de crédit et des clients ou de certaines informations ou encore de certaines pièces constitutives. Ces faiblesses ont fait l'objet de recommandations pour leur correction.

En outre, les dossiers de garanties sont conservés en sécurité au siège et leur accès est restreint. Aucune anomalie n'est observée.

- **Confirmation du crédit par le client par visite ou appel sur la base du N° de tel figurant sur le formulaire d'ouverture.**

Certains clients bénéficiaires des crédits décaissés au cours de l'année 2017 ont été joints par téléphone et ce contrôle a permis de confirmer l'obtention des 9 568 dossiers décaissés.

- **Suivi du délai séparant le solde d'un ancien crédit et le renouvellement.**

Ce contrôle a permis de s'assurer que le délai de 5 jours séparant le renouvellement des crédits est respecté afin d'éviter des refinancements de crédit. A cet effet, quelques cas ont été relevés mais ne représentent pas de crédits refinancés.

- **Vérification des enregistrements des pièces comptables conformément aux procédures.**

Ce contrôle a été effectué dans toutes les agences et a permis de relever des comptes à soldes anormalement débiteurs ou créditeurs. Des recommandations ont été formulées en vue de leur correction.

- **Vérification des formulaires des opérations suspectes ou inhabituelles (dépôts supérieurs à 5 000 000).**

A ce niveau et conformément aux procédures LAB/CFT, l'audit s'est assuré que les dépôts et retraits supérieurs à 5 000 000f sont communiqués conformément aux dispositions en vigueur.

- **Ouverture de la boîte à suggestions,**

Dans le cadre de la gestion et de la résolution des plaintes et suggestion des clients, il est mis en place un dispositif portant sur l'ouverture périodique des boîtes à suggestion dans les agences et les plaintes recensées sont transmises au Responsable Clientèle pour un traitement afin de satisfaire les clients.

- **Vérification par échantillonnage du suivi après déblocage et vérification de la satisfaction des clients,**

A chaque mois, un échantillon de clients ayant obtenus de crédit le mois précédent par agence contrôlée, est visité pour s'assurer que le suivi après déblocage est effectué par le chargé de crédit et contre-vérifié par le gestionnaire de risque. Par ce contrôle, il a été relevé que les clients ont la plupart réellement investi les crédits dans les activités objet du crédit.

- **Suivi de l'utilisation chronologique et de la saisie des bordereaux de reçus manuels**

Dans le cadre de recouvrement sur le terrain ou en cas de coupure de l'électricité, les agents sont amenés à utiliser le bordereau manuel. Ce contrôle vise à s'assurer que les bordereaux délivrés sont saisies dans PERFECT. Il ressort des vérifications que quelques recouvrements obtenus par le biais des bordereaux manuels n'ont été reversés au guichet qu'après le contrôle et ces agents ont été remerciés.

- **Vérification des sauvegardes de bases et de leur envoi,**

Ce contrôle consiste à s'assurer que les bases PERFECT sauvegardées dans les agences non interconnectés sont envoyées au siège pour conservation. A ce niveau, il ressort que les bases sont envoyées mensuellement et non bimensuellement conformément aux procédures.

- **Vérification des opérations supprimées par habilitation**

Ce contrôle vise à s'assurer que les suppressions dans le logiciel effectuées sont régulières. A cet effet, ce contrôle a permis de relever des cas de suppressions des clients EPI et des clients tontines respectivement par les agents de la clientèle et les gestionnaires tontine. Ainsi, suite aux recommandations le module suppression est actuellement confié au chef d'agence. Pour la suppression des clients tontine, il est noté la possibilité aux gestionnaires tontine de modifier les noms des clients tontine dans PERFECT et à cet effet, il a été recommandé la saisie du concepteur pour détacher ce module de l'habilitation des gestionnaires tontine.

- **Contrôle des crédits entrés en souffrance (retard 90>60jrs),**

Le contrôle des crédits en retard de 61-90 jours se fait mensuellement dans toutes les agences interconnectées, d'ATAKPAME, ANIE et SOKODE et a touché 982 dossiers pour un encours de crédit de 664 772 265fcfa. Il est ressorti de ces contrôles des cas de clients non rencontrés qui sont confiés à la Direction gestion du risque pour poursuivre les recherches. Et ainsi plusieurs clients ou cautions sont retrouvés par la suite et les actions de recouvrements sont poursuivis sur eux.

Pour l'agence de KPALIME, les PSEC et les points de service de HAHOTOE, il est effectué l'audit du portefeuille.

- **Rapprochement des comptes auxiliaires de dépôt et de crédit,**

Il s'agit de contrôle permanent qui ont touché les agences de interconnectés, d'Atakpamé, Anié et Sokodé qui consiste à s'assurer de la conformité des soldes des comptes auxiliaires de dépôt et de crédit au niveau de la comptabilité aux soldes de l'encours des épargnants et de l'encours de crédit au niveau portefeuille. Les constats observés sont dus à des soldes anormalement créditeurs ou débiteurs dus à des erreurs d'affectations des comptes par des opérations. Ces erreurs sont corrigées au fur à mesure.

- **Situation des crédits installés par erreur et non corrigés,**

Le contrôle vise à s'assurer que des crédits installés dans PERFECT ont tous été décaissés. A cet effet, des cas de crédits installés mais non décaissés ont été relevés à cause du refus du crédit par le client suite à la réduction du montant du crédit par le comité ou pour des raisons de voyage du

clients avant la validation du dossier par le comité de crédit. Ces cas ont fait l'objet de correction suite aux recommandations

- **Situation des crédits passés en perte.**

Il s'agit de s'assurer de prise en compte des dépôts à vue et dépôt de caution pour apurer l'encours restants dus lors du transfert de crédit en perte. Des cas de non prise en comptes ont été relevées et les recommandations ont permis de corriger.

Aspect comptable et opérations de guichet

Il s'agit des vérifications portant sur les opérations de guichet (contrôle des opérations ordinaires de versement et de retraits et des opérations western union) et des opérations comptables.

Pour les opérations ordinaires de versements et de retraits, il est observé qu'elles se sont bien déroulées au cours de l'année 2017. Les arrêtés de caisse sont régulièrement produits et classés. Les écarts de caisse qui apparaissent sont la plupart les dépôts tontine sans flux financiers qui sont corrigés mais sans le respect des délais d'initialisation. Toutes fois tous les écarts sont justifiés et font l'objet de correction. Au cas où la source de l'écart n'est pas connue, le caissier rembourse le montant en cause. En dehors de ces cas, certaines faiblesses ont été aussi relevées et on fait l'objet de recommandations.

Concernant les opérations de transfert de fonds, les contrôles n'ont débouché sur aucune anomalie particulière.

Au niveau de la gestion de l'encaisse, il est observé certains cas de dépassements du solde d'encaisse maximale à conserver en fin de journée dans le coffre-fort dans certaines agences.

Aussi, lors des missions d'audit dans les agences, plusieurs points du contrôle comptables sont abordés et touchent également les contrôles rapprochement remboursement déboursementportant sur les crédits déboursés en 2017 et ont permis de constater que les crédits déboursés au cours de chaque mois ont été régulièrement comptabilisés dans le même mois et les frais de mis en place du crédit ont été payés conformément à la procédure en vigueur dans l'institution. Ce contrôle n'a débouché sur aucune faiblesse.

Il est également procédé aux contrôles budgétaires. A l'issue des vérifications, des recommandations sont formulées pour la correction des lacunes qui ont été décelées.

Aspect crédit

Audit de portefeuille

- **Audit de portefeuille lors des missions d'audit à l'intérieur du pays.**

Les audits de portefeuille de crédit lors des missions d'audits ont porté sur le portefeuille de crédit de 28 chargés de crédit pour un encours de 436 449 807 en retard d'au moins 1 jour et ont touché 1280 clients. Les travaux d'audit de portefeuille ont permis de détecter des cas de détournements de remboursement ou de crédits fictifs opérés par les agents de crédits et des points focaux et présidents de groupement. Aussi, des clients n'ont pas été rencontrés lors des missions et sur recommandations, la Direction Gestion du Risque continue les recherches qui permettent de retrouver les clients ou/et les cautions cas par cas.

Aspect épargne

Le contrôle sur l'épargne a porté sur l'épargne à vue et l'épargne tontine.

- Contrôle des épargnes à vue : Ce contrôle a touché 1283 clients pour un encours de 1 566 136 140 et a permis de rapprocher les soldes au niveau du livret avec celui dans la comptabilité de WAGES. Les écarts constatés sont dus à des frais de tenue de compte ou des intérêts sur compte épargne non positionnés dans le livret ou des dépôts sans livrets. Aucune anomalie majeure n'est à signaler à ce niveau.
- Contrôle test des collecteurs : Ce contrôle a touché 14 collecteurs pour 3 971 clients avec un encours de 65 633 460fcfa. Les détournements sont observés et les agents impliqués ont payé et ont été remercié. En dehors de ces cas, certaines faiblesses ont été aussi relevées et on fait l'objet de recommandations.

Aspect informatique

Ce contrôle a permis de s'assurer de la bonne attribution des habilitations validées afin d'éviter l'attribution incompatible comportant des risques élevés pour l'institution, le maintien du bon fonctionnement du système informatique. De même, la vérification porte sur les corrections des erreurs utilisateurs et logiciels. Les quelques cas relevés portent sur le fait que les habilitations des employés qui ont quitté l'institution demeure dans la base PERFECT, ou en cas d'affectation des agents, les habilitations ne sont pas systématiquement mis à jour.

Aspect Administratif

Le contrôle administratif permet de s'assurer de l'existence physique des immobilisations et du respect des procédures d'approvisionnement. Les documents administratifs ont fait l'objet de contrôle qui est sanctionné par des rapports comportant des recommandations pour l'amélioration des faiblesses relevées.

Production de rapport au CA et au conseil de surveillance

A la fin de chaque trimestre, il est produit à chaque trimestre, un rapport de synthèse sur les activités du contrôle interne au CA. Chaque rapport fait ressortir certains éléments sur lesquels le CA devra porter une attention particulière pour l'amélioration des performances de l'institution. Un rapport de synthèse avec des constats saillants est aussi produit et présenté lors des réunions trimestrielles du conseil de surveillance pour attirer leur attention sur les faits manquants du trimestre. C'est ainsi qu'un rapport synthèse trimestriel est présenté au Conseil d'Administration par le Conseil de surveillance.

Aussi, il a été également effectué des missions de vérification par le conseil de Surveillance dans 2 agences (BAGUIDA et HEDZRANAWOE) sanctionné par un rapport. Les conclusions de ce rapport sont présentées aux Conseil d'Administration.

Production du rapport à l'autorité de tutelle

Conformément aux instructions de la BCEAO, un rapport sur les activités exécutées au cours de la période est produit et envoyé aux autorités de supervision à savoir : la BCEAO, la commission bancaire et le Ministère de l'Economie et des Finances. L'audit a également produit et envoyé au cours de l'exercice 2017 le rapport de contrôle général pour l'exercice 2016.

Suivi des recommandations du contrôle interne

L'audit procède au suivi périodique de toutes les recommandations issues des rapports de toutes les missions de contrôle effectuées au cours de l'exercice 2017. Ce suivi permet de s'assurer de la bonne exécution des recommandations. Le taux d'exécution des recommandations au 31/12/2017 est de 82,89%.

Suivi des recommandations de la commission bancaire

L'audit interne procède aussi suivi de la mise en œuvre des décisions de la 98^{ème} session de la commission bancaire transmises à WAGES ainsi que les diligences issues de sa mission effectuée au sein de WAGES du 16 au 30 Aout 2013. Sur un total de 138 diligences, 135 ont été exécutées au 31 décembre 2017 soit un taux d'exécution de 97,83%. Les diligences restantes touchent les fonds indûment perçus, l'établissement

des plan parcellaires et d'immatriculation des terrains acquis, l'amélioration du Portefeuille à Risque (PAR).

D'autre part des courriers réponses ont été envoyés à la Commission Bancaire dans le cadre des prévisions de redressement de WAGES.

IX- ACTIVITES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE

Les activités ordinaires de la Direction gestion du risque

Au cours de l'année 2017, la Direction Gestion du Risque s'est encore investie sur plusieurs objectifs pour l'amélioration de la détection des nouveaux risques, le contrôle du risque dans l'institution et le suivi de la cartographie de risque.

Pour redynamiser les activités de la Direction Gestion du Risque, certains aménagements ont été effectués.

Dans chaque agence les comités de crédit ont continué la mise en œuvre du dispositif de prévention du risque de crédit par l'étude et validation des dossiers de crédit en s'assurant du respect des procédures de crédit, de l'existence physique des clients, des cautions, de l'activité, en analysant la capacité de remboursement des clients et des cautions, et, en vérifiant l'existence des garanties avant tout décaissement de crédit. Tous les crédits décaissés dans les agences où sont affectés les gestionnaires de risque ont fait l'objet de ces contre vérifications.

Au cours de l'année, les réunions techniques mises en place dans les agences avec pour objectif la discussion sur tous les sujets qui permettront à l'agence d'être professionnelle et rentable ont été tenues.

Les activités de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme (LAB-CFT)

L'application de la mise en œuvre des procédures de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme dès leurs entrées en vigueur dans l'institution WAGES en juin 2011 se poursuit.

La direction de l'audit interne et la direction gestion de risques s'assurent du respect des procédures LAB/CFT à travers des contrôles permanents et périodiques. Le personnel est régulièrement sensibilisé et les nouveaux employés sont formés sur la LAB/CFT.

Au niveau des correspondances avec CENTIF

Durant l'année 2017, spécifiquement, WAGES a traité une (01) correspondance venue de CENTIF portant sur la préparation du 8^{ème} rapport de suivi des recommandations issues de l'évaluation mutuelle du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) au Togo. En dehors de ce dossier spécifique, les rapports semestriels ont été produits et envoyés et les demandes d'informations ont été traités avec efficacité.

De façon générale, le suivi des zones de vulnérabilité a été suivi et les actions de correction et de prévention ont été permanentes au cours de l'année.

Les pratiques de fraude et de détournement de crédit ont diminué grâce aux actions de gestion des risques et cela doit être maintenu pour une bonne préservation de l'image de l'institution.

DEUXIEME PARTIE

ETATS FINANCIERS EXERCICE 2017

ETATS FINANCIERS EXERCICE 2017

- DIMF 2000 : BILAN VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2000 : HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2080 : COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE
- DIMF 2005 : Tableau des emplois et des ressources,
- DIMF 2006 : Etat des biens donnés en crédit-bail et opérations assimilées,
- DIMF 2007 : Etat des biens détenus dans le cadre de la concession,
- DIMF 2008 : Etat des biens détenus dans le cadre de la clause de réserve de propriété,
- DIMF 2009 : Détail du compte « 6221 – Personnel extérieur à l'institution »
- DIMF 2010 : Etat des crédits en souffrance,
- DIMF 2011 : Etat des informations annexes,
- DIMF 2011 – 1 : Etat des engagements par signature,
- DIMF 2012 : Etat de l'encours des crédits des dix (10) débiteurs les plus importants du SFD
- DIMF 2013 : Etat de l'encours total des prêts aux dirigeants, au personnel ainsi qu'aux personnes liées,
- DIMF 2014 : Etat des ressources affectées et des crédits consentis sur ressources affectés,
- DIMF 2015 : Etat des valeurs immobilisées,
- DIMF 2016 : Etat d'affectation du résultat,
- Etat de traitement de la réévaluation
- ETAT RECAPITULATIF DES RATIOS DE WAGES AU 31/12/2015

BILAN VERSION DEVELOPPEE

Etablissement : ONG WAGES & CRRC

Etat : TOGO

Date d'arrêté : 2017/12/31

D : AAO

F : XX/NT/XXX

P : A N.S. : TOG X/XX

M : 1

(En Francs CFA)

Code poste	ACTIF	2017		2016	Code poste	PASSIF	2017	2016
		BRUT	AMT/PROV				NET	NET
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 317 625 484	8 286 815	2 308 338 669	1 868 687 179	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 771 502 873
A10	VALEURS EN CAISSE	962 682 851	-	162 682 851	138 682 316	F1A	Comptes Ordinaires des Institutions Financières	-
A11	Billets et monnaies	162 682 851		162 682 851	138 682 316	F2A	AUTRES COMPTES DE DEPOT DES INSTITUTIONS FINANCIERES	18 750 000
A12	COMPTES ORDINAIRES CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES	969 568 563		969 568 563	660 701 864	F2B	Dépôts à terme reçus	-
A2A	AUTRES COMPTES DE DEPOTS CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 158 327 255	-	1 158 327 255	788 582 999	F2C	Dépôts de garantie reçus	18 750 000
A2H	Dépôts à terme constitués	1 158 327 255		1 158 327 255	788 582 999	F2D	Autres dépôts reçus	-
A2I	Dépôts de garantie constitués	-		-	-	F3A	COMPTES D'EMPRUNTS ET AUTRES SOMMES DUES AUX INSTITUTIONS FINANCIERES	1 727 003 846
A2J	Autres dépôts constitués	-		-	-	F3E	Emprunts à moins d'un an	266 000 525
A3A	COMPTES DE PRETS AUX INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-	-	-	F3F	Emprunts à terme	1 456 215 321
A3B	Prêts à moins d'1 an	-		-	-	F50	Autres sommes dues aux institutions financières	-
A3C	Prêts à terme	-		-	-	F55	RESSOURCES AFFECTEES	21 438 999
A60	Créances rattachées	-		-	-	F60	Dettes rattachées	4 230 029
A70	COMPTES DE PRETS EN SOUFFRANCE	27 036 815	8 286 815	18 750 000	18 750 000			
	Prêts immobilisés	-		-	-	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	7 202 466 916
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	-		-	-	G10	Comptes ordinaires	3 827 258 100
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	-		-	-	G15	Dépôts à terme reçus	31 144 000
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	27 036 815	8 286 815	18 750 000	18 750 000	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	85 403 680
						G30	Autres dépôts de garanties reçus	3 254 132 516
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	9 249 663 166	362 383 387	8 887 299 798	8 364 963 924	G35	Autres dépôts reçus	-
B2D	Crédits à court terme	3 975 796 741	-	3 975 796 741	3 637 763 089	G50	Emprunts	-
B2N	Comptes ordinaires	-		-	-	G70	Autres sommes dues	-
B30	Crédits à moyen terme	4 478 282 183		4 478 282 183	4 119 188 429	G90	Dettes rattachées	4 498 620
B40	Crédits à long terme	34 023 667		34 023 667	48 701 816			11 445
B65	Créances rattachées	65 175 451		65 175 451	61 367 621	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	168 186 180
B70	CREDITS EN SOUFFRANCE	708 425 183	362 383 387	344 061 816	447 962 969	H10	Versements restant à effectuer	202 311 789
	Crédits immobilisés	17 854 758		17 854 758	8 104 255	H40	Créditeurs divers	88 510 308
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	183 396 043	44 152 688	139 244 255	105 337 989	H6A	Comptes d'ordre et divers	70 675 842
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	233 558 180	132 984 637	100 573 543	94 501 070	H6B	Comptes de liaison	-
B73	Crédits en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	271 615 292	195 226 042	66 399 290	238 629 656	H6C	Comptes de différence de conversion	-
						H6G	Comptes de régularisation passif	39 008 909
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	244 438 385	48 705 237	195 733 158	193 586 922	H6P	Comptes d'attente - passif	31 668 938
C10	TITRES DE PLACEMENT	-		-	-			39 673 080
C30	COMPTES DE STOCKS	51 054 389	-	51 054 389	67 939 696	K01	VERSEMENTS RESTANTS A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-
C31	Stocks de meubles	-		-	-	K20	Titre de participation	-
C32	Stocks de marchandises	-		-	-			-
C33	Stocks de fournitures	44 654 329		44 654 329	59 629 551	L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	2 806 711 876
C34	Autres stocks et assimilés	6 400 060		6 400 060	8 310 145	L10	Subventions d'investissement	33 954 061
C40	Débiteurs divers	194 686 488	48 705 237	66 901 252	51 636 709	L20	Fonds affectés	107 968 309
C55	Créances rattachées	-		-	-	L21	Fonds de garantie	107 968 309
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	-		-	-	L22	Fonds d'assurance	-
C59	Valeurs à rejeter	-		-	-	L23	Fonds de bonification	-
C6A	Comptes d'ordre et divers	88 777 517	-	88 777 517	73 786 517	L24	Fonds de sécurité	-
C6B	Comptes de liaison	-		-	-	L25	Autres fonds affectés	-
C6C	Comptes de différence de conversion	45 113 182		45 113 182	45 113 182	L27	Fonds de crédit	265 907 581
C6G	Comptes de régularisation actif	8 840 251		8 840 251	7 660 251	L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	348 285 751
C6Q	Comptes transitoires	-		-	-	L31	Provisions pour charges de retraite	164 514 936
C6R	Comptes d'attente - actif	34 824 084		34 824 084	21 017 084	L32	Provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	103 770 705
						L33	Autres provisions pour risques et charges	104 235 635
D01	VALEURS IMMOBILISEES	2 988 828 218	1 540 530 628	647 496 190	668 436 244	L35	PROVISIONS REGLEMENTEES	-

BILAN VERSION DEVELOPPEE

DIMF 2000

Etat : TOGO

Etablissement : ONG WAGES & CRRC

Date d'arrêté : 2017/12/31

D : AA0

F : XX/NT:XXX

P : A N.S. : TOG X/XX

M : 1

(En Francs CFA)

Code poste	ACTIF	2017		2016		Code poste	PASSIF		2017	2016
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET				NET	NET
D1E	Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941	7 683 941	L37	Provision spéciale de réévaluation		-	-
D1L	Titres d'investissement	-	-	-	-	L41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES		110 000 000	165 000 000
D10	Prêts et titres subordonnés	-	-	-	-	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés		2 517 778	3 839 264
D15	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	22 865 007	-	22 865 007	21 621 134	L45	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX			
D23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-	-	-	-	L50	Primes liées au capital			
D24	Incorporelles	-	-	-	-	L55	Réserves		1 255 881 635	1 255 881 635
D25	Corporelles	-	-	-	-	L56	Réserve générale		190 174 101	190 174 101
D30	IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	2 030 446 427	1 513 499 185	516 947 242	480 131 169	L57	Réserves facultatives		-	-
D31	Incorporelles	437 464 149	392 229 553	45 234 506	91 698 679	L58	Autres réserves		1 065 707 534	1 065 707 534
D36	Corporelles	1 592 982 278	1 121 269 632	471 712 646	388 432 490	L59	Ecart de réévaluation des immobilisations		26 427 472	26 427 472
D40	IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	-	-	-	-	L60	Capital			
D41	Incorporelles	-	-	-	-	L61	Capital appelé			
D45	Corporelles (*)	-	-	-	-	L62	Capital non appelé			
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	-	-	-	-	L65	FONDS DE DOTATION		132 116 518	132 116 518
D46	Incorporelles	-	-	-	-		Ligne de Crédit non remboursable		132 116 518	132 116 518
D47	Corporelles	-	-	-	-		Fonds de solidarité emprunteur WAGES		1 000	-
D50	Crédit bail et opérations assimilées	-	-	-	-	L70	REPORT A NOUVEAU (+ ou -)		183 175 903	(45 306 800)
D51	Crédit-bail	-	-	-	-	L75	Excédent des produits sur les charges		-	-
D52	Location avec option d'achat	-	-	-	-					
D53	Location-vente	-	-	-	-	L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)		340 445 868	228 482 703
D60	Créances rattachées	-	-	-	-	L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation		340 445 868	228 482 703
D70	CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	L82	Excédent ou déficit en instance d'approbation			
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus	-	-	-	-					
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	-	-	-	-					
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	-	-	-	-					
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	-	-	-	-					
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit non appelé	-	-	-	-					
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit appelé non versé	-	-	-	-					
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	-	-	-	-					
E90	TOTAL ACTIF	13 899 753 262	1 959 885 447	11 939 867 815	10 816 654 269	L90	TOTAL PASSIF		11 939 867 815	10 816 654 269

COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE

DIMF 2080

Etablissement : ONG WAGES & CRRC

(En Francs CFA)

Etat : TOGO

D : AAO

F : XX/NT: XXX

Date d'arrêté : 2017/12/31

P : A N.S.: TOG X/XX

M : 1

Code poste	CHARGES	2017	2016	Code post	PRODUITS	2017	2016
R08	Charges sur opérations avec les institutions financières	75 864 099	80 312 208	V08	Produits sur opérations avec les institutions financières	38 365 685	41 797 321
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	46 265	-	V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	5 793 668	9 122 400
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier	264 923	1 394 855
R1C	Caisse Centrale			V1C	Caisse centrale		
R1D	Trésor public			V1D	Trésor public		
R1E	CCP			V1E	CCP		
R1F	Banques et correspondants	46 265	-	V1F	Banques et correspondants	5 528 745	7 727 545
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers		
R1I	SFD			V1I	SFD		
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières		
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs		-	V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts chez les institutions financières	32 272 887	31 061 106
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués	32 272 887	31 061 106
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués	-	-
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués		
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	74 310 939	77 854 273	V2A	Intérêts sur comptes de prêts aux institutions financières	299 130	1 613 815
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an	9 009 080	3 579 975	V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	-	-
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	65 301 859	74 274 298	V2G	Intérêts sur prêts à terme	299 130	1 613 815
R2R	Autres intérêts	-	-	V2Q	Autres intérêts	-	-
R2T	Divers intérêts	-	-	V2S	Divers intérêts		
R2Z	Commissions	1 506 895	2 457 935	V2T	Commissions	-	-
R3A	Charges sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients	84 885 075	83 372 280	V3A	Produits sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients	1 745 818 203	1 548 899 380
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	84 885 075	83 372 280	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	1 346 130 630	1 170 161 231
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	79 423 210	80 336 480	V3G	Intérêts sur autres crédits à court terme	504 551 870	417 245 568
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	965 120	3 035 800	V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	841 578 760	752 915 663
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	4 496 745		V3N	Intérêts sur crédits à long terme	-	-
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			V3R	Autres intérêts	53 541 746	59 400 540
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus			V3T	Divers intérêts	53 541 746	59 400 540
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues aux membres, bénéficiaires ou clients	-	-	V3X	Commissions	346 145 827	319 337 609
R3Q	Autres intérêts						
R3T	Commissions						
MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE		1 623 434 714	1 427 012 213	MARGE D'INTERET DEFICITAIRE		-	-
TOTAL CHARGES D'INTERETS		160 749 174	163 684 488	TOTAL PRODUITS D'INTERETS		1 784 183 888	1 590 696 701
R4B	Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	-	-	V4B	Produits sur opérations sur titres et sur opérations diverses	-	-
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	-	-	V4C	Produits et profits sur titres de placement	-	-
R4K	Charges sur opérations diverses			V4D	Intérêts sur crédits accordés au personnel non membre		
R4N	Commissions			V4E	Produits sur opérations diverses	-	-
V4F	Commissions			V4F	Commissions	-	-
RSB	Charges sur immobilisations financières	-	-				
R5C	Frais d'acquisition			V5B	Produits sur les immobilisations financières	-	-
R5D	Etallement de la prime			V5C	Produits et profits sur prêts et titres subordonnés	-	-
V5D	Dividendes et produits assimilés sur titre de participation			V5F	Produits et profits sur titres d'investissement	-	-
RSE	Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	-	-				
RSG	Charges sur opérations de crédit-bail	-	-				
RSH	Dotation aux amortissements						
R5J	Dotation aux provisions						
R5K	Moins-values de cession						
R5L	Autres Charges						
A REPORTER		160 749 174	163 684 488	A REPORTER		1 784 183 888	1 590 696 701

REPORT		160 749 174	163 684 488	REPORT		1 784 183 888	1 590 696 701
RSM	Charges sur opérations de location avec option d'achat		-	VSG	Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées	-	-
RSN	Dotation aux amortissements		-	VSH	Produits sur opérations de crédit-bail	-	-
RSP	Dotation aux provisions		-	VSI	Loyers		
RSQ	Moins-values de cession		-	VSK	Reprises de provisions		
RSR	Autres Charges		-	VSL	Plus-values de cession		
RSS	Charges sur opérations de location-vente		-	VSM	Autres produits		
RST	Dotation aux amortissements		-	VSN	Produits sur opérations de location avec option d'achat	-	-
RSU	Dotation aux provisions		-	VSP	Loyers		
RSV	Moins-values de cession		-	VSQ	Reprises de provisions		
RSX	Autres Charges		-	VSR	Plus-values de cession		
RSY	Charges sur emprunts et titres subordonnés	5 315 181	6 735 931	VSS	Autres produits		
R6B	Pertes sur opérations de change		35 971	VST	Produits sur opérations de location vente	-	-
R6C	Commissions		-	VSV	Loyers		
R6F	Charges sur opérations de hors bilan		-	VSW	Reprises de provisions		
R6K	Charges sur engagements de financement reçus des institutions financières		-	VSY	Plus-values de cession		
R6L	Charges sur engagements de financement reçus des membres, clients ou bénéficiaires		-	V6B	Autres produits	-	-
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières		-	V6C	Gains sur opérations de change	-	-
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients		-	V6F	Commissions		
R6S	Charges sur engagements sur titres		-	V6G	Produits sur opérations de hors bilan	-	-
R6T	Charges sur autres engagements reçus		-	V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières		
R6V	Charges sur prestations de services financiers	2 727 291	5 206 011	V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6W	Charges sur les moyens de paiement	2 637 341	5 073 311	V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	89 950	132 700	V6P	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R7A	Autres charges d'exploitation financière		-	V6Q	Produits sur engagements sur titres		
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif		-	V6R	Produits sur autres engagements donnés		
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière		-	V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière		-	V6U	Produits sur prestations de services financiers	98 678 350	93 831 520
			-	V6V	Produits sur les moyens de paiement		
			-	V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	98 678 350	93 831 520
			-	V7A	Autres produits d'exploitation financière	-	-
			-	V7B	Plus - values sur cession d'éléments d'actif		
			-	V7C	Transferts de charges d'exploitation		
			-	V7D	Divers produits d'exploitation		
AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS		98 678 350	93 831 520	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		2 727 291	5 206 011
AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		2 727 291	5 206 011	AUTRES PRODUITS FINANCIERES NETS		98 678 350	93 831 520
MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE		1 719 385 773	1 515 637 722	MARGE D'INTERET DEFICITAIRE		-	-
AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS		98 678 350	93 831 520	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		2 727 291	5 206 011
PRODUIT FINANCIER NET		1 882 862 238	1 684 528 221	CHARGE FINANCIERE NETTE		163 476 465	168 890 499
R8G	Achat et variations de Stocks		-	S 734 760	VENTES		
	Achat de marchandises		-	V8B	MARGE COMMERCIALE		
R8J	Stocks vendus		-	V8C	Ventes de marchandises		
R8L	Variations de stocks marchandises		-	S 734 760			
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION					PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
S02	FRAIS DE PERSONNEL	869 360 374	E24 988 911				
S03	Salaires et traitements	745 640 831	718 658 227				
S04	Charges sociales	113 489 259	103 203 684				
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	12 230 284	3 127 000				
A REPORTER		1 038 152 020	1 006 386 072	A REPORTER		1 882 862 238	1 684 528 221

	REPORT	1 038 152 020	1 006 386 072		REPORT		1 882 862 238	1 684 528 221
S1A	IMPOTS ET TAXES	3 638 745	9 986 150	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION		20 793 052	21 240 380
S1B	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés sur rémunérations	740 000	50 000	W4B	Redevances sur concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires		-	-
S1C	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'Administration des impôts	1 617 145	9 005 150	W4D	Indemnités de fonction et rémunérations d'administrateurs, gérants reçues			
S1D	Impôts directs	-	-	W4G	Plus-values de cession		2 091 532	3 408 180
S1G	Impôts indirects	1 019 499	-	W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles		2 091 532	3 408 180
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	415 680	8 975 150	W4J	sur immobilisations financières			
S1J	Impôts et taxes divers	181 966	30 000	W4K	Revenus des immeubles hors exploitation			
S1K	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	1 281 600	931 000	W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière		-	-
				W4M	Charges refacturées			
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	372 353 967	367 282 210	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
S2B	Services extérieurs	109 918 195	105 707 529	W4P	Autres transferts de charges			
S2C	Redevances de crédit-bail			W4Q	Autres produits divers d'exploitation		18 701 520	17 832 200
S2D	Loyers	27 850 780	25 478 978					
S2F	Charges locatives et de co-propriété	-	-	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE		-	-
S2H	Entretien et réparations	56 234 671	55 070 106	W51	Immobilisations incorporelles		-	-
S2J	Primes d'assurance	17 443 506	16 045 906	W52	Immobilisations corporelles		-	-
S2K	Etudes et recherches	-	-					
S2M	Frais de formation	7 125 238	7 755 667	W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		24 270 147	15 675 902
S2L	Divers	1 264 000	1 356 872	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX			
S3A	Autres services extérieurs	247 344 679	248 449 597	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		501 783 118	27 417 266
S3B	Personnel extérieur à l'institution	44 548 400	45 773 800	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations		501 783 118	27 417 266
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	28 008 595	32 116 034	X56	Reprises de provisions sur immobilisations			
S3E	Publicité, publications et relations publiques	12 912 888	9 347 100					
S3G	Transports de biens	18 000	16 000	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES		960 932 945	1 605 839 881
S3J	Transports collectifs du personnel	-	-	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance		831 622 622	1 369 899 700
S3L	Déplacements, missions et réceptions	16 030 320	17 493 520	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus		180 946 365	211 058 051
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	124 827 760	124 473 560	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au p		480 743 420	805 815 948
S3N	Frais postaux et frais de communication	17 181 771	16 931 333	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au p		169 932 837	353 025 701
S3P	Divers	3 816 945	2 298 250	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		-	-
S4A	Charges diverses d'exploitation	15 091 093	13 125 084	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges		18 387 937	86 558 058
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	400 000	400 000	X6I	Reprises de provisions réglementées			
S4D	Indemnités de fonction versées	7 067 500	5 100 000	X6J	Récupération sur créances amorties		110 922 386	149 382 123
S4I	Frais de tenue d'assemblée	1 218 700	1 914 975					
S4K	Moins-values de cession sur immobilisations			X80	Produits exceptionnels		71 077 654	60 846 751
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles							
S4M	sur immobilisations financières			X81	Profits sur exercices antérieurs		8 272 382	21 505 541
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière							
S4Q	Produits rétrocédés			L80	DEFICIT			
S4R	Autres transferts de produits							
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	6 404 893	5 710 109					
T50	DOTATION AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	-	-					
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATION	626 564 800	194 268 638					
T53	Dotations aux amortissements des charges à répartir							
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	523 753 123	194 268 638					
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation							
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours							
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation	102 811 677						
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation							
	A REPORTER	2 040 709 532	1 577 923 070	A REPORTER			3 469 991 536	3 437 053 942

	REPORT	2 040 709 532	1 577 923 070		REPORT		3 469 991 536	3 437 053 942
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOUVRABLES	1 019 489 264	1 612 624 754					
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	551 487 139	1 008 692 581					
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	232 361 399	288 532 324					
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	192 532 307	299 543 478					
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	126 593 433	420 616 779					
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	-	18 730 769					
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	62 272 923	21 989 844					
T6I	Dotations aux provisions réglementées							
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	394 336 355	559 284 142					
T6L	Autres Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	11 392 847	3 927 418					
T80	Charges exceptionnelles	562 400	12 924 233					
T81	Pertes sur exercices antérieurs	68 784 472	5 099 182					
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	-	-					
L80	EXCEDENT	340 445 868	228 482 703					
T84	TOTAL CHARGES	3 469 991 536	3 437 053 942	X84	TOTAL PRODUITS		3 469 991 536	3 437 053 942

HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE				DIMF 2000
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté : 2017/12/31		D : ACO	F : 1 / NT : ...	(en Francs CFA)
P : A			N. S. : TOG X/XX M : 1	
Code Poste	LIBELLES	2017	2016	
	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	-	-	
N1A	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES INSTITUTIONS FINANCIERES			
N1H	ENGAGEMENTS RECUS DES INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-	
N1J	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES MEMBRES, BENEFICAIRES OU CLIENTS			
N1K	ENGAGEMENTS RECUS DES MEMBRES, BENEFICAIRES OU CLIENTS			
	ENGAGEMENT DE GARANTIE	-	-	
N2A	D'ordre des institutions financières			
N2H	Reçus des institutions financières			
N2J	D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients			
N2M	Reçus des membres, bénéficiaires ou clients			
	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-	
N3A	Titres à livrer			
N3B	Intervention à l'émission			
N3C	Marché gris			
N3D	Autres titres à livrer			
N3E	Titres à recevoir			
NRF	Intervention à l'émission			
NRG	Marché gris			
N3H	Autres titres à livrer			
	ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES			
	OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT			
P1A	Francs CFA achetés non encore reçus			

P1B	Devises achetées non encore reçues		
P1C	Francs CFA vendues non encore livrés		
P1D	Devises vendues non encore livrés		
PRETS OU EMPRUNTS EN DEVISES			
P1E	Devises prêtées non encore livrées		
P1F	Devises empruntées non encore reçues		
OPERATIONS DE CHANGE A TERME			
P1G	Opérations de change à terme francs Cfa à recevoir contre devises à livrer		
P1H	Opérations de changes à terme devises à recevoir contre FCFA à livrer		
P1J	Opérations de change à terme devises à recevoir contre devises à livrer		
P1K	Opérations de change à terme devises à livrer contre devises à recevoir		
P1L	Report /déport non couru à recevoir		
P1M	Report/déport non couru à payer		
P1R	Intérêts non courus en devises couverts à recevoir		
P1S	Intérêts non courus en devises couverts à payer		
Code Poste	LIBELLES	2017	2016
P1V	Ajustements devises hors bilan		
AUTRES ENGAGEMENTS			
Q1A	Engagements donnés		
Q1B	Engagements reçus		
OPERATIONS EFFECTUÉES POUR LE COMPTE DE TIERS			
Q1C	Valeurs à l'encaissement non disponibles		
Q1F	Comptes exigibles après encaissements		
Q1J	Comptes de suivi des engagements de financement consortiaux		
Q1K	Comptes de suivi des engagements de garantie consortiaux		
Q1L	Comptes de suivi des crédits consortiaux		
Q1M	Crédits distribués pour le compte de tiers		
N90	ENGAGEMENTS DOUTEUX		

Annexe 1 :

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES				DIMF 2005
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2017/12/31		D: BG0	F:XX	(en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX		M:1	
Code	LIBELLES	Amortissements/ Provisions	Montants nets	
	ACTIF			
B02	Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	362 363 367	8 832 124 347	
B2D	Crédits à court terme		3 975 756 741	
B30	Crédits à moyen terme		4 478 282 183	
B40	Crédits à long terme		34 023 607	
B70	Crédits en souffrance	362 363 367	344 061 816	
D50	Crédit-bail et opérations assimilées	-	-	
D51	Crédits-bails			
D52	Location avec option d'achat			
D53	Location-vente			
D70	Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées	-	-	
	PASSIF			
G02	Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients		3 943 835 780	
G10	Comptes ordinaires créditeurs		3 827 258 100	
G15	Dépôts à terme reçus		31 144 000	
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial		85 433 680	
G60	Emprunts		-	
G70	Autres sommes dues		-	

Annexe 2 :

ETAT DES BIENS DONNES EN CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES			DIMF 2006
Etat : TOGO	Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2017/12/31	D: BG0	F:79	(en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	
LIBELLES	Durée	Montants bruts	Amortissement/ Provisions
CREDIT-BAIL			
Crédit-bail Mobilier			
Crédit-bail Immobilier			
Crédit-bail sur actifs incorporels			
LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT			
LOCATION - VENTE			
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR			
OPERATION DE CREDIT - BAIL ET			
ASSIMILEES			
TOTAL			

Annexe 3 :

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CONCESSION

DIMF 2007

Etat : TOGO

Etablissement : **WAGES**

Date d'arrêté: 2017/12/31

D: BGO

F:79

(en Francs CFA)

P:A

N.S. : TOG X/XX

M:1

POSTES	Durée	VALEUR D'INVENTAIRE ou VALEUR DE MARCHE	CONCESSIONNAIRE	
			NOM	VALEUR DECLARSEE DANS LE CAHIER DE CHARGE
	TOTAL		TOTAL	

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE				DIMF 2008	
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES			
Date d'arrêté: 2017/12/31		D: BG0	F:80	(en Francs CFA)	
P:A		N.S. : TOG X/XX	M:1		
Libellés des biens inscrits à l'actif frappés delà clause de RP*	Objet clause de réserve	Montants bruts	Calendrier arrêté		Créanciers
			Date d'inscription	Durée de jouissance	
TOTAL					

* Réserve de propriété

Annexe 5 :

DETAIL DU COMPTE 6221 - PERSONNEL EXTERIEUR A L'INSTITUTION							DIMF 2009		
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES							
Date d'arrêté: 2017/12/31		D: BG0		F:XX		(en Francs CFA)			
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1							
Libellés	EFFECTIF (en unités)								
	NATIONAUX	Autres Etats de l'UMOA	Hors UMOA	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	TOTAL		
1. Cadres supérieurs									
2. Techniciens supérieurs et cadres moyens									
3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	13						13 2 670 000		
4. Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	38						38 41 878 400		
TOTAL	51	-	-	-	-	-	51 44 548 400		
PERMANENTS									
SAISONNIERS									
TOTAL	51	-	-	-	-	-	51 44 548 400		

Annexe 6 :

ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE						DIMF 2010
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES				
Date d'arrêté: 2017/12/31		D: BAO			F:XX	(en Francs CFA)
P:A		N.S. : TOG X/XX			M:1	
CREDITS EN SOUFFRANCE	A	B	C = A - B	D	E = C - D	
	191, 192 et 193 291, 292, 293 Crédits et Prêts en souffrance	162 et 254 Dépôts de garantie	Soldes restant dus	199 et 299 Provisions	Crédits et Prêts en souffrance nets	
Crédits comportant au moins une échéance impayée ≤ à 3 mois	17 854 768	5 502 750	12 352 018	0	-	
Crédits comportant au moins une échéance impayée > 3 mois à ≤ à 6 mois	183 261 689	73 027 899	110 233 790	44 093 516	66 140 274	
Crédits comportant au moins une créance impayée > 6 mois à ≤ 12 mois	233 693 434	67 388 675	166 304 759	133 043 807	33 260 952	
Crédits comportant au moins une échéance impayée > 12 mois à ≤ 24 mois	271 615 292	86 389 250	185 226 042	185 226 042	0	
TOTAL	706 425 183	232 308 574	474 116 609	362 363 367	99 401 225	

Annexe 7 :

Annexe 7 :

ETAT DES INFORMATIONS ANNEXES			DIMF 2011
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	
Date d'arrêté: 2017/12/31	D: BBO	F:XX	(en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	
LIBELLES			Montants / Effectif
Encours des engagements par signature à court terme			-
Encours des engagements par signature à moyen et long terme			-
Montant total consacré par l'institution aux opérations autres que les activités d'épargne et de crédit			1 401 203
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de l'institution			297 267
Nombre total de groupements de l'institution ainsi que de leurs membres			-
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe masculin de l'institution			118 329
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe féminin de l'institution			153 939
Nombre total de groupements bénéficiaires			24 220
Nombre total d'usagers bénéficiaires			297 267
Nombre total de sociétaires bénéficiaires			779
Population cible de la caisse (ou son estimation)			
126-127-128 Dépôts à plus d'un an du SFD auprès des institutions financières			1 158 327 255

252 - Dépôts à terme à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de caisse	31 144 000
253 - Comptes d'épargne à régime spécial	85 433 680
254 - 255 - Autres dépôts à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse	3 254 132 516
Recouvrements sur prêts intervenus au cours de l'exercice	
Recouvrements sur prêts attendus au cours de l'exercice	

Annexe 8 :

ETAT DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		DIMF 2011-1
Etat : TOGO	Etablissement : WAGES	
Date d'arrêté: 2017/12/31	D: BCO	F:84 (en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOGO X/XX	M:1
LIBELLES	Montants / Effectif	
Encours des engagements par signature donnés à court terme		
Encours des engagements par signature donnés à moyen et long termes		
TOTAL		

Annexe 9 :

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS			DIMF 2012
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	
Date d'arrêté : 2017/12/31	D: BFO		F:XX
P:A	N.S. : TOG X/XX		M:1
PRENOMS/NOM/N° D'IDENTIFICATION	DUREE INITIALE DU CREDIT	DUREE RESTANTE A COUVRIR	MONTANT NET EN FCFA
OYELAMI Bosse / A0103656	12	9	58 288 720
GNANDJA Issifou / A0600778	24	22	50 000 000
SEWONOU AfiEpse KOTOR / A0905015	15	13	50 000 000
DADA Mawouena / A0612909	24	24	50 000 000
DOWOU Olumoye / A0502999	24	22	46 461 050
ODOH Samson Okwudili / A0122496	18	9	46 183 930
SOTODJI Ayassou / A0908365	24	20	42 816 610
ANENOU Ayikoué Martin / A0100352	22	18	42 043 830
DISSEH Agbegnigan / A0801864	24	15	39 423 920
ASSIONGBON (LOKOSOU) AdakouEnyonam / A0107436	22	16	39 330 025
TOTAL			464 548 085

Annexe 10 :

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2017/12/31	D: BEO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION			ENCOURS DES PRETS (Bruts)
AGBODJAN Fiovi T Akofa Epse AKOUETE			18 517 830
AGBOGEE Abla			8 506 205
AKUETE SowadaSory / A0100273			6 853 895
TCHAGNAO Talata			5 545 580
ADOGNON AgniteKokou / A0120328			4 263 765
AYITE Essivi Georgette / A0110637			4 141 400
BOCCO AkouaviEgblopéalé			3 962 600
ADJASSOU Kokouvi Michel / A0124189			3 084 575
AGBOGAN Yao Messan / A0104028			3 076 774
KONGO Ayéléepse KOUMEBIO / A0127362			2 845 665
TONDJA Gbati / A0107896			2 733 785
KINIGLO Kodjo / A0714566			2 137 395
BATENDI Bayékiname / A0103066			1 529 364
OURO-GANDI Tchadji'Bom / A0126504			1 483 270
MIKAYE Kokouvi John / A0126616			1 349 715
SAMEY Y. Comlan / A0101162			1 200 000

FREITAS Mensah Komlan A	1 195 380
ADAMAH TASSA EPSE JOHNSON DedeDomefa / A0907262	894 385
AWUGNO Adjo / A0607941	759 380
MENSAH AdjoDzigbodi C / A1902740	750 914
OBLASSE Koffi Agbegnigan / A0122577	509 515
AFFO Kossi / A0126800	509 515
EDOH Yao / A1900153	500 000
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
ATTISSO Ablavi / A0124907	427 100
COLE CodjoEdem / A0121781	416 430
DAKOU KossiMawussi / A2002495	400 000
KPOTSI SénameKoami / A2103931	350 000
AKAKPO Koffi Atsou / A0127292	314 730
VOVOR-DASSU Adjo Holali Akpedze / A0122071	303 800
BAWILIZIM Essohouma / A1400759	303 460
SESSOU Kodjo Amégnona / A0310268	301 595
VITSO AkossiwaSefako / A0120363	300 415
HABIA Koffi Gbleve / A0611382	291 000
ADAMAH Assiongbon N / A0121610	270 000
LODONOU AdjoviTinoEpse KPANDJA / A0611324	269 200
SODATONOU M M H Kokou / A0908780	251 580
EDORH Gbegnohin / A0129141	251 580
BAKELE Djoka / A0310208	250 300
ARAHORE WASR Assedma / A0127533	249 855
KOFFI Ayao Mawuegnigan / A0128383	240 000
DISSORIFEI Abissoumatom / A1201177	240 000
ZOUHONGBE Koffi Jacques / A0126229	240 000

DOSSA Kodjo / A0805577	231 680
APEDOGAN KouéviTotekpomawu / A0412821	228 000
ANIKA Kofi Sewonu / A1005602	227 130
AGBO Emefa Esther / A0132419	220 000
HONKPO Kouassi / A0130309	210 000
DJIBOM ElotodéMadjé / A1005836	202 520
FOLLY AyéléAkouavi / A0411094	200 000
MENSAH-AYEWUADA KayiAkpenEpse TOUMAOU / A1904394	197 035
SIMTAYA Katassagou / A1203173	190 000
BARBOZA AkpeneAngele / A0804655	189 020
ADI Koffi / A0103206	180 000
ADAMAH TASSA DedeDomefaepse JOHNSON / A0132314	180 000
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	
ENCOURS DES PRETS (Bruts)	
FREITAS EssénamKoami / A2100109	177 750
MABLE Kokouvi Lonlon / A0130295	170 805
KOUDAYA Koami Ferdinand / A0908183	168 775
SIABI Kodjo / A1905542	166 000
FOLLY AdakouAffiavi / A0109789	157 580
ADJAMANI AfiBandélé / A0605827	153 104
HODO Koffi A. Wolako / A0314524	152 820
AMEGEE Kossi / A0216126	148 995
SEDAFO KodzoAdzitowu / A0508140	146 770
TAY KokouElikplim / A0610004	137 940
ADZINI Koffi Abaya X / A0216052	133 875
GUIMGA Di 'Eramèguebe / A0502239	125 800
BANKA Abla / A2000025	124 605
AMEGAN Romaric Comlan M. / A0105055	120 000

AZIAKA Toudeka / A0129725	120 000
ASSANI-BENTHO Nasser / A0215801	120 000
DAHOUINDJI GbesideAmeyoEpse GBENYANAWO / A1901906	120 000
AGBEDI Kofi Dzinyefa / A0509064	120 000
AKAKPO Comlan Sekona / A0412698	120 000
FUMEY KossiBrathold / A0715587	120 000
MABLE YaoviMawukoKekeli / A0209686	120 000
GBEMU AkuviKafui / A0805746	114 150
AGBOGAN Yao Messan / A1902602	111 375
OURO-GBELEOU Zowériatou / A0612824	109 295
DJADOO Ayaovi / A1904396	106 445
DA SILVEIRA TêtêAgbénigan / A1100947	105 000
GAKPETO DzigbodiKomlavi / A0707824	104 045
AGBESSI Folly / A0412785	102 750
GBADOE KangniSonkoudè / A0411883	102 750
GBENOU KokouAbla E Epse AHATEFOU / A0906926	102 465
ABALO Tchotcho / A0130151	102 275
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
POTISON Foly / A0132393	102 090
NADOR DéDéviEyram / A0113027	102 000
KANYI Kodjovi A / A0803958	101 895
TOGBUI ZAGARAGO KomiEdem / A0804584	101 895
BOKOVI Akouete / A0506094	101 280
KAMATO Améyo / A1100949	101 170
DAKOU KossiMawussi / A0313022	96 000
ALEGBE Bilkiss / A0213438	90 000
KODJO Abla / A0127405	90 000

HOFFER EdjonaWoede / A0126833	90 000
AGLEBEY Yao Elessessi / A0123346	90 000
YEMEY Kouami / A0126037	90 000
ATABUDZI AkouviEnyonam / A0104426	90 000
SOUKA Attignon Koffi / A0806149	90 000
AGBODAN Dédé Délali / A0212452	90 000
AMOUZOU FolliMawouli / A0214317	90 000
GODO Afiwavi / A1901557	90 000
TOSSENOU AkpénéElomAfi / A2100491	90 000
SOSSOU AblaviMawussé / A0127404	90 000
ADEGNON Komivi / A0211049	90 000
KPIZING WéziwMasahalu / A0309593	90 000
TOFFON Madou / A1200469	90 000
KOLA Palakiyéme / A1200992	90 000
BOUKARI Wakilou / A1300646	86 875
DANKLOU Coudjo Créo / A1301719	86 875
EWE Lokossi / A0804589	86 875
DADZIE Komlan / A0804028	86 875
TIDJANI Alimatou Sadia Epse FUMEY / A0507258	85 167
LASSEY KokuTsoekewo / A0507935	83 285
YAKOUTO Marius kokouvi / A1000104	78 155
DJOSSOU Komi / A0603912	78 000
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	
ENCOURS DES PRETS (Bruts)	
MOUTI Nafissa / A0603409	78 000
WUIDJI Kokou / A0502128	78 000
MASSAH Ablavi / A0505532	78 000
KPELAFIA Aminou / A0311234	78 000

WOVI Koffi Akoeté P. / A0607449	78 000
KOUNGA Maurice / A0215757	77 035
N'SOUMI A. Akpenamawu Epse SEMEKONAWO / A0611410	76 435
TCHASSE Akele / A1100881	76 160
GBADAGBA KoamiKafui / A0122826	75 715
AGBOGAN HomegnonKossi / A0507166	75 000
KPADENOU K Edoh / A0610364	73 715
ZINSOU-SESSOU Ahoefa A Essinam / A0507790	73 205
AZINON KossiDélagno / A1002396	72 064
GAGLI AmeyoKafui / A0714252	72 000
GNEMEGNA A AhoefaFafavi / A0713077	72 000
GUEDZA Afi / A1904976	72 000
WOAMEDE KokoviAdjowa épse AGBETROBU / A0612256	72 000
BALEY BanabasséYaovi / A1100910	70 000
BABAKAN NanepoMounira / A0131229	68 325
AZAKPE Koffi Mawulikplimi / A0710238	66 000
IMITSODI Yao / A0410744	64 315
KUAMITSE AdzoviMawuse / A0502455	60 000
KPAKPOVI Missiho / A0128695	60 000
ADJALLE AnoumouKokou / A0121864	60 000
DAWA Bamita / A0604983	60 000
NOUBOUKPO KanyéléAkossiwa / A0715600	60 000
AGBETOWOFANA Ablamvi / A2000059	60 000
LAWSON-DOPENOU LatreEssenam / A0715305	60 000
ATCHRIMI OdjoumaAmeEpse YAO / A1904977	60 000
ZONGO Sampoko J / A1904978	60 000
APENUVOR KoamiSelom / A0610003	60 000

PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
DEGBE Kossi / A0609997	60 000
AVINU Essi / A0705648	60 000
ABALO Olade / A0502454	59 537
AKAKPO-VIZAH Fifonsi / A0800564	57 930
ADJAKA Komi / A0122901	56 265
AFANDE MekaeliMassanAmele / A0901832	54 000
KOUDAHE Koffi Germain / A0508877	51 375
FIA KomlaMawunya / A0132349	50 945
ARANGA Tchimire / A0713074	48 000
BYLL AssriwaAkossiwa / A0904131	48 000
ATTILEY Yao Moussa / A0213286	48 000
AGBANGA Bohoga / A0310074	48 000
SALHA ALI Rahamatou / A0119052	46 950
KPOFFON Koffi Bruno / A0216118	44 175
KOUYAYA Comlan / A1100235	40 755
ATAKOURA Bododou / A1201141	40 585
SODJINOU Kossi / A1000153	36 000
KPODJIA-N'TSUGAN Mawulom / A0131369	34 315
ANATO Koiassi André / A0124604	34 315
ATSOU Yao / A0906941	34 160
AKATO KokouDodji / A0611080	30 200
BASSA KokouSenyedzi / A1900113	28 000
SESSOU Ablavi M / A1100236	28 000
AKALA Mwemwenaka / A0208933	24 000
HASSE Assokou / A2000058	24 000
ADZEWODA KokouMawutodzi / A0712026	24 000

LELOUA Boyodi K / A1900301	24 000
AGOPOME Komlanani / A0209803	24 000
AGBEZO AkossNelima / A0507320	21 000
KOKOU-KOMLA KoudjoMawoutodji / A0508256	21 000
ABBI Essossolèm / A1201986	20 515
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)
TENGUE Koami / A0607569	20 055
EDJE-KOUDÉY YawoviEnyonam / A0412845	13 780
AHATOR AkokoAku / A0605829	8 590
DOSSOU Akouvi / A0804105	7 700
GOKA Koffitse / A0125374	365
TOTAL GENERAL	94 699 624

Annexe 11 :

ETAT DES RESSOURCES AFFECTEES ET DES CREDITS CONSENTEES SUR RESSOURCES AFFECTEES			DIMF 2014
Etat : TOGO	Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté:			
2017/12/31	D: BFO		F:XX
P:A	N.S. : TOG X/XX		M:1
LIBELLES	COURT TERME	MOYEN TERME	LONG TERME
			TOTAL

RESSOURCES AFFECTEES	19 500 000	1 938 999		21 438 999
CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES				-
dont crédits en souffrance				
TOTAL	19 500 000	1 938 999		21 438 999

Annexe 12 :

ETAT DES VALEURS IMMOBILISEES			DIMF 2015			
Etablissement: WAGES						
Etat : TOGO						
D:						
Date d'arrêté: 2017/12/31	BG0	F:XX		(en Francs CFA)		
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1				
Code	LIBELLES	Montants bruts	Amortissements / Provisions	Montants nets		
D1A	Immobilisations financières	34 714 784	27 030 843	7 683 941		
D1E	Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941		
D1L	Titres d'investissement	-	-	-		
D1S	Dépôts et cautionnements	22 865 007	-	22 865 007		
D23	Immobilisations en cours	-	-	-		
D24	Incorporelles	-	-	-		
D25	Corporelles	-	-	-		
D30	Immobilisations d'exploitation	2 030 446 427	1 513 499 185	516 947 242		
D31	Incorporelles	437 464 149	392 229 553	45 234 596		
D32	Droit au bail			-		
Autres éléments du fonds commercial				-		
D33				-		
D34	Frais d'établissement			-		
Autres immobilisations				-		
D35	Incorporelles			-		
D36	Corporelles	1 592 982 278	1 121 269 632	471 712 646		
Immobilisations hors exploitation		-	-	-		
D40				-		
D41	Incorporelles	-	-	-		

D42	Droit au bail			-
D43	Autres éléments du fonds commercial			-
D44	Autres immobilisations incorporelles			-
D45	Corporelles	-	-	-
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	-	-	-
D46	Incorporelles	-	-	-
D47	Corporelles	-	-	-

ETAT D'AFFECTION DU RESULTAT				DIMF 2016
Etablissement: WAGES				
Etat : TOGO				
Date d'arrêté: 2017/12/31				
D: BH0	F:XX		(en francs CFA)	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1		
Code	LIBELLES	Proposition de répartition	Répartition effective	
	<u>DETERMINATION DU RESULTAT A AFFECTER</u>			
L80	Résultat de l'exercice (+/-)	340 445 868	340 445 868	
L70	Report à nouveau (+/-)			
770	RESULTAT A AFFECTER	340 445 868	340 445 868	
	<u>AFFECTATION DU RESULTAT BENEFICIAIRE</u>			
772	Réserve générale	51 066 880	51 066 880	
773	Réserves facultatives			
774	Autres réserves	-	-	
776	Report à nouveau bénéficiaire	289 378 988	289 378 988	
777	Autres affectations	-	-	
	<u>AFFECTATION DU RESULTAT DEFICITAIRE</u>			
776	*Report à nouveau déficitaire	-		
778	*Prélèvement sur les réserves	-		
779	Autres	-		

Annexe 14 :

ETAT DE TRAITEMENT DE LA REEVALUATION							DIMF 2018
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES					
Date d'arrêté : 2017/31/12		D: BG0		F:89		(en Francs CFA)	
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1			
Biens réévalués	Date de Réévaluation	Nature de Réévaluation		Méthodes de réévaluation		Valeurs Avant Réévaluation (1) (VNC)	Valeur Réévaluée (2)
		Libre	Légale	Secteur primaire	Secteur secondaire		
Immeuble de l'agence de WAGES AKODESSEWA	04/06/2016	oui				70 000 000	96 427 472
TOTAL						70 000 000	96 427 472
							26 427 472

ETAT RECAPITULATIF DES RATIOS DE WAGES AU 31/12/2017

RATIOS PRUDENTIELS conforme aux Instructions 010-08-2010 du 30 août 2010

N°	NOM DU RATIO	VALEUR DU RATIO	NORME (N)	OBSERVATIONS
I -	LIMITATION DES RISQUES AUXQUELS EST EXPOSEE UNE INSTITUTION	129,31%	N < ou = 200%	Respecté
II -	COUVERTURE DES EMPLOIS A MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES	251,12%	N > ou = 100%	Respecté
III -	LIMITATION DES PRETS AUX DIRIGEANTS ET AU PERSONNEL, AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES	3,47%	N<ou=10%	Respecté
IV -	LIMITATION DES RISQUES PRIS SUR UNE SEULE SIGNATURE	2,13%	N<ou=10%	Respecté
V -	NORME DE LIQUIDITE	104,48%	N>100%	Respecté
VI -	RATIO DE LIMITATION DES OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPARGNE ET DE CREDIT	0,01%	N<ou=5%	Respecté
VII -	RESERVE GENERALE	51 066 880	BASEx15%	Respecté
VIII -	NORME DE CAPITALISATION	22,88%	N>ou=15%	Respecté
IX -	LIMITATION DES PRISES DE PARTICIPATION	0,27%	NORME<ou=25%	Respecté
X -	RATIO RELATIF AU FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS ET DES PARTICIPATION PAR LES SFD	19,20%	NORME<ou=100%	Respecté

I- DONNEES GENERALES

- Tableau N°1.1: Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)
- Tableau N°1.2: Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)
- 1.3 Données sur la gouvernance
 - Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution
 - Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

- Tableau n°2: Evolution du nombre de points de service

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

- Tableau n° 3.1 Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)
- Tableau n° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme
- Tableau n° 3.3: Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs
- Tableau n° 3.4: Evolution du capital social*
- Tableau n° 3.5: Répartition du capital entre les principaux actionnaires

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

- Tableau n°4.1: Evolution du montant annuel des prêts
- Tableau n°4.2: Evolution du nombre de prêt accordés dans l'année (en unité)
- Tableau n°4.3: Engagements par signature (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.4: encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.5: Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)
- Tableau n°4.6: Evolution de l'encours des crédits par terme
- Tableau n°4.7: encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)
- Tableau n°4.8: Opérations de crédit sur ressources affectées
- Tableau n°4.9: Gestion du portefeuille de crédit

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

- Tableau n°5.1: Opération de transfert (en milliers de FCFA)
- 5.2 Activités de micro assurance : Tableau n° 5.2: Opérations de micro assurance (en milliers de FCFA)

- Tableau n° 5.3: opérations de change

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

- Tableau n°6.1: tarification des opérations avec la clientèle (*)
- Tableau n°6.2: répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)
- Tableau 6.3: dons et œuvres sociales
- Tableau n°6.4: répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

- Tableau n°7: Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFREDERATIONS)

- Tableau n°8: Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

- Tableau n°9: Nombre de réunions tenues au cours de l'année

X. PERFORMANCES FINANCIERES

- Tableau n°10: Indicateurs de performances financières

I- DONNEES GENERALES

Tableau N°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1)+(2)	281 243	297 267	5,70%
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	257 243	272 268	5,84%
. Hommes (a)	111 369	118 329	6,25%
. Femmes (b)	145 874	153 939	5,53%
Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises associations, etc.)	24 000	24 999	4,16%
Nombre de groupements de personnes physiques bénéficiaires	23 392	24 220	3,54%
Nombre total des membres des groupements de personnes physiques bénéficiaires (3)=(c)+(d)	106 040	109 674	3,43%
. Hommes (c)	30 159	31 219	3,51%
. Femmes (d)	75 881	78 455	3,39%

Tableau N°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Nombre total de membres, du conseil d'administration ou de l'organe équivalent	7	7	0,00%
Nombre de membres du conseil de surveillance (*)	3	3	0,00%
Nombre de membre du comité de crédit (*)	0	0	0,00%
Nombre de membres des autres comités créés par la SFD (**)	8	8	0,00%
Effectif total des employés (3)=(1)+(2)	281	295	4,98%
. Dirigeants (employés exerçant des fonctions de	6	6	0,00%

direction ou de gérance) dont : (1)			
- nationaux	6	6	0,00%
- personnel expatrié	-	-	
. Autres employés (2) = (a)-(b)+(c)	275	289	5,09%
Agent permanents (a)	250	233	-6,80%
Agents contractuels (b)	25	56	124,00%
personnel expatrié (c)	-	-	

(*) A renseigner par les institutions coopératives ou mutualistes d'épargne et de crédit

(**) 1. Comité de Direction : 8 membres

Tableau N°1.3 : Données sur la gouvernance

Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution

Rubriques	2016	2017	Variation (%)
Masse salariale globale en FCFA	824 988 911	869 360 374	5,38%
- Personnel dirigeant (Directeur Général et son adjoint, Directeurs de service)	98 407 427	80 074 786	-18,63%
- Autre personnel.	726 581 484	789 285 588	8,63%
Montant des frais généraux en FCFA	1 202 257 271	1 245 353 086	3,58%
Ratio Masse salariale rapportée aux frais généraux	68,62%	69,81%	1,73%
Proportion salaire du Directeur Général rapporté aux frais généraux	2,74%	2,85%	3,86%

Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

Rubriques	2016	2017	Variation (%)
Indemnités de fonctions versées aux administrateurs non salarié en FCFA	3 381 000	7 067 500	109,04%
Frais de tenues des réunions des organes et des	1 914 975	1 218 700	-36,36%

assemblées en FCFA			
- Perdiem	389 000	464 000	19,28%
- Transport	251 000		-100,00%
- Hébergement			
- téléphone	20 000	18 000	-10,00%
- carburant		1 500	
- Autres	1 254 975	735 200	-41,42%

1. Salaire, appointements, indemnités, gratifications et primes occasionnelles ou périodiques versés au personnel, les rémunérations des administrateurs salariés, les cotisations aux régimes de retraite, etc.

2. S'applique aux sociétés (SA, SARL)

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

Tableau N°2 : Evolution du nombre de points de service

Paramètres	2016	2017	Variation (%)
Nombre d'institutions de base	1	1	0,00%
nombre de Guichets ou d'antennes	20	21	5,00%

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

Tableau N°3.1 : Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Montant total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1)+(2)	6 971 421	7 197 968	3,25%
Montant des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	6 354 684	6 650 368	4,65%
. Montant des dépôts des Hommes (a)	3 337 413	3 362 593	0,75%

. Montant des dépôts des Femmes (b)	3 017 271	3 287 775	8,97%
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.)	616 737	547 600	-11,21%

Tableau N° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme

Dépôts à vue		Dépôts à terme		Autres dépôts	
Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)
3 827 258 100	53,17%	31 144 000	0,43%	3 339 566 196	46,40%

Tableau n°3.3 : Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Nombre total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1)+(2)	131 664	139 294	5,80%
Nombre des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	111 051	118 670	6,86%
. Nombre des dépôts des Hommes (a)	57 106	60 742	6,37%
. Nombre des dépôts des Femmes (b)	53 945	57 928	7,38%
Nombre des déposants personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.) (2)	20 613	20 624	0,05%
Nombre de compte actifs	51 288	53 067	3,47%
Nombre des comptes inactifs	79 366	85 848	8,17%
Nombre total de comptes	281 343	297 267	5,66%

Tableau N°3.4 : Evolution du capital social*

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Montant du capital social (en millier de FCFA)			

* pour les sociétés de capitaux.

Tableau N°3.5 : Répartition du capital entre les principaux actionnaires

Noms et prénoms de principaux actionnaires	Montant du capital détenu (2016)	Part du capital détenu (2016)	Montant du capital détenu (2017)	Part du capital détenu (2017)

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

Tableau N°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts accordés * (en millions de francs)

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Montant des prêt accordés (1)+(2)	11 670 582 041	12 887 671 914	10,43%
Montant des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	10 387 703 791	11 836 191 414	13,94%
. Montant des prêts accordés aux Hommes (a)	4 935 951 791	5 390 160 414	9,20%
. Montant des prêts accordés aux Femmes (b)	5 451 752 000	6 446 031 000	18,24%
Montant des prêt accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.)	1 282 878 250	1 051 480 500	-18,04%

* Il s'agit du montant des prêts accordés dans l'année

Tableau N°4.2 : Evolution du nombre de prêts accordés dans l'année (en unité)

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Nombre des prêt accordés (1)+(2)	12 615	13 212	4,73%

Nombre de crédit accordé à des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	9 143	10 956	19,83%
Nombre de crédit accordé à des Hommes (a)	3 616	4 217	16,62%
Nombre de crédit accordé à des Femmes (b)	5 527	6 739	21,93%
Nombre des prêt accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.)	3 472	2 256	-35,02%
Nombre moyen des prêt accordés (sommes des prêts rapportée au nombre de prêts accordés)	925 135	975 452	5,44%

Tableau N°4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)

Nature de l'engagement donné	2015	2016	Variation (%)
Engagement donnée en faveur des institutions financières			
Engagements de financement donné en faveur des membres, bénéficiaires ou clients			
Engagements de garantie d'ordre des institutions financières			
Engagements de garantie d'ordre des membres bénéficiaires ou clients			

Tableau N°4.4 : encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Encours total de crédits (1)+(2)	8 923 142	9 194 488	3,04%
Encours de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	7 660 014	8 335 104	8,81%
encours de crédits sur les hommes (a)	3 704 680	4 063 403	9,68%
Encours de crédits sur les femmes (b)	3 955 334	4 271 700	8,00%

Encours de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	1 263 128	859 384	-31,96%
---	-----------	---------	---------

Tableau N°4.5 : Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Nombre de crédits en cours (1)+(2)	14 733	12 627	-14,29%
Nombre de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	9 398	10 448	11,17%
Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	4 442	4 157	-6,42%
Nombre de crédits en cours sur les femmes (a)	4 956	6 291	26,94%
Nombre de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	5 335	2 179	-59,16%

Tableau N°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme

Encours total des crédits en milliers de FCFA (2016)		Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année 2017)		variation de l'encours des crédits à court terme	variation de l'encours des crédits à moyen et long terme
Court terme	Moyen et long terme	court terme	Moyen et long terme		
3 637 753	5 285 389	4 249 882	4 944 606	-14,40%	6,89%

Tableau N°4.7 : Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)

Prénoms et nom	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur

Tableau N°4.8 : Opérations de crédit sur ressources affectées

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées			
Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)			
Nombre de crédits en cours sur ressources affectées			
Montant des crédits en cours sur ressources affectées (en milliers de FCFA)			

Tableau N°4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	1 117 499	733 462	-34,37%
Taux brut des créances en souffrance (1)	12,52%	7,98%	-36,28%
Taux de remboursement des crédits accordés (2)			
Taux de recouvrement des créances en souffrance (3)			
Encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)			
taux brut de créances en souffrance sur ressources affectées (4)	0,00%	0,00%	
Taux de remboursement des crédits accordés sur les ressources affectées (5)	100,00%	100,00%	0,00%
Taux de recouvrement des créances en souffrances sur les ressources affectées (6)	100,00%	100,00%	0,00%
Montant des crédits passés en perte (en milliers	563 212	405 729	-27,96%

de FCFA)			
Taux de perte sur créances (7)	6,31%	4,41%	-30,07%

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

5.1 Activités de transfert rapide d'argent

Information d'ordre général :

- Nom et adresse du représentant (Banque, poste); **ECOBANK TOGO, 20 Avenue Sylvanus Olympio, Lomé**
- Nom et adresse de la société représentée (Western Union, Money gram, etc.) : **WESTERN UNION, WARI.**
- Nombre d'opérations exécutées au cours de l'année 2017 :
 - . À l'émission : 129
 - . À la réception : 676

Tableau N° 5.1 : Opération de transfert (en milliers de FCFA)

Rubriques	2016	2017	Variation (%)
Transferts reçus (1)	117 100	74 080	-36,74%
UEMOA	61 975	23 442	-62,17%
Autre pays africains	12 667	6 701	-47,10%
Unions européenne	28 185	32 701	16,02%
États-Unis	6 667	6 141	-7,89%
Autre pays	7 606	5 094	-33,02%
Transferts émis (2)	40 330	13 935	-65,45%
UEMOA	29 554	3 239	-89,04%
Autre pays africains	2 631	2 098	-20,26%
Unions européenne	6 011	5 635	-6,25%
États-Unis	751	-	-100,00%

Autre pays	1 383	2 963	114,26%
solde des transferts (3)=(1)-(2)	76 770	60 144	-21,66%

5.2 Activités de micro assurance

Information d'ordre général:

- Nombre de bénéficiaires;
- Catégories de prestations effets: à détailler.

Tableau N° 5.2 : Opérations de micro assurance (en millier de FCFA)

Rubriques	2016	2017	Variation (%)
Montant des primes émises			
Assurance-vie			
Assurance non vie			
Montant des arriérés de primes			
Montant des sinistres à payer			

Tableau N° 5.3 : Opérations de change

Devises concernée	Montant des devises achetées	contre valeur en FCFA des devises achetées	Montant des devises vendues	Contre-valeur en FCFA des devises vendues
EURO (EUR)				
Dollar des EU (USD)				
Franc Suisse (CHF)				
Livre sterling (GBP)				
Autres				

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Tableau n°6.1 : tarification des opérations avec la clientèle (*)

Indicateurs	2016	2017
Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur les dépôts de membres, bénéficiaire ou clients	3,50%	3,50%
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	6,00%	6,00%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres bénéficiaires ou clients	18,00%	18,00%
Taux d'intérêt effectif global (**)	15,18%	15,18%

(*) : Communiquer le taux d'intérêt annuel

(**) : Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients

N.B. : Le taux effectif est la moyenne des taux effectif de chaque produit de crédit de WAGES

Tableau de calcul de la moyenne des taux effectifs des produits de crédit de WAGES

Produit de crédit	Taux effectif
	Annuel
Crédit ordinaire	21,69%
Crédit PSAEG	12,73%
Crédit Rural	18,72%
Crédit Inades	15,75%
Crédit spécial	26,24%
Crédit à épargne déductible	23,69%
Crédit APSEF 1er et 2è cycle	5,19%
Crédit APSEF 3è et 4è cycle	6,91%
Crédit FAIEJ	8,24%
Crédit PRADEB	12,67%
Moyenne	15,18%

Tableau N°6.2 : Répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

Objet du crédit	2016	2017	Variation (%)
Crédits immobiliers	403 364	234 386	-41,89%
Crédits d'équipement			
Crédits à la consommation	773 812	363 884	-52,98%
Crédits de trésorerie			
Autres crédits	7 741 965	8 596 218	11,03%

Tableau N°6.3 : Dons et œuvres sociales

Références des bénéficiaires	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financière (en FCFA)
Ets JOHNSON & HELENE	Financière	100 000
FFPM	Financière	100 000
Lycée d'Aného - Ville	Financière	10 000
SOGBA KEDEWOU	Financière	100 000
TOTAL		310 000

Tableau N°6.4 : répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

Secteurs d'activités	2016	2017	Variation (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	770 537	552 561	-28,29%
Industries extractives			
Industries manufacturières	71 460		-100,00%
Bâtiment et travaux publics			
Commerce, restaurants, hôtels	7 180 580	10 582 535	47,38%
électricité, Gaz, eau			

Transports entrepôts et communications	391 599		-100,00%
assurances, services aux entreprises			
Immobilier	505 240	255 870	-49,36%
Services divers	2 751 166	1 496 706	-45,60%

(*) La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

Tableau N°7 : Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Encours des placements auprès des autres institutions financières (en Milliers de FCFA)	798 593	1 158 327	45,05%
Encours des emprunts des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	1 063 452	1 727 084	62,40%
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières	518 659	1 727 295	233,03%
Ressources affectées (en milliers de FCFA)	20 505	21 439	4,55%
subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)	15 676	24 270	54,82%
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)			

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFREDERATIONS)

Tableau N°8 : Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Nombre d'institutions affiliées déficitaires			
Montant total du déficit d'exploitation des institutions affiliées (en milliers de FCFA)			
Nombre d'institutions affiliées excédentaires			
Montant total de l'excédent d'exploitation des institutions affiliées (en milliers de FCFA)			

(*) Tableau à renseigner par les structures faitières

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

Tableau N°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Par l'Assemblée Générale	2	1	-50,00%
Par le Conseil d'Administration ou l'organe équivalent	6	4	-33,33%
Par le conseil de Surveillance (*)	2	2	0,00%
Par le Comité de Crédit (*)	N/A	N/A	
par les autres comités (**)	0	0	0,00%

(*) A renseigner par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit

(**)

X. PERFORMANCES FINANCIERES

Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

Indicateurs	2016	2017	Variation (%)
Marges d'intérêt en milliers de FCFA	1 508 866	1 714 071	13,60%
Produit financier net en milliers de FCFA	1 684 528	1 882 862	11,77%
Résultat net en milliers de FCFA	228 483	340 446	49,00%
Taux de marge nette (1)	15,14%	19,86%	31,16%

(1) le taux de marge nette est égal au rapport entre le résultat net et la marge d'intérêt.

